

A vos agendas!

❑ Mardi 8 février, 18h30, au CUC, 30, r. de Candolle, GE. Caritas Tiers Monde et la COTMEC vous invitent à rencontrer **Yolla NASR, sociologue libanaise**. Spécialiste des questions socio-économiques et engagée dans un travail social de terrain avec la Caritas libanaise, Yolla Nasr évoquera les expériences de la base au Liban et dans tout le Moyen-Orient. Elle a aussi à cœur la promotion des femmes qui sont les principales actrices de la promotion humaine dans leurs familles et leurs communautés.

❑ Jeudi 17 février, 20h30, Forum, 9, av. Ste-Clotilde Conférence-débat sur la situation des **peuples autochtones au Guatemala et au Mexique avec la participation de R. Menchù**. Org.: Grpe de solidarité avec le Guatemala de GE.

❑ FESTIVAL DE FILMS DU SUD

FR: du 30.1. au 6 février
VD: du 4 au 20 février
ZH: du 4 au 14 février
NE: du 16 au 24 février
Bienne: du 1 au 13 février
GE: du 10 au 20 février
Rens.: T. 037 22 79 50
Rens. pour GE: 022 344 38 54

GENEVE, mercredi 9 février
Première mondiale du film de Volkmar Ziegler
LES YANOMAMIS AU TEMPS DES CONQUÊTES.
(Cf. C-info N° 159-160).

❑ du 2 au 20 mars
à la Mairie de BERNEX (GE)
Exposition de photos de Sylvio Cavuscens:
AMAZONIE...L'ESPOIR INDIEN
Rens.: service culturel de la mairie de Bernex,
Tél.: 022 757 10 38

❑ Campagne oecuménique de Carême: **LES FEMMES ANIMENT LE MONDE**



❑ 19 février, à Berne, dès 11h.
Fête d'ouverture de la campagne avec la participation de **Ruth Dreifuss et Rigoberta Menchù**, avec différents ateliers de travail et une fête de solidarité avec le Guatemala. Rens. T. 021 617 88 81

❑ Lundi 21 Mars à GENEVE, à St-Boniface, 14 av. du Mail. Rencontre cantonale de la campagne de carême, à 20h00. Avec **ÉLISABETH ATANGANA** (Cameroun), active au sein de diverses ONG locales et **TAMARA KUNANAYAKAM** (Sri-Lanka), économiste et politologue, conseillère scientifique auprès de diverses organisations internationales. Deux femmes **PASSIONNÉES DE VIE** qui nous parleront des chemins de libération qui se dessinent dans l'action des femmes du Sud, aujourd'hui.

«Au Rwanda, les enfants de la rue» Un livre de notre ami Guy Musy

Quiconque a visité une ville du tiers-monde n'a pas manqué d'être frappé par la présence quasi permanente des gamins auprès des lieux les plus fréquentés, tels que la poste, le marché, les restaurants, les hôtels, les magasins etc...

Ces gamins dont la moyenne d'âge oscille autour de 11 ans, sont ceux qu'on appelle communément "les enfants de la rue". Victimes de l'éclatement des familles, produits du mal-développement et du dérèglement de la société, ces enfants vivent ou plutôt survivent de mendicité, de petits travaux, de larcin ou... de prostitution. Témoins vivants d'une époque en crise et d'un monde qui n'a pas su se guérir de ses plaies, ces enfants nous interpellent et leur existence dérange. Aussi, on ne sera pas étonné que la société, comme pour se voiler la face, veuille les enfermer dans des "centres de rééducation" ou tout simplement s'en débarrasser, physiquement, (le cas du Brésil) quand elle ne les abandonne pas sur le rivage.

C'est dans l'univers complexe de ces enfants que Guy MUSY nous entraîne à travers son livre. Observateur privilégié, il a partagé le vécu de ces enfants huit ans durant. Huit ans pendant lesquels ce prêtre dominicain a dirigé un projet d'appui mis sur pied par Caritas-Rwanda au profit des enfants de la rue. Ce projet (il existe toujours) avait pour mission d'apporter un soutien moral et matériel, conjointement négocié, mais sans obligation aucune, avec

les enfants concernés.

Le livre de Guy Musy est le résultat d'entretiens réalisés avec 23 de ces enfants. Par une succession de témoignages, des remarques et des réflexions personnelles, l'auteur nous plonge dans un monde rude, impitoyable et froid mais aussi un monde d'amour et de partage où l'envie exacerbée de vivre se trouve sans cesse confrontée aux limites imposées par la réalité.

Ce livre n'est pas une plainte, il n'est pas non plus un cri d'espoir, il est un simple regard porté sur des tranches de vies. L'auteur s'est voulu porte-parole des sans-voix et ces derniers lui ont confié l'histoire de leurs vies. Des vies marquées par l'amour; l'amour blessé, l'amour trahi, l'amour de la vie, l'amour de la liberté, l'amour du prochain... Autant d'expériences que l'auteur rapporte avec respect: les enfants de la rue sont capables de transformer le regard de ceux qui les côtoient. Et Guy Musy rend bien compte de ce qu'il a appris des gamins rwandais.

Une écriture condensée, un choix judicieux, des récits brefs qui nous mènent à l'essentiel, au cœur de cette vie de l'enfance privée d'enfance. ■

Justin Kahamaile

Publié par le BICE (Bureau International Catholique de l'Enfance)
63, rue de Lausanne,
1202 GE.

Revue «Vivant univers» 2 numéros en phase avec l'actualité

Les femmes et le développement (N° 407)

En lien avec la campagne accu-ménique de carême (voir agenda) un numéro riche en réflexions stimulantes. Extrait de la préface: «Roger Garaudy n'est plus le seul à dire que "sans féminisation de la société, l'humanité tout entière ne peut escompter aucun avenir". Les femmes porteuses de vie et derniers remparts de la tradition poursuivent leur marche en avant. Avec la reconnaissance de leur spécificité et le respect des valeurs féminines, elles réclament le droit de participer, en tant que partenaires égales, à la construction d'un monde meilleur pour tous. Plus harmonieux et plus pacifique».

Les catholiques en Afrique (N° 408)

A la veille du synode des évêques africains, ce numéro décrit la présence des catholiques (et plus généralement des chrétiens) sur ce continent. En chiffres, mais surtout à travers des problématiques traitées par des auteurs en majorité africains. Comment les chrétiens vivent-ils leurs relations avec l'environnement religieux culturel, socio-politique ou ecclésial en Afrique? C'est à ces questions que l'équipe de **vivant univers** tente de répondre.

Disponible c/o Pères Blancs,
CP 42, 1703 Fribourg
Tél. 037 24 19 77

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

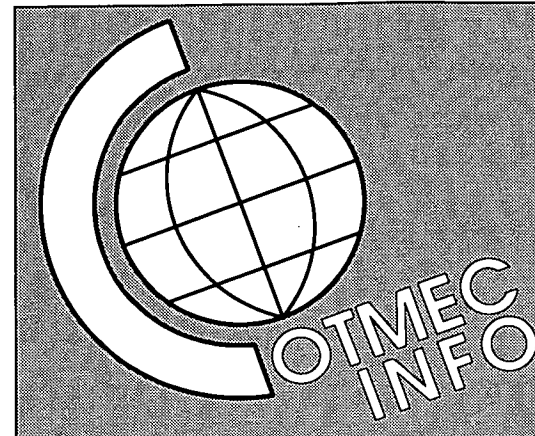


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Justin Kahamaile, R. Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie de Châtelaire

Sommaire du n° 161

- 1 Editio: année de la famille
- 1 Billet: silence on persécute
- 2 Algérie: plus fort que la haine. Inde: les revendications des autochtones.
- 2 Livre sur l'Afrique du Sud
- 3 Mini-dossier: Environnement et développement: suivi de Rio en Suisse
- 4 Divers.



Silence, on persécute!

«Je suis venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité. Quiconque est de la vérité écoute ma voix.» Pilate lui dit: «Qu'est-ce que la vérité?» (Jn 19,37-38). La question est restée ouverte, et depuis beaucoup se sont acharnés à y répondre, allant même jusqu'à persécuter au nom de leur vérité. Ils sont venus gonfler les rangs des Pilates pour lesquels il n'y pas de vérité sans respect de l'ordre et de l'autorité. Même les apôtres n'ont pas compris Jésus lorsqu'il leur dit: «Je suis le chemin et la vérité et la vie.» (Jn 14,6). Etre en quête de la vérité signifie donc pour le chrétien approfondir sans cesse sa relation au Christ, et découvrir par là le vrai visage de notre humanité blessée qu'il vient guérir. Il y a donc autant de perceptions de la vérité qu'il y a d'hommes et de femmes qui oeuvrent pour la dignité et le respect des droits fondamentaux de chaque être humain.

L'Evangile est pour les chrétiens la clé de lecture leur permettant de découvrir au cœur de leur réalité les multiples visages de la vérité qui s'est fait homme. Celle-ci est plus criante encore lorsqu'elle éclate parmi les humiliés, les dépossédés, et les opprimés de toutes sortes. L'Eglise d'Amérique latine avait compris cela en choisissant de faire une option préférentielle pour les pauvres.

En automne 93, l'évêque Samuel Ruiz, de San Cristobal au Mexique, est convoqué par le nonce apostolique pour donner sa démission. Porte-parole des aspirations des Indiens du Chiapas opprimés par le pouvoir mexicain, Samuel Ruiz se heurte à d'autres vérités appelées «raison d'état», «diplomatie» ou encore «complicité». L'option pour les pauvres aurait donc des limites? A vouloir défendre les victimes, on ne se fait inévitablement pas d'amis parmi les bourreaux.

A son procès, Jésus n'a même pas tenté de se défendre, rejoignant ainsi la multitude des sans-voix qui meurent sans que personne ne réagisse. Ce silence appelle des cris et des révoltes dont l'Evangile est porteur d'un bout à l'autre. Alors devons-nous nous taire par peur d'être assimilés aux *Villa* et autres *Zapata* dont la violence éclate comme ultime sursaut de dignité? Samuel Ruiz apparaît maintenant comme le seul médiateur entre «l'Armée Zapatiste de Libération Nationale» et le gouvernement mexicain. En voulant écarter Samuel Ruiz, l'autorité de l'Eglise a une fois de plus manqué une occasion de soutenir une attitude prophétique. A vouloir crucifier la vérité, on lui donne mille occasions de ressusciter! ■

Jean-Charles Roulin

Mini-dossier, p.3
Suivi de Rio
La Suisse bouge

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 161 / Mensuel / Janvier 1994

1994, année de la famille La famille... des familles... ma famille... quelle famille?

1994, année internationale de la famille, tel est le vœu des Nations Unies... et du Saint-Siège. Chacun, chacune se sent concerné quand on prononce le mot de famille, car l'appartenance à une famille est commune à tous les habitants de la planète, même quand cette famille se réduit comme peau de chagrin.

Sainte Famille, famille idéale, famille rêvée, famille subie, famille nucléaire, monoparentale, recomposée, élargie, étendue, toutes ces formes d'organisation se réclament de la famille. Si différentes soient-elles, chacune de ces familles est le lieu du premier apprentissage de la socialisation, de la tolérance, du partage.

Entre le désir légitime de son propre épanouissement et l'espace à laisser aux autres composantes de la famille pour qu'ils puissent y trouver le leur, entre le refuge douillet, le cocon et la nécessité de s'affronter aux réalités du monde, entre une stabilité et une rigidité, toujours nous oscillons entre des paramètres contradictoires, sans oublier ceux que nous imposent la société. Comment concilier emploi, engagement, liberté individuelle et famille? Comment assurer à chacun des membres sa part de droits et de devoirs, sans oublier sa part de rêve.

Cette année de la famille nous donne l'occasion de réfléchir à ces apparentes contradictions, de voir si des critères nous aideraient à faire vivre pleinement la famille. En Asie, en Afrique, la famille s'organise différemment, quelles valeurs s'y vivent que nous pourrions adopter ou adapter? Notre mode de vie est-il propice à la famille, ici et là-bas, ou aide-t-il à la déstabiliser? Que pouvons-nous faire pour que ce lieu de première formation de l'homme et de la femme de demain soit lieu d'enrichissement, d'épanouissement de tout notre potentiel spirituel, psychologique, affectif, intellectuel? Qu'est-ce qui, dans nos sociétés, contribue à la déstabilisation des familles chez nous, mais aussi dans les pays du Sud?

Tout au long de l'année, nous essayerons d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions... en toute humilité, car qui peut se targuer de définir ce qu'est, ce que devrait être la famille? ■

Maryse Durrer

Vient de paraître:



Nul ne peut rester indifférent à l'approche des premières élections non-raciales de l'histoire d'Afrique du Sud. Parmi d'autres, les Eglises de ce pays nous demandent une solidarité active en faveur du processus de démocratisation.

La brochure du groupe Eglise du Mouvement Anti-apartheid et des Commissions Tiers Monde (COTMEP-COTMEC) propose des repères par rapport à cet enjeu et nous invite à nous laisser interroger par l'expérience sud-africaine. (Voir résumé en page 2).
Commandes: T.022 329 26 81

Algérie Plus fort que la haine

«Il y a encore des raisons d'espérer, malgré tout», nous écrivent des amis algériens. En dépit des provocations, la population, dans sa grande majorité, refuse d'entrer dans le cycle de la violence et de la guerre civile. Au contraire, la situation actuelle provoque une profonde remise en question, de nombreux débats ouverts, même dans une presse en partie soumise à la censure. On s'interroge sur la religion et son rôle, le fonctionnement du pouvoir, le développement d'une démocratie enracinée dans la culture algérienne...

L'Eglise catholique algérienne est minuscule, composée essentiellement de religieuses, de prêtres et de coopérants étrangers. Mais elle inspire un profond respect car elle s'est surtout manifestée par son combat pour les droits de l'homme en Algérie, au moment de l'indépendance tout comme aujourd'hui, et par son respect pour l'identité arabo-musulmane des autochtones. Face aux défis posés par la transformation de la société Algérienne, les membres de l'Eglise locale ne souhaitent pas engager une nouvelle croisade, mais simplement proclamer haut et fort la bonne nouvelle de l'amour universel de Dieu. En témoigne le dernier communiqué du Conseil "Justice et Paix" d'Algérie que nous reproduisons ci-après. ■

D.F.

«Chrétiens, pris dans la tourmente que traverse l'Algérie, nous subissons avec tout le pays la montée de la violence. Nous découvrons chaque jour davantage la gravité de la situation. Certes, nous sommes peu nombreux; de plus, beaucoup d'entre nous, hôtes d'une société qui n'est pas la leur, par la naissance, la culture ou la nationalité, ont à garder de ce fait la discrétion qui s'impose. Cependant, comme hommes et comme chrétiens, nous ne pouvons ni ne voulons accepter la banalisation de la violence, nous ne pouvons ni ne voulons renoncer à chercher avec tous les hommes de bonne volonté, les chemins de l'Espérance, pour sortir du cycle infernal de la violence et de la répression...»

L'Algérie est malade et nous avec

elle. Le respect de l'homme et de la vie humaine n'est plus la première des valeurs. On utilise la mort, les assassinats, la torture comme moyens de pression sur la société. Un climat d'angoisse et de terreur s'instaure, qui retire à chacun sa dignité et sa liberté et oblige beaucoup à des comportements qui vont contre leur conscience. Or, Dieu aime tous les hommes. Dieu aime le peuple algérien. Dieu aime chacun. Sa prédilection pour les plus petits, pour les exclus, les marginaux, les malchanceux, les victimes de la haine est le signe de son amour universel.

Il nous apprend à vivre la solidarité avec tous ceux-là, à aimer, comme Lui, humblement, simplement, quotidiennement, consciencieusement. C'est avec eux que nous avons à chercher la Justice, à combattre l'idolâtrie de l'argent, qui n'est pas étrangère au drame que nous vivons... «Nul ne peut servir deux maîtres...» Il nous appelle à refuser la violence. Lui qui ne s'impose pas à l'homme par la force, mais qui s'adresse à sa conscience et respecte sa liberté. Nul ne peut, en son Nom, s'arroger le droit de violenter la conscience d'un autre. Lui qui seul sait ce qu'il y a dans le cœur de l'homme nous appelle à ne désespérer d'aucun homme, malgré le mal qu'il commet.

Nous nous souvenons, dans notre prière personnelle et collective, de ce que Jésus a vécu et comment il a vécu. C'est du drame de sa passion, pour avoir été lui-même victime de la violence exercée aussi au nom de Dieu, que jaillit, par la force de l'Esprit, une source de vie, de lumière, de libération, de guérison. C'est aussi, pour nous, du tragique des événements que nous vivons ici que jaillit l'appel à nous débarrasser de toute agressivité, à pratiquer l'amour de tout homme, à mettre en oeuvre notre refus de toute violence et notre aspiration radicale à la Paix.

Seul l'Amour est plus fort que la haine et que la mort. Fortifiés par cette foi renouvelée et portant en nous toutes ces souffrances et épreuves du peuple algérien, nous espérons, même contre toute espérance, que s'enfante peu à peu de nouveau une Algérie vivante». (Paru dans "L'Écho du diocèse de Constantine et d'Hippone", novembre 1993).

«AFRIQUE DU SUD: LE TOURNANT DÉCISIF»

Une brochure réalisée par le Groupe Eglise du MAAS et les Commissions Tiers-Monde protestante et catholique (COTMEP - COTMEC).

Les premières élections non- raciales de l'histoire d'Afrique du Sud, en avril 1994, constituent un tournant décisif pour l'avenir de la démocratie dans ce pays et même dans tout le continent. Conscientes de l'enjeu, les Eglises sud-africaines ont lancé un programme d'accompagnement (baptisé EMPISA, cf. C-info N° 158) afin que ce processus se poursuive dans les meilleures conditions possibles. Dans ce cadre, elles invitent leurs Eglises sœurs de par le monde à envoyer sur place des observateurs internationaux de paix. Une demande à la quelle les Eglises suisses ont répondu favorablement.

La brochure intitulée "Le tournant décisif" vise notamment à promouvoir le programme EMPISA qui constitue une occasion de manifester notre solidarité avec celles et ceux qui travaillent à la paix, la démocratie et la justice en Afrique du Sud. Elle offre en outre des repères historiques et théologiques car il s'agit aussi de nous laisser interroger par l'expérience sud-africaine. L'apartheid est en effet devenu le symbole par excellence du mépris de l'homme par l'homme. Il est le reflet le plus marqué d'un rapport vicié entre Noirs et Blancs - peut-être aussi entre Nord et Sud - qui révolte profondément nos consciences aujourd'hui. La perspective de son abolition représente une avancée dans notre expérience d'humanité et un défi à la foi de tous les chrétiens.

Cette brochure est appelée à servir d'outil pour une réflexion nourrie dans des groupes, paroisses, mouvements ou associations qui souhaitent s'associer à l'espérance de la grande majorité des Sud-Africains et peut-être aussi stimuler leur propre vie de foi. ■

D.F.

Commandes: Tél. 022 329 26 81

Inde les revendications des aborigènes

Faire reconnaître leur culture, leur identité et leurs droits sur leurs territoires. En Inde aussi les populations aborigènes revendiquent le droit d'exister. Elles souhaitent que l'Eglise s'engage à leurs côtés.

Ce sont des peuples trois fois millénaires: les Munda, Oraon, Asur, Birjia, Kisan, Birhor, Adivasi... Ils ont été asservis par les "gens du dehors" ou ont dû fuir sous la terreur dans les montagnes ou les forêts inaccessibles. Aujourd'hui encore leur exode se poursuit. A cause de la déforestation comme chez les Adivasi du Sud, ou parce que l'armée indienne veut agrandir une zone de tir au parfait mépris des habitants, comme chez les Oraon du Bihar. La plupart de ces minorités sont devenues chrétiennes et souhaitent que leurs Eglises s'engagent davantage dans la défense de leurs droits.

Aborigènes et chrétiens

Ils sont devenus chrétiens en épousant la religion des colons pour se différencier de l'hindouisme des castes supérieures qui les réduisaient à l'esclavage. Chrétiens, ils le sont aussi parce

que le message évangélique parle aux plus démunis. En Inde comme sur le port de Corinthes, les premiers chrétiens ont été des miséreux.

Les Eglises doivent s'engager

Les chrétiens de la base attendent maintenant que le "choix des pères" de leurs Eglises ne soit pas un vain mot. Or, la hiérarchie des Eglises reste souvent sur sa réserve. Certaines organisations paramilitaires liées au Parti du peuple indien BJP, d'extrême-droite, accusent déjà les Eglises de faire trop de politique parce qu'elles sont engagées dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la promotion d'activités productives. Ce que réclament malgré tout certains chrétiens engagés c'est une dénonciation claire des abus et un encouragement à la prise de responsabilité des laïcs aborigènes à tous les niveaux, y compris dans le domaine politique. Sans quoi, même leurs revendications d'autonomie risquent de se faire récupérer par des politiciens nationalistes qui n'ont qu'une ambition: renforcer leur pouvoir d'oppression sur les aborigènes. ■

Roland Pasquier

(Sources: Eglises d'Asie et SOEPI)

Suivi de Rio: ou en sommes-nous?

C'est dans la durée, lorsque plus personne n'en parle, que les options prises lors de Conférences internationales doivent être traduites sur le terrain. Dans le domaine de l'environnement et du développement le suivi de la Conférence de Rio (2-14 juin 1992, voir C-info numéros 145-150) a ouvert de nouvelles perspectives qui commencent à se concrétiser en Suisse aussi. Un des effets positifs de Rio est la participation accrue des organisations non gouvernementales (ONG) dans les instances chargées d'un suivi dans ce domaine. Ainsi, des organismes comme la Déclaration de Berne (DB) ou la Société suisse pour la protection de l'environnement (SPE) sont-ils maintenant associés à un groupe de liaison qui réunit encore, outre des membres de l'administration fédérale, des représentants des milieux économiques ou académiques.

Rappel des acquis de Rio et regard sur les défis à relever en Suisse pour concevoir un développement durable, par René Longet, directeur romand de la SPE.

Le cadre de référence

Le premier acquis de la Conférence de Rio est la définition d'un cadre de référence nouveau: 1) le caractère planétaire des problèmes a été souligné et le cadre adéquat pour les résoudre ne peut être fourni que par une organisation universelle: les Nations-Unies. 2) Les problèmes d'environnement et de développement doivent être traités ensemble: un développement qui détruirait les ressources, une protection de l'environnement qui négligerait les besoins sociaux conduiraient à des impasses majeures. 3) La participation des forces vives de la société civile est indispensable: à Rio, les portes se sont ouvertes pour les ONG.

Les textes

La Conférence a adopté 3 textes: - La **Déclaration de Rio** sur l'environnement et le développement, sorte de «Charte de la Terre», énonce un certain nombre de principes conçus comme des références générales. - L'**Agenda 21**, véritable plan de sauvetage de la planète, passe en revue en 40 chapitres l'ensemble des actions nécessaires pour l'environnement et le développement. Il constitue le principal résultat matériel de la Conférence.

- La **Déclaration de principes sur les forêts**, enfin, est le résultat d'une initiative des pays industrialisés en faveur de la conservation des forêts tropicales; elle a été étendue à tous les types de forêts et insiste sur la notion de gestion durable. Elle pourra déboucher sur une convention. Par ailleurs, à l'occasion de la Conférence, ont été signés deux accords négociés parallèlement, l'un sur la préservation de la biodiversité et l'autre sur la prévention des changements climatiques.

Les enjeux de la mise en oeuvre

Le secrétariat de la Conférence avait évalué à 600 milliards de \$ le coût annuel de la mise en oeuvre de l'Agenda 21, dont 125 milliards à dégager par l'aide publique, le reste provenant des budgets privés et publics de chaque pays. A ce jour, de cette somme, seule une faible fraction a été mise à disposition, par exemple à travers le Fonds Mondial pour l'Environnement. 125 milliards de \$, cela peut paraître énorme. Ce n'est pourtant qu'un dixième environ des dépenses militaires annuelles dans le monde!

En juin 1993, l'instance créée par les Nations-Unies pour veiller à la mise en oeuvre de l'Agenda 21 par les Etats et les agences internationales, la **Commission pour le développement durable**, a commencé ses travaux - elle comprend des représentants de 53 pays - et un calendrier thématique a été retenu. Certains sujets, comme les mécanismes financiers, le transfert de technologie, les structures de décision, la formation, feront l'objet d'un examen annuel; d'autres seront passés périodiquement en revue, ainsi, en 1994, on parlera santé, habitat, eaux douces, toxiques et déchets toxiques.

La Commission n'a aucun moyen de contrainte ni de pouvoir de décision, mais agit par recommandations, sur la base des rapports que les Etats devront lui faire parvenir; elle fonctionnera un peu comme la commission des droits de l'homme, en prenant à témoin l'opinion publique. En 1997, une session spéciale de l'assemblée générale des Nations-Unies fera le point, cinq ans après la Conférence.

Les conventions

La convention sur le climat part de l'idée que les Etats ont des responsabilités communes mais différenciées et demande aux Etats parties de stabiliser puis de réduire à des valeurs acceptables pour les écosystèmes, les émissions de gaz à effet de serre, le gaz le plus important étant le CO2, produit inévitable de toute combustion de matière carbonée (hydrocarbures, bois, etc).

Les Etats de l'OCDE se sont engagés à stabiliser leurs émissions de CO2 d'ici l'an 2000. Mais comme le prix de l'énergie ne cesse de diminuer, on considère qu'une taxe sur le CO2 est la clé de tout dispositif en la matière. La Suisse a ratifié cette convention - qui n'est pas encore entrée en vigueur - et le plan d'action national est en préparation; 37% de nos émissions de CO2 proviennent des transports, 29% des chauffages. La convention sur la biodiversité réclame la mise sur pied d'inventaires et de plans

que l'aide publique a passé de 0.39% en 1992 à 0.34% en 1993 (voir Cotmec-info n°155).

La notion riche et féconde qui a synthétisé la Conférence, le développement durable, et qui forme avec la notion de droits de l'homme l'axe de la résistance au désordre dominant, doit intégrer explicitement la notion de l'emploi: seule une orientation vers les immenses besoins de la planète donnera un sens à nos efforts économiques, et seule une revalorisation des prix des matières et de l'énergie freinera la fuite en avant vers la "jobless growth", la croissance qui mange des emplois.

Il est bien clair que la véritable solution, à l'image des propositions d'«écologiser» le GATT, serait l'intégration des données environnementales dans l'économie elle-même, par une convention sur l'intégration de l'environnement dans l'économie. ■

René Longet



La Conférence de Rio
vue par Cecilia Bozzoli
(Service de presse DDA)

de protection nationaux, et contient des principes sur l'accès aux ressources génétiques; elle est entrée en vigueur à fin 1993. La Suisse ne l'a pas encore ratifiée: la question du brevetage reste un des points centraux des controverses. Signalons encore que, sur demande des Etats africains, une convention sur la désertification est en préparation, comprenant notamment des plans d'action, des dispositions sur la recherche et le transfert de technologies; elle doit être mise au point d'ici fin 1994.

Perspectives

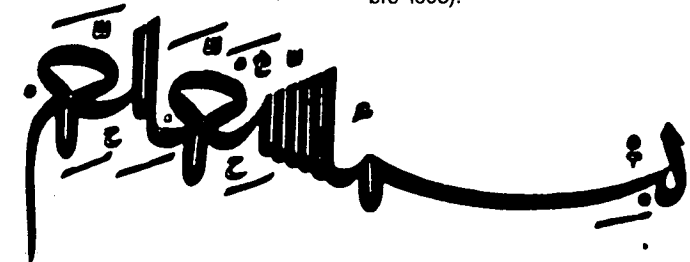
La crise conduit aujourd'hui la plupart des pays industrialisés à réduire la part de l'aide au développement qui, malgré les promesses faites à Rio, n'a jamais été si éloignée de l'objectif des 0.7%. Pour notre pays, les réductions budgétaires linéaires ont fait

A lire:

"Rio, suivi et retombées", N° spécial du Journal Romand de l'Environnement, Actes du colloque du 16 juin 1993: "Suivi de Rio, un défi pour la Suisse et Genève". Disponible à la COTMEC (Frs 8.-).

Des actions à notre portée

2 initiatives tentent de promouvoir en Suisse une gestion écologique de notre approvisionnement en énergie: l'**initiative solaire** (introduction d'une taxe sur la consommation en énergies non renouvelables en faveur d'une meilleure utilisation de l'énergie solaire) et l'**initiative énergie et environnement** destinée à encourager les économies d'énergie et à freiner le gaspillage. Ces initiatives sont soutenues par des personnalités de tous les partis gouvernementaux et par de nombreuses ONG, dont la Communauté oecuménique de travail Eglise et Environnement (COTE). Les textes sont disponibles à notre secrétariat.



«Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux».
Calligraphie de Hassan Ahmed Karahasari

à vos agendas

□ Lundi 7 mars, 20h15,
Paroisse St-Nicolas de Flüe,
55 rue Montbrillant, Genève.
«L'expérience des chrétiens
d'Afrique du Sud nous stimu-
le à vivre l'Evangile au ras
des pâquerettes».
Par Claire-Marie Jeannotat
invitée par le groupe
Solidarité-Mission du secteur.

□ Du 30 mars au 2. avril / FR
**CHOIX PRIORITAIRE DES
PAUVRES**
Session théologique de la
Jeunesse étudiante chrétienne
suisse (JEC).
Rens.: 022 320 96 40

□ du 2 au 20 mars
à la Mairie de BERNEX (GE)
Exposition de photos de Sylvio
Cavuscens:
AMAZONIE...L'ESPOIR INDIEN
Rens.: service culturel de la
mairie de Bernex,
Tél.: 022 757 10 38

CAMPAGNE OECUMENIQUE DE CARÊME

Renseignements
pour la Suisse
romande au tél.
021 617 88 81



A Genève

□ Lundi 21 mars
Grande rencontre au Centre
St-Boniface, 14 av du Mail (GE)
- 18h30 Célébration oecuménique
à l'occasion de la **JOURNÉE
MONDIALE DE LUTTE
CONTRE LE RACISME**, avec
repas communautaire et
échange en compagnie des
hôtes de la campagne de
carême;
- 20h00 Mini-Concert de l'Agora
- 20h15 Conférence-débat:
PASSIONNÉES DE VIE avec
nos hôtes:

Tamara KUNANAYAKAM du Sri
Lanka est politologue et
économiste, conseillère
scientifique auprès de l'ONU et
de la Fédération luthérienne
mondiale. Elle collabore avec
des organisations actives au
niveau international: des réseaux
d'ONG pour le développement et
contre l'exploitation de la femme.
Elisabeth ATANGANA du
Cameroun. Mère de 7 enfants,
elle est active dans diverses
organisations rurales:
groupements paysans, ONG
soutenant des initiatives locales.
Elle se bat pour la promotion
des droits des femmes, à la
base.

**PASSIONNÉES
DE
VIE**



Printemps de l'anti-racisme

L'action se poursuit

*Hasan a placé une annonce dans la
Migros de son quartier: il cherche
un petit boulot. Quelques jours
plus tard, il reçoit son annonce par
la poste avec le commentaire sui-
vant: "Fous le camp chez toi! On
n'a pas besoin de toi ici!" Le tout
agrémenté d'une croix gammée.*

*La direction d'une boutique refuse
de servir les Noirs en raison de
vols commis. Les Blancs seront
toujours bien reçus. Pourtant, la
majorité des vols sont commis par
eux!*

Chroniques du racisme "ordinaire"
qui n'hésite pas à s'afficher
de plus en plus souvent et ouver-
tement dans notre pays. Beaucoup
a déjà été dit et écrit au sujet des
peurs et des injustices qui vien-
nent nourrir ce rejet de l'autre
différent. Il faut toutefois consta-
ter que le racisme résulte le plus
souvent de l'ignorance.
Contrairement à certaines idées
reçues, il ne s'exprime pas forcé-
ment, ni de la manière la plus
dangereuse, dans les lieux où les
étrangers sont les plus nombreux,
ni dans les régions où il y a le
plus de chômage.

En vertu du processus bien connu
du "bouc émissaire", une popula-
tion est toujours tentée de faire
porter la responsabilité de ses
maux et de ses craintes sur les
plus faibles ou sur les derniers
arrivés. Ainsi, plutôt que de cher-
cher et de travailler sur les causes
du manque de travail ou de loge-
ment, du trafic de drogue ou de
l'insécurité dans certains quar-
tiers, il est plus simple de dési-
gner du doigt celui ou celle dont
la couleur de peau est différente,
le requérant d'asile.

Pour lutter contre cet amalgame
et prévenir les discriminations
raciales, il faut que notre pays se
donne les moyens d'informer et
de former ses citoyens. C'est un
effort auquel doivent s'associer
les Eglises, les syndicats et toutes
les associations concernées. Non
seulement par les discours sur les
grands principes, mais surtout par
des actions simples qui permet-
tent aux gens de divers horizons
de se rencontrer, d'apprendre à se
reconnaître et à trouver des
médiations pour les conflits qui
peuvent parfois surgir entre eux.

Une convention privée de son contenu?

La Convention internationale sur
l'élimination de toutes formes de
discrimination raciale (CEDR) est
un outil que les Chambres fédé-
rales ont désiré ratifier pour que
nos autorités politiques disposent
aussi de moyens nouveaux pour

soutenir une politique de préven-
tion du racisme et d'intégration
des immigrés. Cette convention
élaborée par l'ONU en 1965 a
déjà été signée par de très nom-
breux pays. Malheureusement le
Parlement Suisse a émis des
réserves qui en limitent déjà pas-
sablement la portée. D'autre part,
un référendum lancé par l'extrê-
me droite, au nom de la liberté
d'expression, contre une modifi-
cation du Code Pénal suisse
entraînée par cette ratification a
abouti. Le peuple devra se
prononcer dans le courant de cet-
te année. Si le peuple refuse cette
modification, c'est en fait toute la
Convention qui deviendra inopé-
rante et inapplicable. Il est donc
très important que chacun saisisse
les enjeux de cette prochaine vo-
tation et s'y prépare.

Nouveaux projets à Genève

A Genève, le printemps de l'anti-
racisme avait publié l'année
dernière une charte et organisé
une manifestation symbolique le
5 juin 1993. Près d'une centaine
d'associations ont signé la charte
et une chaîne de rubans multico-
lores de près de 4 km s'est étirée
autour de la rade. Au vu de ce
résultat encourageant, il a été
décidé que le printemps de l'anti-
racisme devait poursuivre son
action. Une association à ce nom
s'est ainsi créée à la fin 1993 et
est devenue l'antenne genevoise
du "Forum suisse contre le racis-
me". A ce titre, le Printemps de
l'antiracisme coordonnera au ni-
veau local un certain nombre
d'actions et d'informations pour
préparer la votation de cet autom-
ne. Il développera par ailleurs, en
collaboration avec les différentes
associations membres, des projets
facilitant la découverte, la rencon-
tre et la cohabitation des popula-
tions d'origines différentes dans
notre canton.

Le 21 mars étant la journée inter-
nationale contre le racisme, diffé-
rentes manifestations sont prévues
autour de cette date. Le calen-
drier qui se trouve en dernière
page de Cotmec-infos et vos quo-
tidiens vous communiqueront plus
en détail ce qui vous sera offert
dans ce cadre. Pour de plus
amples informations, nous vous
recommandons également la bro-
chure "Oui à la loi contre le
racisme" éditée par le Comité
romand de soutien à cette loi*.

Maurice Gardiol, AGORA,
membre du comité du
Printemps de l'antiracisme.

* Disponible à la Cotmec, Frs 8.-
+frais d'envoi. Tél. 022 329 26 81.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

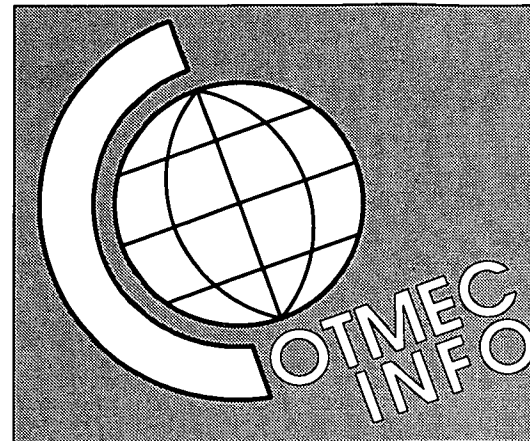


**Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève**
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Durrer, J. Kahamaile, M.
Gardiol, G. Musy, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie de Châtelaine

Sommaire du n° 162

- 1 Edito: Les femmes animent
le monde
- 1 Billet: Un jeûne qui nourrit
- 2 Dévaluation du F. CFA
- 2 Femmes en Noir
- 3 Mini-dossier: femmes du
Sud en première ligne
(Liban, Rwanda)
- 4 Agenda
Antiracisme



Mini-dossier, p. 3
Femmes du Sud
en première ligne

**commission tiers monde
de l'église catholique**

N° 162 / Mensuel / Février 1994

Un jeûne qui nourrit

Une des principales raisons que j'avais comprises
pour donner sens au jeûne que le temps du carême
nous invite à vivre, était d'incarner une action
solidaire avec tous ceux qui ne mangent pas à leur
faim. Et puis, dans le Sahel, en pleine période de
sécheresse, j'ai rencontré des chrétiens et des
musulmans qui respectaient des jeûnes religieux
avec une rigueur impressionnante. Ils me parlaient
de leur relation à Dieu et du besoin qu'ils avaient
de lui faire de la place dans leurs préoccupations
quotidiennes qui étaient justement de trouver à
manger! Cela me permit de comprendre un peu
mieux la réponse du Christ à ceux qui reprochaient
à ses disciples de ne pas respecter les jeûnes
prescrits par la Loi: «*Les invités à la noce
peuvent-ils être en deuil tant que l'époux est avec
eux? Mais des jours viendront où l'époux leur aura
été enlevé: c'est alors qu'ils jeûneront.*» (Mt 9.15).
Cet enlèvement peut aussi bien faire allusion à la
mort du Christ qu'à son ascension.

Même si nous croyons que Jésus est aujourd'hui
vivant au milieu de nous, nous ressentons jusque
dans notre chair son absence. C'est toute la
dynamique de l'évangile d'Emmaüs (Lc 24, 13-35).
A peine le reconnaissons-nous tout proche de nous,
qu'il disparaît pour nous mettre en route, pour
nous donner faim de lui dans nos relations les uns
avec les autres. Tant que nous ne serons pas assis
à la table des noces dans le Royaume, il nous
faudra sans cesse creuser en nous le désir de la
rencontre, de l'étreinte avec le Ressuscité. Le jeûne
est ainsi un des moyens de prendre conscience que
notre être dans sa totalité est appelé à trouver son
épanouissement à travers d'autres dimensions que
simplement matérielles. En jeûnant nous nous
laissons nourrir jusque dans notre chair par la
Parole de Dieu, par sa présence dans la prière.
Nous pouvons alors rassasier notre espérance qui a
si faim à force d'être privée à longueur d'années
de justice, de paix et de charité. Le temps du jeûne
devient ainsi une oasis dans le désert de nos
agitations quotidiennes, permettant de désaltérer
cette soif de sens que nous cherchons à notre
existence.

Jeûner, c'est aussi se donner l'occasion de célébrer
avec joie et délectation toute l'épaisseur de mon
incarnation lorsque je romps mon jeûne.
L'explosion de vie que m'invite à préparer le
carême vient secouer mon être jusque dans ses
moindres recoins, parce que c'est toute mon
humanité qui a faim de Dieu. Mais n'oublions pas,
si nous jeûnons, de nous parfumer la tête et de nous
laver le visage (Mt 6, 16-18), car des faces de
carême ne sont pas le meilleur témoignage que
nous puissions donner pour inviter nos frères au
banquet du Royaume!■

Jean-Charles Roulin

Malaise chez les mecs. Ils ne savent pas trop comment empoigner la campagne de
carême 1994 dans laquelle les femmes tiennent la vedette. Or ils sont bien les prin-
cipaux destinataires d'un temps enfin consacré de manière privilégiée à une prise
de parole au féminin. Si, dans notre petite rédaction, les plumes sont elles aussi
majoritairement en mains masculines, nous avons choisi de les laisser s'emporter
davantage encore par les interpellations des femmes. En souhaitant bien entendu
que notre équipe se renforce en âmes féminines... Et que cela dure au-delà de ce
temps de carême! (Réd.)

Les femmes animent le monde... des hommes

"*Les femmes animent le monde*". C'est ce qu'affirme avec force la campagne o-
cuménique de carême. Et il est vrai que, dans les cinq continents, les femmes font
chaque jour un travail remarquable... mais très peu remarqué. Elles sont fem-
mes-terre, penchées vers elle pour lui arracher ses ressources et faire vivre tant
bien que mal leur famille. Femmes-vie, elles la portent en elle dans leur maternité
et développent beaucoup d'énergie à l'entretenir. Femmes-liberté, elles inventent de
nouveaux chemins de partage et de solidarité. Femmes-paix, elles oeuvrent pour
elle en se donnant la main par dessus les frontières. Femmes-histoire, elles s'ins-
crivent aujourd'hui dans un processus irréversible de lutte pour la dignité, com-
mencé depuis longtemps. Une lutte qui a encore de l'avenir même dans les pays
les plus démocratiques, toujours dirigés par une majorité d'hommes. Une lutte
pour découvrir ensemble la force d'être partenaire l'un de l'autre, femme et hom-
me, pour construire un monde solidaire. Puisse notre réflexion de carême nous faire
avancer dans ce sens. ■

Roland Pasquier



MERCI à toutes celles et ceux qui ont déjà fait usage de leur bulletin vert
pour payer leur abonnement annuel et à celles et ceux qui le feront encore
au CCP 12-21551-1 (pour Cotmec / Genève, Frs 12.- par an).
Et MERCI ÉGALEMENT aux abonnéEs qui ont offert Cotmec-info à des
amiEs pour le promouvoir ou à des lecteurs des pays du Sud afin qu'ils
puissent le recevoir gratuitement.

Dévaluation du Franc CFA Une solution peu convaincante

la dévaluation du Franc CFA, en janvier dernier a été présentée comme une cure, sévère certes, mais indispensable pour redonner vie aux économies des pays africains. L'opinion retiendra de celle-ci l'image d'une sanction assénée à la classe dirigeante du continent pour son manque de rigueur dans la gestion, son laxisme et sa corruption. Eléments d'analyse à propos d'une histoire qui ne fait que commencer.

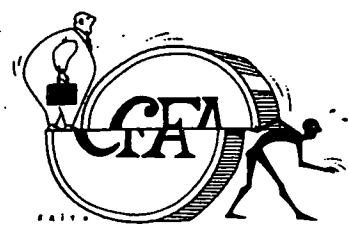
De toutes parts on a entendu des déclarations qui trahissent le désenchantement. C'est la fin d'un mythe et le début d'une période trouble. Au-delà des inquiétudes, il convient de s'arrêter et de réfléchir sur les raisons qui ont poussé la France à "capituler" et céder sa place à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI).

Nous en voyons trois.

❑ 1° Les économies de la zone CFA sont en pleine déliquescence. L'activité, axée sur l'exploitation et la commercialisation des matières premières, n'est plus porteuse. Et le franc CFA, instrument d'échange de cette zone, ne peut que s'effriter. La France, soucieuse de consolider sa position dans d'autres régions africaines plus dynamiques et moins pesantes - Afrique du Sud, Nigéria, Maghreb - s'éloigne de son tradi-

tionnel pré carré. Ce dernier était intéressant tant qu'il pouvait rapporter gros. La solidarité et la stabilité, fondement de l'alliance entre franc français et franc CFA ne sont plus de mise. La France démissionne sans avoir même tiré les leçons de plusieurs décennies de coopération.

❑ 2° Il n'existe pas de petit bénéfice dans le Business. Cette maxime chère aux hommes d'affaires se vérifie en Afrique. Voilà un continent soi-disant à la dérive mais qui intéresse aujourd'hui plus qu'hier les Etats-Unis, le Japon et quelques autres puissances. Le pétrole, produit on ne peut plus stratégique n'est pas le seul enjeu. Face à ces nouveaux concurrents, les puissances traditionnelles installées depuis longtemps en Afrique perdent leur hégémonie. Pourquoi dès lors continuer à entretenir un système onéreux et qui rapporte aux au-



tres? Dans une économie globale, il n'existe plus de zone privilégiée. En lâchant l'Afrique, la France ne fait que s'adapter au système.

❑ 3° La France n'a plus les moyens de son ambition. Livrée à une compétition internationale farouche, confrontée à de multiples problèmes sociaux nés du maldéveloppement, la France ne peut que concentrer son action dans les limites des priorités nationales. Elle avait besoin de son empire pour justifier de son influence de par le monde. Aujourd'hui, l'Est, le Sud n'intéressent plus. Tout est fondu et confondu. La menace est désormais économique. Quelques voix de plus ou de moins acquises à la cause de la France n'y changent rien.

Quelles que soient les raisons de cette dévaluation, les Africains demeurent les seuls perdants, ils ne pourront même pas faire prévaloir la solidarité (et en exiger la réciprocité) dont ils ont fait preuve à l'égard de la France en 1973 quand cette dernière était sérieusement secouée par la crise du pétrole. Bien plus, ils paient seuls, aujourd'hui les conséquences d'un gâchis dont la responsabilité est partagée entre la France et leurs dirigeants. Cette dévaluation sensée donner du souffle à ces économies épuisées va fragiliser le politique. C'est peut-être le pire scénario. Plusieurs régimes se maintiennent en place en entretenant une administration publique pléthorique et incompétente.

Comment diminuer le pouvoir d'achat de celle-ci sans s'exposer à sa révolte? La pilule est encore plus amère pour les démocraties naissantes. Comment persuader en effet la population que démocratie doit rimer avec "ajustement structurel"? Il est tôt pour évaluer les effets de cette dévaluation mais il est certain qu'ils seront dévastateurs s'il n'y a aucune mesure d'accompagnement. Et si cela n'était qu'un prélude à l'écèlement complet de la parité fixe entre franc français et CFA? L'avenir nous le dira. En tous les cas l'honnêteté, et le courage auraient dû inspirer la France et les pays africains, les amener à mettre fin carrément à ce clientélisme détestable. Mais le courage politique est chose rare et l'honnêteté en économie relève plutôt de l'utopie. ■

Justine Kahamaile

Alors, en attendant, les Femmes en noir de Genève et d'ailleurs continueront à témoigner qu'en ex-Yougoslavie nombreuses sont les femmes, toute religion et appartenance ethnique confondues, qui refusent la purification ethnique et le dépeçage de leur pays.

Comme le disent les Femmes en noir de Genève dans leur appel de fonds pour la solidarité: «la guerre continue en ex-Yougoslavie et les blessures visibles et invisibles qu'elle trace chez les survivants sont incommensurables». ■

Pour toute information complémentaire: Femmes en Noir c/o EFI, 2, rue de la Tannerie, 1227 Carouge.

Guerres civiles. Victimes du SIDA

Femmes du Sud en première ligne

Dans les situations extrêmes que connaissent beaucoup de pays du Sud, les femmes mènent souvent un combat de première ligne axé sur une priorité essentielle: la défense de la vie. Face à des problèmes aussi divers que ceux nés de la guerre civile au Liban ou des ravages du SIDA au Rwanda, des femmes ont été à l'origine de nombreuses initiatives qui intéressent maintenant au plus haut point des organismes d'entraide: ces femmes deviennent ainsi les actrices privilégiées de nouveaux programmes axés sur la promotion humaine.

Par les femmes, le Liban renaîtra

«Durant la guerre, les femmes ont assuré notre survie, elles sont maintenant à l'avant-garde du combat pour une renaissance de notre pays». Ainsi s'exprime Yolla Nasr, religieuse libanaise et sociologue menant de front une activité de recherche et de coordination du travail social dans son pays. Elle était l'invitée du Secours catholique français pour sa campagne annuelle et s'est exprimée à Genève grâce à Caritas Tiers-Monde et la Cotmec.

La guerre civile a laissé de nombreux stigmates: destructions et déstructurations massives, déchirement des familles, déplacements forcés... Face aux fanatismes de tous bords, les femmes ont cherché à maintenir le dialogue. Absentes des décisions nationales, elles se sont exprimées au cours de manifestations non-violentes. Elles furent les réceptacles de la détresse collective, mais ce sont aussi elles qui ont su s'ingénier sans cesse pour répondre aux misères nées du conflit. Dans l'urgence, elles ont assuré le pain et l'eau, elles dispensaient les premiers soins, conduisaient des ambulances. En tant que premières éducatrices à la maison, elles ont maintenu la cohésion de leurs familles. Dans un monde où les hommes portaient la mort, elles ont gardé vivantes les valeurs de justice, respect et solidarité. Perdant leurs maris ou leurs fils à la guerre, elles ont fait tourner une économie de survie.

Dans la situation actuelle, avec une double occupation, - syrienne, dans la presque totalité du pays, et israélienne, au Sud - les problèmes légués par des années de violences sont tels qu'on ne sait plus comment les empoigner. Le Liban qui produisait déjà de la drogue est aussi devenu consommateur: il fallait bien tenir le coup! Outre les morts et les blessés, les personnes héritant un handicap définitif de la guerre se comptent par dizaine de milliers. Il y a aussi des enfants de la rue,

non-scolarisés et forcés de travailler. Un nombre croissant de filles fragilisées, passées sans transition du milieu rural au milieu urbain et sur le chemin de la prostitution. Des problèmes écologiques: infrastructures détruites, pays noyé sous ses immondices, déboisement accéléré. La structure sociale s'est modifiée elle aussi. Le Liban prospère, avec une forte classe moyenne, est en phase de paupérisation massive. Mais il y a aussi des parvenus de guerre, une classe privilégiée qui s'est enrichie démesurément!

Nouvelle dynamique

Dans un tel contexte, les organisations non-gouvernementales avec lesquelles travaille Yolla

Nasr tentent de lancer une nouvelle dynamique. Elles ont jusqu'ici travaillé en situation d'urgence, de manière éparpillée. Il s'agit maintenant pour elles de passer de l'assistance à la promotion humaine. D'introduire une dynamique de changement, d'impliquer les gens dans leur propre prise en charge. Elles comptent bien sûr avant tout sur les femmes. Celles-ci ont acquis des expériences, lancé des initiatives. Il s'agit désormais de les soutenir, de favoriser une responsabilité sur le long terme, de provoquer des effets "boule de neige". Travaillant dans le cadre d'une organisation liée à l'Eglise catholique comme Caritas, Yolla est très attentive à promouvoir un appui destiné à tous, sans distinction de race ou de religion. Sans prosélytisme non plus. «Il faut que le Liban rede-vienne ce pont entre l'Orient et l'Occident qu'il était avant 1975, répète Yolla avec conviction. Un pays où coexistaient pacifiquement musulmans, juifs, protestants, orthodoxes et catholiques.

Lors de son récent Synode, l'Eglise catholique du Liban a invité les chrétiens à ne pas se retrancher derrière leurs barrières. L'option majeure pour l'avenir est la convivialité: c'est ensemble que nous reconstruisons le Liban! Les femmes ont à jouer une part active dans ce processus, le dialogue islam-chrétien, la plupart d'entre elles n'ont cessé de le pratiquer, dans un esprit de tolérance, pour la défense de la vie». ■

Dominique Froidevaux



Béatrice et les enfants que le SIDA laisse orphelins

Au Rwanda, la Caritas n'a rien d'une structure administrative: elle rassemble d'abord des chrétiens "de la base" qui, avec les moyens du bord, essayent de subvenir aux besoins des nécessiteux de leur quartier ou de leur colline. Mais lorsque l'ampleur d'un problème dépasse les possibilités locales, on tente de s'y affronter à l'échelon national. C'est ainsi que Béatrice Uzamureba, assistante sociale, a été chargée de mettre sur pied un projet d'accueil d'enfants, orphelins de parents morts des suites du SIDA, dans la ville de Kigali, capitale du Rwanda.

Les chiffres sont plus qu'alarmants: on estime que le tiers de la population de la ville (mais 5% en milieu rural) est atteint par ce fléau. Ce n'est pas que la prévention soit négligée (campagnes de sensibilisation en faveur d'un changement de comportement sexuel, mais aussi large distribution de préservatifs), il reste que la mortalité ne fait que croître, provoquant la détresse de centaines d'enfants privés de la présence de leurs parents. Jusque là, la grande famille, conformément à la tradition africaine, pouvait prendre en charge les survi-

vants. Ce n'est plus le cas aujourd'hui: vu les difficultés économiques, les familles peinent à faire survivre leurs propres enfants. Au Rwanda, l'enfant a cessé d'être une richesse: il est devenu une charge. Et que dire alors s'il est fils ou fille de "sidéens", ou pire encore, atteint lui-même par le mal?

«Mamans bénévoles»

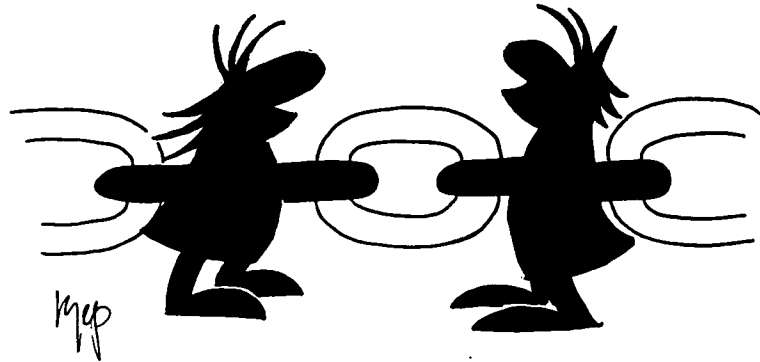
La Caritas, où travaille Béatrice, n'a pas voulu ouvrir de nouveaux orphelinats, mais créer des maisons familiales modestes, où une petite dizaine d'enfants - quelques séropositifs - sont accueillis par une "maman" bénévole, dévouée à leurs services. Une dizaine de communautés de ce genre existent déjà à Kigali, dispersées et intégrées dans les divers quartiers de la capitale. Les enfants fréquentent l'école primaire la plus proche et ne souffrent d'aucune ségrégation. C'est aussi tout naturellement que le voisinage les accueille, comme on le ferait pour d'autres enfants vivant en bonne santé avec leurs parents. Le SIDA a cessé d'être un tabou ou une maladie honteuse. Et même quand, hélas, un enfant vient à mourir, tout le quartier

participe au deuil. Une goutte d'eau dans la mer? Peut-être. Mais aussi une espérance d'intégrer dans le circuit social des enfants qui n'auraient eu que la rue pour survivre. Les maisons familiales sont appelées à se développer tant que durera l'épidémie et tant que les moyens de subsistance ne feront pas défaut.

A cet effet, l'aide internationale est précieuse. Mme Uzamureba rendait visite précisément à un groupe paroissial genevois: Saint-Paul / Tiers-Monde, dont les activités ont permis d'acheter et d'équiper trois maisons qui abritent une vingtaine d'enfants orphelins. Avec une collègue, responsable de l'ensemble du projet SIDA de Caritas-Rwanda, Mme Uzamureba a partagé l'hospitalité des membres du groupe et les échanges ont été très féconds. Un exemple d'une forme de coopération Nord-Sud, impliquant des échanges humains qui ne sont pas interceptés par des instances trop formelles et administratives. Une affaire à suivre... et à soutenir. ■

Guy Musy

Renseignements: c/o R. Chevalley T.022 786 22 82



Sous l'impulsion des femmes naissent des solidarités au-delà des frontières. Evaluation d'une dynamique exemplaire: l'action des femmes en noir.

Un cri ne suffit pas...

Lorsque, en décembre 1992, l'information sur les violences subies - tout particulièrement par les femmes - en Bosnie Herzégovine, est apparue à la une des journaux, un peu partout en Suisse des femmes se sont réunies pour exprimer publiquement leur indignation et pour demander avec force qu'une solution politique mette fin à cette spirale de la violence... Leur cri a fait écho à des groupes qui, à Belgrade et Pancevo, étaient aussi descendus dans la rue pour protester «contre la guerre, le militarisme, le viol et l'assassinat, le nettoyage ethnique et toutes les formes de discrimination».

Femmes en noir

Ces groupes ont pris le nom de Femmes en noir, en référence aux femmes vêtues de noir qui, depuis 1988, descendent chaque semaine dans les rues d'Israël pour protester contre l'occupa-

tion. Depuis décembre 1992, semaine après semaine, ces femmes de Belgrade et Pancevo renouvellent leur exigence de paix, relayée par d'autres femmes en noir un peu partout en Europe, sans oublier les groupes de Lausanne et Genève.

Mais un cri ne suffit pas... alors des chaînes de solidarité se sont mises en place pour aider les victimes; d'autres groupes ont préféré une action plus politique en interpellant les autorités aux niveaux national, européen, international. Mais, si la solidarité joue bien - preuve en est les centres de thérapie qui s'ouvrent dans différentes villes de Bosnie - l'action politique est sans écho à ce jour, sauf si l'on se contente d'indignation vertueuse, d'énigmes pourparlers stériles ou de l'instauration d'un tribunal... sans moyens et sans autorité.

Les femmes sont peu présentes

à vos agendas

Des rendez-vous à suivre pour que Nord et Sud se rencontrent.



☐ **Lundi 28 mars à Genève**
20h45, au CUP, avenue du Mail
THÉOLOGIES AFRICAINES A L'HEURE DE LA RECONSTRUCTION.
Conférence de Kä MANA, pasteur et théologien zaïrois.
Org.: Centre Universitaire Protestant (CUP)

☐ **Ma-Ve 12-15 avril à Genève**
10ème édition des
RENCONTRES MEDIA NORD-SUD
Org.: IUED, Service de liaison Non-Gouvernemental des Nations Unies, INFOSUD, Télévision Suisse Romande.
Rens.: Tina Boillat
tél.: 022 708 81 93
fax.: 022 328 94 10

☐ **Sa-Di 16-17 avril, à Genève**
av. St-Paul 6 (Paroisse St-Paul)
Vente de livres d'occasion en faveur d'un projet "POINT-COEUR" travaillant avec des enfants de la rue de MANILLE. Samedi dès 17h00 et dimanche de 12h00-17h00, possibilités de prendre le repas sur place.
Org.: Groupe St-Paul / Tiers-Monde
Rens.: 022 736 02 17

☐ **Dimanche 8 mai, à Genève**
de 14h15 à 19h15 au Centre international de Conférences, 15, rue de Varembe.
Journée de rencontre entre Juifs et Chrétiens. Conférence sur JÉRUSALEM par André CHOURAQUI. Ateliers de réflexion sur les thèmes: histoire, dialogue, paix, sainteté, réconciliation, responsabilité.
Org.: Groupe de dialogue Juifs-Chrétiens de Genève, grpe romand d'amitié judéo-chrétienne en collaboration avec le Centre protestant d'études et le Centre d'études juives.

Comment concilier argent et éthique ? Les propositions de la BAS

En Suisse alémanique, la Banque alternative de Suisse (BAS) a déjà amorcé son décollage. Nous avons demandé à Sophie de Rivaz, chargée d'information de la BAS en Suisse romande, de nous présenter cette nouvelle institution financière. Avis aux chrétiens, paroisses et communautés qui souhaitent concilier argent et éthique, épargne et conviction chrétienne.

«Faut-il uniquement se préoccuper de placer des fonds de la manière la plus sûre et la plus rentable possible? Ou doit-on davantage se soucier de l'usage qui en sera fait?» Par cette question, Andrée Bailat, présidente de Justice et Paix, résumait la problématique de la brochure **Placements financiers. Questions aux paroisses et aux communautés religieuses.**

Parmi les tentatives pour trouver «d'autres voies que les banques traditionnelles», la brochure citait la Banque alternative suisse (BAS). La BAS, qui a fêté ses trois ans en octobre dernier, cherche aujourd'hui à mieux s'implanter en Suisse romande. Elle est basée sur trois principes-clefs: éthique, transparence, solidarité.

Ethique? La BAS octroie ses crédits selon des critères stricts: respect des droits de l'être humain et de l'environnement, promotion de structures démocratiques au sein des entreprises, aide à des catégories socialement défavorisées, etc... Elle cherche en outre à vérifier la provenance des fonds qui in de ne pas recycler d'argent sale.

Transparence? Tous les crédits font l'objet d'une publication dans son rapport annuel et dans son organe de presse **Moneta**. La banque s'abstient, en outre, de toutes opérations dou-

teuses telles que jeux en bourse, spéculation sur les devises, commissions cachées.

Solidarité? Pour des projets qui ne sauraient dégager une rentabilité immédiate, la BAS met à disposition (c'est là une de ses spécificités) des crédits dits d'encouragement octroyés à faible taux. Ces crédits sont le pendant d'obligations d'encouragement où le déposant s'engage à percevoir au maximum un taux de 2,5%.

Face à l'augmentation des inégalités sociales, que ce soit dans le monde dit développé ou entre ce dernier et les pays en voie de développement, alors que la finance ne s'est jamais aussi bien portée, il est légitime de s'interroger sur notre responsabilité face à l'argent et de soutenir des expériences qui prennent le pas sur la seule rentabilité.■

Sophie de Rivaz

A lire:
- **Placements financiers. Questions aux paroisses et aux communautés religieuses**, Justice & Paix, 1990 (Frs. 10.-).
- **Un regard chrétien sur l'épargne**, COTMEC, 1989 (Frs 4.50).
On peut commander ces 2 brochures à notre secrétariat

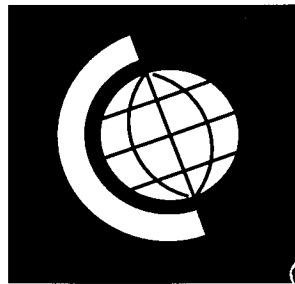
La BAS en romandie
Association pour la promotion de la BAS, CP 138
1000 Lausanne 17
Tél.: 021 311 72 93.

des nouvelles politiques européennes et suisse en matière d'immigration et d'asile. Questions centrales: est-ce que la nouvelle Europe ne se construit pas contre les "autres"? Comment opposer à l'esprit d'exclusion qui préside aux nouvelles normes européennes en matière d'asile, un esprit de solidarité et de justice?

vivant univers
N° 409, janvier-février 1994
gros plan sur le Soudan
Le Soudan est méconnu. Il s'enfonce de plus en plus dans la misère et la guerre civile, les rivalités ethniques et religieuses. Ce numéro spécial apporte de nombreux éléments pour sortir des idées toutes faites sur ce pays. Nous y reviendrons dans nos colonnes. ■
D. Froidevaux

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

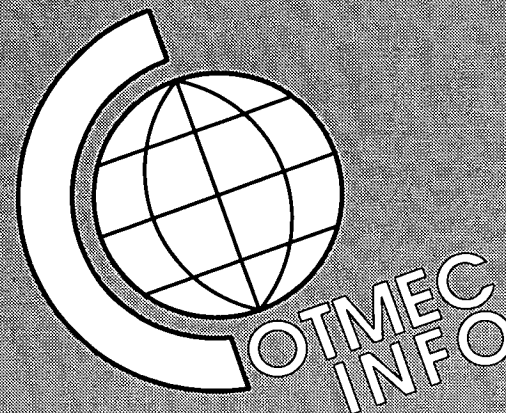


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Sophie de Rivaz, Justin Kahamaile, R. & M. Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie de Châtelaire

Sommaire du n° 163

- 1 Editio: Haïti
- 1 Billet: Transfiguration
- 2 Chiapas: rencontre
- 2 Bolivie: Radio Sta Cruz
- 3 Mini-dossier:
Le monde abîme les femmes
- 4 Banque alternative
- 4 Divers



Mini-dossier, p. 3
Les droits des femmes

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 163 / Mensuel / Mars 1994

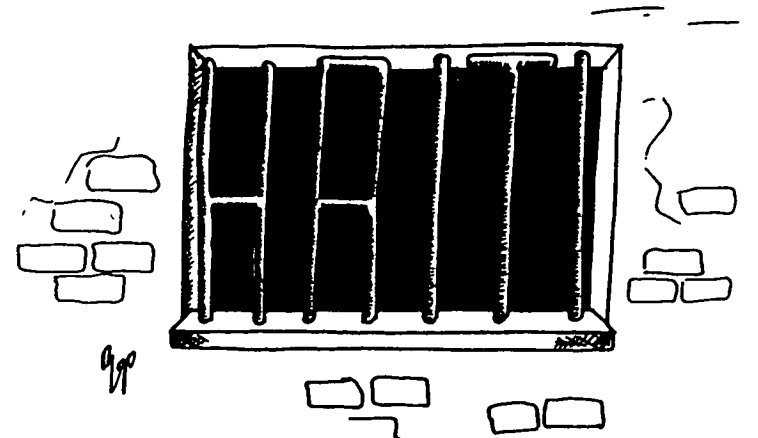
Transfiguration

En septembre dernier, Arafat et Rabin accouchaient péniblement d'une poignée de main devant des millions de téléspectateurs. La légitime émotion produite par cet acte surréaliste l'emporta de loin sur tous les scepticismes dont faisaient preuve ceux qui virent là qu'une mauvaise pièce mise en scène par le "gardien de la paix" américain! Résolument sceptique, je fus moi-même stupéfait d'être à cet instant touché par cet impossible devenu possible. Depuis, les déceptions se sont enchaînées, martelant les clous de la réalité israélo-palestinienne jusqu'au coup de lance d'Hébron. Fragilité d'un souvenir éphémère pulvérisée par la violence des acteurs d'une autre pièce dont le scénario se perd dans la nuit des temps. L'horreur du massacre d'Hébron prouverait une fois de plus avec tant d'autres que l'on ne peut que rêver, parler de la paix sans que cela n'ait jamais prise sur la réalité. Est-il encore décent d'oser espérer?

Souvenons-nous de Pierre, Jacques et Jean, descendant de la montagne derrière Jésus, n'osant parler de ce qu'ils avaient vu et entendu (Lc 9, 21-36). Au coeur du dialogue entre Moïse, Elie et Jésus transfiguré, il était question de la passion à Jérusalem. Le ciel s'était ouvert un instant. Les apôtres restaient bouleversés par la perspective de ce qui leur fut révélé. Leur désir de s'agripper à ce morceau d'éternité fut aussitôt submergé par le sentiment d'une vision irréel dont ils ne pouvaient mesurer la portée et le sens. La route serait encore longue jusqu'au tombeau vide du matin de Pâques. Un chemin semé de violences, de trahisons et de peurs s'ouvrirait devant leur pas. L'incompréhension, la révolte et le désespoir seraient au rendez-vous. Tout leur avait semblé possible l'espace d'un éclair, mais l'obscurité allait envahir les moindres recoins de leur espérance. Il faudra toute l'énergie du Ressuscité pour que lentement leurs ténèbres se dissipent, pour qu'ils comprennent que leur expérience de la transfiguration était aussi vraie que l'horreur de la passion dont ils furent témoins. Secoués par le souffle de l'Esprit, ils vont moissonner un à un les fruits de tous ces germes de résurrection enfouis dans la terre tourmentée de leur histoire, de leur humanité.

Je puise aujourd'hui encore dans leur récolte le regard d'espérance du croyant que j'essaie d'être. La paix du Ressuscité s'adresse aussi aux peuples de Terre Sainte, et je crois que la solidarité de milliers de jeunes juifs et palestiniens manifestant à Tel Aviv ces jours derniers, est plus puissante que toutes les haines, que toutes les vengeances passées et à venir. Accueillons ces moments de transfiguration dans nos vies comme autant de raison d'espérer et de croire à l'impossible. Impossible en tous cas de nous réfugier dans les tentes de nos illusions!■

Jean-Charles Roulin



Haïti: sortir du cauchemar

Rencontre avec le président Aristide, dans le cadre de la Plate-forme Haïti de Suisse et en privé, lors de son passage à la commission des droits de l'homme (3 mars). Interview avec Mgr Romélus à la veille de son départ à Rome dans le cadre de la visite ad limina des évêques haïtiens (14-19 mars). Le mois de mars a été pour nous l'occasion de faire le point sur un dossier chaud à propos duquel la désinformation fait des ravages. Nous en retiendrons ici quelques éléments concernant le rôle-clé de l'Eglise.

Il apparaît en effet urgent que les ressorts de la société civile haïtienne puissent se remettre à bouger. Qu'un projet puisse à nouveau être esquissé pour sortir le pays de l'embourbement actuel. Comme lors de la chute de l'empire des Duvaliers, tout le monde s'accorde à dire que l'Eglise est en position stratégique pour accompagner et dynamiser un tel débat dans le respect des aspirations de la majorité de la population.

Le président Aristide nous a affirmé sa volonté de dialogue et de réconciliation avec les autorités de l'Eglise. Mgr Romélus nous a confirmé que cela ne pouvait pas aller sans une prise de parole ferme des autorités de l'Eglise, à tous les niveaux. Les premières déclarations officielles au terme de la visite ad limina n'annoncent malheureusement pas un changement de ton: pas de dénonciation forte de la violence des militaires ni de l'illégalité de leur régime. Aucun soutien manifeste au retour du président élu. Reste cependant un grand malaise. En coulisse on laisse entendre que tout le monde n'est pas d'accord, même en haut lieu, avec cette politique. On sait surtout que la nomination d'un nonce en Haïti peu après le putsch a gravement contribué à isoler le Vatican sur le plan diplomatique et dans les instances internationales, au point de lui rendre plus difficile la défense d'autres dossiers importants de sa politique extérieure, notamment en matière de droits de l'homme.

De manière plus générale, c'est une question de foi qui est posée à toute l'Eglise. Les religieux d'Haïti, qui sont un des secteurs de l'Eglise locale les plus engagés pour la justice, le rappellent avec force: «Pour nous chrétiens, l'appel à la liberté dépasse les propres dimensions humaines pour s'inscrire dans un au-delà de l'homme lui-même. La liberté est dans notre nature d'hommes et de femmes créés à l'image de Dieu. (...) Notre baptême et notre vocation nous obligent à refuser de cautionner, ne serait-ce que par notre silence, un tel ensemble d'attitudes et de comportements marqués par le sceau de l'inhumanité, de la corruption, de l'hypocrisie, de l'immoralité et du reniement de l'Evangile». ■

Dominique Froidevaux

- Cet éditio reprend en partie des extraits d'un article écrit avec Michel Bavarel pour l'Echo Illustré magazine (texte intégral disponible à notre secrétariat : 022 329 26 81).
- Pour des informations détaillées nous vous recommandons le bulletin hebdomadaire du Centre Haïtien de Recherche et de Documentation (il vient de fêter son 200e Numéro) ainsi que Haïti Nouvelles (périodique). Commandes: 022 757 10 13.
- Le document cité des religieux haïtiens est paru dans DIAL, N° 1850. Texte disponible à notre secrétariat.

Chiapas

Au-delà de la violence, un combat pour la justice.

Chiapas; un Etat du sud Mexique secoué en début d'année par le soulèvement des "zapatistes" et la violente répression de l'armée mexicaine qui s'en est suivie. Le 23 Février 1994, en collaboration avec l'organisation mondiale contre la torture, la COTMEC a accueilli à l'ONU Jorge Raphaël DIAZ, frère dominicain, co-directeur du centre Bartholomé de Las Casas et proche collaborateur de Samuel RUIZ, évêque de San Cristobal. Témoignage d'un observateur privilégié et retour sur un conflit qui n'est pas prêt de trouver un dénouement heureux.

La coïncidence entre le déclenchement des hostilités et l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord Nord-Américain de libre échange) n'est pas fortuite. Cet accord, conclu entre les EU le Canada et le Mexique, rend caduc l'article 27 de la constitution qui garantit une répartition plus équitable des terres et surtout une protection des terres communautaires indigènes. Avec cet accord, les communautés indigènes du Chiapas ont vu s'envoler le rêve de recouvrer le droit de possession de leurs terres ancestrales. En désespoir de cause, elles ont donc recouru à la force pour faire entendre leurs revendications.

Enjeu: la répartition des terres

Le problème de répartition des terres, quoique central, ne saurait seul justifier la révolte des Indiens Mayas du Chiapas. Plusieurs décennies d'injustice, de spoliation et de violence sous toutes les for-

mes participent à l'exaspération. Quelques données chiffrées nous éclairent sur l'ampleur des disparités. 80% de la population autochtone du Chiapas vit dans la pauvreté extrême, avec un revenu moyen qui n'a cessé de décroître (-6,5% par an actuellement), le Chiapas fournit 25% de la production de viande du Mexique mais 90% de cette population ne mange pas de viande. Pire, 80% n'ont même pas assez de terre pour cultiver suffisamment de maïs et de haricots indispensables à leur alimentation. Et pourtant, paradoxe ou ironie! Le Chiapas arrive en deuxième position nationale dans la production du maïs. Il fournit également 21% du pétrole mexicain, 47% de gaz naturel et 55% de l'énergie électrique dont ne bénéficie qu'un tiers de la population. C'est aussi le premier Etat producteur de café. Les contrastes sont énormes et la population vit dans des conditions

précaires. Elle meurt encore de paludisme, de tuberculose, de dénutrition, d'infections respiratoires et... de choléra. Comment peut-elle dès lors résister aux sons de cloche d'un mouvement, quelqu'il soit, qui lui promet libération et salut?

Le combat de Dom Ruiz

Don Samuel Ruiz a, à plusieurs reprises, attiré l'attention des responsables politiques sur les risques de la violation et de l'appauvrissement de la population. Il n'a pas été écouté. Il a été combattu et même menacé de mort. Lui reconnaître un rôle-clé dans la médiation aujourd'hui, n'atténue en rien les dangers auxquels il nous a rendu attentifs. L'Eglise n'est pas complice de la révolte, la théologie de la libération n'est pas le cheval de bataille des insurgés, le marxisme n'est pas leur idéologie. Continuer à

chercher les causes de l'insurrection ailleurs que dans les conditions d'injustice sociale dans lesquelles vivent les Indiens du Chiapas, est un refus de considérer la réalité. Et par conséquent une fermeture à la recherche d'une solution juste et équitable pour tous. ■

Justin Kahamaile

Fait nouveau:

le Centre Bartolomé de las Casas à San Cristobal a lancé un centre d'observation des violations des droits de l'homme au Chiapas. Avec notamment le soutien de diverses oeuvres d'entraide européennes.

Jorge Raphaël Diaz était en tournée européenne grâce à l'espace Barthélémy de las Casas établi à L'Abresle (région lyonnaise). Un centre fondé par les Dominicains pour la solidarité et l'échange interculturel avec les peuples d'Amérique latine. Signalons l'intéressante revue que ceux-ci viennent de lancer: "La Croix du Sud", dans la mouvance de la théologie de la libération. Renseignements 0033 74 01 01 03.

Miriam Suarez de Radio Santa Cruz Rejoindre les gens dans leurs aspirations fondamentales

Miriam Suarez, Bolivienne de 38 ans, est de cette génération qui a connu l'âge de fer des dictatures latino-américaines. Elle-même a connu l'exil en Suède. Mais dès que l'occasion s'est présentée, en 1983, elle est retournée dans son pays.

Révoltée par le divorce entre la classe politique actuelle et les aspirations de la majorité du peuple, elle cherche un lieu où elle pourrait agir en solidarité avec les milieux opprimés et marginalisés. Elle a la chance d'être engagée rapidement à Radio Santa Cruz, dans la deuxième ville du pays. Une station qui émane de l'Institut «Fé y alegría» (foi et joie), créé en 1977 par des Jésuites dans le but de promouvoir la formation et la conscientisation des adultes, notamment par les ondes.

Miriam trouve là un terrain d'action et de solidarité à sa mesure. A travers ses émissions de Radio, elle tente de donner la parole aux femmes des bidonvilles, des milieux ruraux, aux populations indigènes marginalisées. La Radio devient ainsi

un outil pour mieux connaître et comprendre les problèmes quotidiens et esquisser des solutions gérées par les personnes concernées. «Il ne s'agit jamais, pour nous, de jouer les dames de charité, affirme Miriam, mais d'accompagner les gens dans leurs revendications, de les appuyer dans leurs initiatives». Exemple: cette MAISON DES FEMMES née dans le cadre du programme *Mujeres del Pueblo*, qui soutient de multiples activités: défense des droits des femmes, amélioration des conditions de santé, petits projets d'entraide et de développement.

Miriam est venue en Suisse plaider le soutien à cette cause, avec l'appui de l'Action de Carême. Mais elle nous rappelle: «votre solidarité doit aussi se manifester en dénonçant l'injustice des ajustements structurels qu'on nous impose et la transformation des mines de notre pays en dépôt sauvage pour les déchets toxiques du Nord». ■ **D. Froidevaux** -Une interview diffusée sur diverses Radios locales romandes est disponible sur cassette (022 342 37 00). -Soutien par le biais de l'Action de Carême, tél.: 021 617 88 81.

Les femmes animent le monde

Le monde abîme les femmes

La campagne oecuménique de Carême a mis en lumière le travail invisible des femmes dans le monde. Mises en vedettes dans cette période précédant Pâques, elles demeurent cependant souvent des victimes... Quelques flashes sur les droits des femmes ici et ailleurs.

Dans notre pays précisément, un récent rapport de l'Office fédéral de la statistique (OFS) nous apprend que l'égalité entre sexes n'est encore loin d'être réalisée. Le principe de l'égalité, adopté par le peuple en 1981, est resté théorique. Quelques indices parlants: 11% des femmes en âge de commencer une formation professionnelle supérieure le fait alors que cette part est de 34% pour les hommes. 75% des femmes exerçant une activité rémunérée sont des salariées sans postes de responsabilités alors que la moitié des hommes actifs ont une fonction dirigeante.

Sur la scène politique, les présences féminines demeurent exceptionnelles: au niveau communal, 90% des places des exécutifs sont occupées par des hommes. On ne trouve que 15% de femmes à l'Assemblée fédérale, 15% en moyenne dans les parlements cantonaux et un peu plus de 20% en moyenne dans les législatifs communaux. Soubrette devant l'éternel, la femme reste confinée à l'aspirateur et aux couches-cuillottes: en moyenne, les femmes consacrent 4h30 par jour aux travaux ménagers et les hommes trois quarts d'heure. (Source OFS, février 1994).

«Mâle-développement»...

L'inégalité fondamentale entre hommes et femmes est le signe de la violence des plus forts. Elles se traduit de manière encore plus visible dans les pays du Sud. Les rouages économiques de nos sociétés sur-développées sont essentiellement actionnés par des hommes, dans l'intérêt des hommes, que les choses changent.

mes: ce mâle-développement qui exclut et dépouille les 3/4 de l'humanité (le Tiers Monde) renforce parfois l'oppression de la femme dans les familles pauvres. La violence des maris est souvent engendrée par une situation marquée par l'écrasement et la désespérance.

...militarisme...

Les régions en guerre révèlent aussi les formes les plus extrêmes de mépris de la dignité des femmes: les viols et autres agressions sexuelles banalisées, voir organisées. Durant la dernière guerre mondiale on évoquait déjà le scandale des "prostituées du champ de bataille". Par exemple ces Coréennes exploitées par l'armée japonaise: soumises à l'occupant, elles devaient satisfaire trente à quarante soldats par jour pour être ensuite abandonnées ou tuées. L'actualité en Bosnie nous renvoie à de semblables cruautés. Les missions militaires ont été de tous temps prétexte à l'agression de la femme indigène, il est temps que l'on considère enfin le viol comme un crime contre l'humanité.

... et patriarcat

Une autre composante de la violence faite aux femmes trouve sa source dans la rigidité de nos sociétés patriarcales. Exacerbée par l'intégrisme et le fondamentalisme, cette violence prend différents visages: en Inde, par exemple, l'infanticide des petites filles est une pratique répandue. Et dans certains pays d'Afrique, la "castration féminine" réduit la femme à l'état d'objet. Plus ou moins apparents parfois masqués par des déclarations égalitaires non respectées, les actes de violence psychique et physique exercée sur la femme sont l'apanage de tous les peuples. Comment favoriser davantage de justice dans le respect des diverses cultures de notre humanité? Probablement en nous mettant toujours davantage à l'écoute des femmes directement concernées et de leurs propres combats pour que les choses changent.

Et dans l'Eglise?

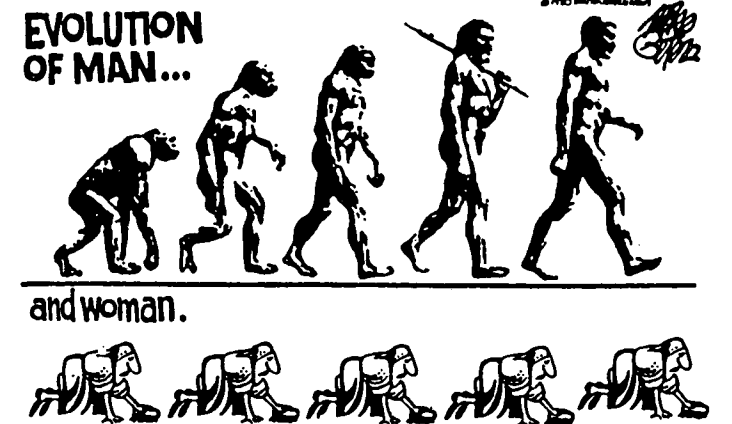
Dans l'échelle sociale, la femme gravit péniblement les échelons inférieurs, elle est totalement exclue de la hiérarchie d'une Eglise, à laquelle pourtant, elle participe activement. La simple évocation de l'ordination d'une femme demeure encore source de scandale. Un bon signe cependant: les outils de réflexion proposés par la campagne de carême ont parfois suscité des remous, mais n'ont laissé personne indifférent. Chacune, chacun accueille les questions ouvertes avec sa sensibilité, mais un débat est amorcé. Ce sera déterminant si nous vou-

lons continuer à faire Eglise ensemble.

De toutes parts, les femmes égayent de fuchsia le sombre tableau de leur servitude. Par des initiatives originales, elles remettent en question les systèmes d'éducation patriarcaux et revendiquent une égalité qui intègre la différence, au lieu de la nier. (voir actions proposées dans l'encadré).

Les femmes abîmées s'animent et animent le monde pour combler l'abîme. ■

Marie & Roland & Roland & Marie



Soutiens directs

Action de Carême (AdC) et Pain pour le Prochain (PPP) proposent toute une série de projets de coopération animés par des femmes du Sud. Renseignements: 021 617 88 81 (AdC) ou 021 646 30 77 (PPP).

Actions pour le respect des droits de la femme:

La campagne de carême relaie une pétition des «Femmes pour la paix» adressée à la présidence du 4e Congrès Mondial des Femmes, organisé par l'ONU et qui aura lieu en 1995. Revendications: ➤ pour l'amélioration des conditions de vie et des droits des femmes en matière de planification de la famille, de santé d'éducation, de travail et de la prise de décision politique ➤ que le viol commis en cas de conflit armé soit reconnu comme crime contre l'humanité. Pétition disponible à notre secrétariat. Par ailleurs une initiative populaire vient d'être lancée «pour

une représentation équitable des femmes dans les autorités fédérales». Adresse pour renseignements: «Des femmes au Conseil Fédéral», CP, 8031 Zurich.

□ Pistes de lecture:

"Violences faites aux femmes", Cahiers de la Réconciliation, N°3, 1993. «In Gods Image», Revue de théologues du Sud éditée en Asie (en anglais). Ces documents peuvent être consultés à la documentation de la Cotmec.

□ Une revue à soutenir:

«VIVRE au présent, des femmes s'interrogent». C'est une équipe de femmes bénévoles en Suisse romande qui porte le flambeau de ce remarquable périodique. Les titres des derniers numéros parlent d'eux-mêmes: Insoutenables pauvretés, Enfanter l'espérance, Des ponts sur la Sarine. Attentive à repérer, dans notre contexte, les lieux où se vit une espérance, la revue VIVRE donne la parole aux femmes et aux hommes soucieux d'engendrer ensemble un monde meilleur.



Dessin tiré de la revue IGLESIA SOLIDARIA.

Priorités pour l'Eglise engagée au Chiapas: dénoncer les injustices et les violations des droits de l'homme pour que renaisse l'espoir indien, dans le respect de toute vie humaine.

Les observateurs du programme EMPSA portent une attention particulière aux questions relatives aux documents d'identité des électeurs et à leur formation. Ils participent également à l'organisation concrète des opérations de vote, comme par exemple le choix adéquat du local de vote qui devrait se situer dans des lieux facilement accessible pour tous.

La Commission nationale de coordination se prépare à accréditer quelques 9'000 observateurs sud-africains et étrangers, mandatés par des organisations internationales ou non-gouvernementales. Elle a pleinement reconnu le programme EMPSA qui pourra compter sur la collaboration de 320 observateurs lors des élections.

Prise de conscience accélérée

Les divers observateurs d'EMPSA constatent depuis le mois de janvier une certaine accélération dans la prise de conscience de cet événement crucial que seront les élections du 27 avril. Mais la situation de certaines régions reste très préoccupante. A l'ouest du Transvaal tout est encore peu clair à cause de la position du gouvernement du Bophuthatswana. Les observateurs d'EMPSA semblent être les seuls à oser passer la frontière et à rencontrer les divers groupes en présence. Cela leur a permis de jouer un rôle important lors des derniers événements. Au Transkei, à cause d'une politique qui s'est tenue à l'écart de tout le courant de renouveau en Afrique du Sud, ils constatent un fort déficit dans la préparation des premières élections démocratiques. Au Natal règne une vive tension à cause des conflits politiques et du refus du gouvernement du Kwazulu de participer à la nouvelle constitution. Ce climat crée toute sorte d'appréhensions dans la population.

A cela s'ajoute, à travers tout le pays, un état latent de violences, de tensions en ville et d'oppositions avec l'extrême droite. Dans ce climat où tout peut éclater d'un moment à l'autre, mais où vibrent des espérances passionnées, les observateurs du programme EMPSA restent les témoins privilégiés d'une écoute, d'un dialogue et parfois d'une reconnaissance mutuelle possible. ■

Olivier Labarthe

Ce numéro spécial de NOUVELLES D'AFRIQUE DU SUD est diffusé par le Groupe Eglise du Mouvement Anti-apartheid de Suisse et la Fédération des femmes protestantes (021 802 17 27), le Département missionnaire (021 647 34 21), Justice et Paix (031 381 59 55), les Commissions Tiers-Monde protestante (022 329 47 64) et catholique (022 329 26 81). Il est inséré en supplément à TAM-TAM et COTMEC-INFO.

En union de prière avec les observateurs de paix et avec l'Afrique du Sud

L'envoi par nos Eglises d'observateurs de paix en Afrique du Sud est une chance pour nous aider à nous associer aux espérances qui se font jour dans ce pays. A cette occasion, de nombreuses paroisses ou communautés de Suisse invitent leurs membres à la prière, en particulier au moment des fêtes de Pâques.

*«Seigneur, notre Dieu, en ce jour où tu bousculas les ténèbres pour nous donner ta lumière,
- nous te remettons les hommes et les femmes pour lesquels la nuit ne semble jamais avoir de fin.
- nous te confions celles et ceux qui ne cessent d'espérer et qui gardent en eux l'attente de ta délivrance.»*

*Seigneur, notre Dieu, en ce jour où toute l'Eglise célèbre la victoire de la vie sur la mort,
- nous voulons regarder en face tous les pouvoirs de mort qui asservissent l'humanité en sachant que jamais plus ils n'auront le dernier mot.*

- nous voulons inlassablement intercéder pour toutes les victimes et les exclus de cette terre afin qu'ensemble nous renouvelions notre confiance en toi.

*Seigneur, notre Dieu, conscients que tu as fait lever un vent d'espérance, de paix et de justice sur notre terre,
- nous croyons qu'il y a un espoir possible pour nos frères et soeurs en Afrique du Sud,
- nous savons que ce n'est pas en vain que les Eglises du monde entier ont apporté leur secours aux frères et soeurs d'Afrique du Sud,
- nous te remercions pour celles et ceux qui, en Suisse comme ailleurs, ont choisi de vivre une mission d'observation et d'accompagnement en Afrique du Sud, fortifie leur ministère et garde-les dans ta paix.*

Nous te prions en particulier pour Evelyn Schaad (GE), Sylvie de Montmollin (NE), Pierre-André Diserens (VD), Théo et Catherine Schneider (GE), Serge Molla (VD), Anne-Marie Brutsch (GE), Jeanne Egger (GE), Mariette Houwehand (VD), Baudouin Schollema (GE)».

Invitation à rencontrer deux observateurs de paix à leur retour d'Afrique du Sud

Evelyn Schaad, de Genève et Pierre-André Diserens, de Lausanne, témoigneront de leurs expériences récentes sur le terrain, dans cette période préélectorale tendue mais passionnante. Les deux soirées seront introduites par le pasteur Daniel Ntoni-Nzinga, responsable international du programme EMPSA.

à Genève,
le lundi 11 avril 1994, à 20h15
au centre paroissial protestant de la Jonction (24, rue Gourgas)

à Lausanne,
le vendredi 15 avril 1994, à 20h15
au Département missionnaire (Ch. des Cèdres 5).

Afrique du Sud



Dernière ligne droite avant le Tournant Décisif

A la veille des premières élections non-raciales en Afrique du Sud (26-28 avril 1994), nous vous proposons ici quelques éléments d'information et de réflexion. Un complément à la brochure «*Afrique du Sud, le tournant décisif*» réalisée par les mêmes auteurs pour nous aider à nous associer à cet événement tout en soutenant l'envoi d'observateurs de paix en Afrique du Sud, selon la demande des Eglises de ce pays. Echos d'un voyage en Afrique du Sud, Interview d'une Sud-africaine engagée dans les organisations de base, informations sur le programme d'observateurs de paix des Eglises (EMPSA) et sur leur rôle dans le soutien aux négociations, tel est le menu de ce petit complément. Avec encore une invitation à rencontrer des observateurs de paix à leur retour et un encouragement à s'associer à leur mission par la prière.

La Brochure: «*Afrique du Sud, le tournant décisif*» peut être commandée par tél. au (022) 329 26 81. Prix 5.- Soutien 10.- (Produit intégralement versé au programme d'observateurs de paix EMPSA)..

L'Afrique du Sud en diagonale

A tous les niveaux, de multiples manières, ce grand pays se prépare à l'incroyable virage du 27 avril prochain: la fin des bantoustans ethniques, la naissance d'un pays non-racial et démocratique, l'installation d'un gouvernement représentatif de tous. Que d'attentes, que d'espoirs! Des craintes aussi pour certains.

Plus de mille lois et règlements fixant tous les détails de l'apartheid ont été levés. En théorie, chacun peut habiter où il veut, chacun peut travailler comme il veut. Mais, sans formation suffisante, comment trouver un emploi? Sans moyens financiers, comment déménager dans un meilleur quartier, dans un loge-

ment moins misérable?

L'apartheid légal est aboli, mais l'apartheid économique est cruellement présent. Il est criant. Dans ce climat de transition, les Eglises sont extraordinairement actives. Au cours d'un récent voyage oecuménique dans les régions de Prétoria et du Cap, nous avons pu les voir à l'oeuvre:

□ **Education à la démocratie, formation aux élections.** Pourquoi voter? Comment voter? D'un bout à l'autre du pays des représentants des paroisses expliquent, enseignent, responsabilisent à l'aide d'un matériel pédagogique simple, mais excellent.

□ **Formation à la négociation, à la résolution non-violente des conflits.** Ces programmes s'adressent surtout aux cadres, aux responsables. Même les ministres du gouvernement et les négociateurs des partis et des mouvements de libération ont suivi de tels séminaires organisés par les Eglises.

□ **Programme d'observateurs, nationaux et internationaux** Les Eglises protestantes et catholique attendent avec confiance que les Eglises soeurs de l'étranger participent au Programme oecuménique EMPSA (Ecumenical monitoring program for South Africa). Cela nous a été dit et redit tout au long de notre voyage. ■

Marianne Laufer



Les femmes changent le visage de l'Afrique du Sud



Entretien avec Thabi Agatha Shange, invitée de la campagne oecuménique de Carême. Les femmes sont aux avant-postes sur le terrain de la démocratisation et dans la promotion d'une nouvelle approche pour que renaisse l'Afrique du Sud.

Thabi Shange est dans une position privilégiée pour nous aider à saisir les enjeux du dernier round avant les élections. Elle vit au Natal, la principale zone d'affrontement entre l'Inkatha de Buthelezi, qui refuse toujours sa participation aux élections, et l'ANC, le parti qui a les plus fortes chances de l'emporter au niveau national. Femme de l'ethnie «Zoulou», elle ne se reconnaît pourtant pas dans le parti à dominante zoulou de Buthelezi. «Nous avons attendu si longtemps de pouvoir dire notre mot, nous ne pouvons adhérer à un parti qui refuse de participer à la nouvelle Afrique du Sud. Même ma mère qui a 87 ans ira voter, s'il le faut nous irons dans une autre région pour échapper aux menaces». Des milieux extrémistes proches de l'Inkatha, au Natal, ont en effet laissé entendre qu'ils s'en prendraient à ceux qui se présenteront aux urnes. Heureusement, le système électoral permet de voter ailleurs que dans son lieu de domicile.

Education aux élections

Dirigeant actuellement une importante organisation pour le développement rural et active dans divers réseaux portés par des femmes, Thabi participe à l'éducation aux élections dans sa région. Bien que membre de la Fédération des femmes de l'ANC, elle accomplit ce travail de manière non partisane: «ce qui m'importe c'est que tout le monde participe aux élections, je souhaite de toutes mes forces que Buthelezi et les siens participent aussi, qu'ils jouent leur chance de gagner honnêtement, maintenant ou aux prochaines échéances électorales. Mais qu'ils se sentent liés par le choix des urnes! Sinon,

nous pouvons nous attendre au pire». Les femmes sont très impliquées dans l'éducation aux élections: «dans les milieux populaires, chacune d'entre elles qui est convaincue de son devoir électoral en entraîne des dizaines d'autres. Nous essayons aussi de leur donner des éléments de discernement: c'est à partir de leurs besoins, des services qu'elles souhaitent voir rendus par les élus, qu'elles ont le droit de se prononcer. Avec le mouvement des femmes rurales par exemple nous avons analysé les différents programmes des partis et candidats en matière de droit à la terre».

Porteuses de tolérance

Les femmes jouent encore un rôle important comme élément de conciliation et de tolérance: «Nous avons besoin de travailler ensemble, dans le respect mutuel des partis. J'ai souvent fait l'expérience d'une collaboration avec des femmes d'autres milieux et avec d'autres engagements politiques, notamment dans la coalition inter-parti des femmes ou le centre de ressources des femmes du Natal. Nous arrivons le plus souvent à surmonter nos désaccords, nous allier à des causes communes. Il y a tant à entreprendre dans notre pays que nous ne pouvons nous épuiser en conflits stériles». Les femmes sont aussi en première ligne pour promouvoir la non-violence. Selon leurs traditions culturelles, elles ne portent pas d'armes. Gardiennes des enfants, elles sont toujours très attentives aux risques d'explosions sociales meurtrières et prêtes à s'organiser pour réduire les risques. Elles proposent des médiations entre les parties en conflit, lancent des forums de discussion, participent à des comités de paix. «Quand il y a des manifestations avec des femmes, souligne Thabi, on ne voit pas d'armes, il n'y a pas de vitrines brisées, les hommes, avec leurs armes traditionnelles ou modernes sont relégués à l'arrière. Même s'ils les portent sur eux, ils sont moins tentés d'en faire usage».

Une nouvelle approche

Lorsqu'on évoque le cap des élections, Thabi Shange ne se laisse pas aller à l'euphorie: elle sait de par son activité dans le développement rural que ce ne

sera qu'un commencement. Les gens n'ont-ils pas des attentes trop élevées face à cette échéance quasi mythique? Thabi ne cache pas les problèmes: «dans les villes certains partagent déjà tous les rêves de la société de consommation. Mais ils savent que le problème majeur sera l'emploi et qu'il ne sera pas résolu en un rien de temps. Dans les campagnes je constate que les plus pauvres sont très réalistes. Mais ils savent ce qu'ils veulent: de quoi manger; un peu d'eau propre; de quoi améliorer leurs habitations précaires; un peu de terre pour vivre... Des aspirations qui sont à leur portée, pour autant que les décideurs veuillent bien faire preuve d'une réelle volonté politique de changement et soutenir les initiatives locales». Il n'est pas simple non plus de sortir de la mentalité de résistance qui a marqué les années de lutte antiapartheid. «Les gens doivent en effet apprendre maintenant à participer activement à la reconstruction du pays. Nous sortons d'une tradition de boycott et de grèves et nous devons faire prendre conscience aux gens que c'est eux-mêmes qui vont contribuer à répondre à leurs attentes. Que, même si le contexte politique sera plus favorable, c'est eux qui auront à faire l'Afrique d'aujourd'hui et de demain».

Dominique Froidevaux

Née au Natal en 1946 et professeur de métier, Thabi Shange a fait des études dans la coopération au développement. Elle a travaillé plusieurs années pour la Conférence épiscopale catholique et pour le programme chrétien de développement et de formation. Elle dirige maintenant une importante organisation rurale et conseille diverses autres ONG au niveau national. Elle a participé également à l'établissement d'un centre de ressources pour les femmes dans la région du Natal. Mme Shange est une des personnes de référence pour l'action de Carême et Pain Pour le Prochain qui soutiennent divers projets en Afrique du Sud. Renseignements 021 617 88 81 (ADC) ou 021-647 67 07 (PPP).

Apprendre à négocier Une contribution significative des chrétiens à la vie politique

Parmi les services que les Eglises peuvent rendre aujourd'hui dans la situation à la fois tendue et pleine d'espérance que connaît l'Afrique du Sud, la formation à la négociation a pris une grande importance. Au centre communautaire de Wilgespruit, près de Soweto, on a compris cet enjeu. Il n'est pas inéluctable de recourir à la violence pour régler les conflits, même les plus délicats. Mais si on veut utiliser d'autres moyens, le faire autrement, l'improvisation et la bonne volonté ne suffisent pas; il faut une formation et un entraînement.

En 1990, les responsables de Wilgespruit ont donc créé un Programme relatif aux conflits communautaires et aux négociations (Negociations and Community Conflict Programme). «Le but de ce programme est la transformation sociale, par le moyen de l'éducation, du développement et par la résolution des conflits. Pour ce qui a trait à l'éducation, nous voulons promouvoir des méthodes contextualisées, permettant aux personnes de résoudre leurs problèmes et d'acquérir des compétences de conciliation. Par développement, nous entendons la satisfaction des besoins humains, l'encouragement à l'autonomie, l'amélioration de la situation socio-économique des gens et la reconstruction des communautés. En ce qui concerne la résolution des conflits, nous voulons mettre sur pied des approches intégrées pour résoudre les problèmes et atténuer l'aliénation et la déshumanisation qui résultent de la violence. Nous nous engageons à travailler en tant qu'équipe et à défendre certaines valeurs; nous voulons oeuvrer à la création d'un lieu de travail et de soutien mutuel dynamique; nous voulons nous engager dans l'édification des personnes, des institutions et des communautés. Nous voulons nous-mêmes être des personnes attentives à leur équilibre, des artisans de paix». Tel est l'engagement qu'ont pris ensemble les responsables du Centre.

Résolution des conflits

Ils s'inspirent du travail de négociateurs bien connus aux Etats-Unis, Roger Fisher et William Ury, dont on peut lire en français l'ouvrage de référence, *Comment réussir une négociation* (Seuil, Paris, 1982). Ces deux personnes sont responsables du Harvard Negotiation Project de la faculté de droit de l'université de Harvard. De nombreuses personnalités sud-africaines de haut niveau sont venues se

former à Wilgespruit. Actuellement, la notoriété du Centre lui vaut la participation de responsables locaux ou nationaux. Mais à côté de la formation, le Centre s'est joint à d'autres groupes pour tenter de découvrir, dans des projets pilotes, des approches spécifiquement sud-africaines de prévention et de résolution des conflits. Il faut mentionner, sur ce plan, la réussite d'une intervention qui visait à mettre fin à des violences politiques dans la communauté de Meadowlands, à Soweto. Par ailleurs, tout un travail a été fait pour maintenir une paix relative dans la période qui a suivi l'assassinat de Chris Hani et la mort d'Olivier Tambo, en particulier lors des services funèbres de ces deux grands leaders de la lutte anti-apartheid.

Un des responsables du Centre, le révérend Dale White, chargé de la formation des formateurs, explique que c'est sous l'impulsion de Mgr Tutu qu'a été développé ce programme destiné aux partis sud-africains engagés dans les négociations, ANC, PAC, ASAPO, Parti National, ministres du gouvernement... On a là le témoignage d'une présence remarquable des Eglises, sous l'Egide du Conseil sud-africain des Eglises (SACC), dans le processus si délicat de la transition. ■

Jean-Pierre Zurn



Observateurs de paix Nouvelles des équipes envoyées dans le cadre du programme EMPSA

A la mi-février, une nouvelle équipe de 50 observateurs est arrivée à Johannesburg dans le cadre du Ecumenical Monitoring Program on South-Africa (EMPSA). Il s'agit de l'avant-dernier groupe avant les élections.

Après avoir reçu les informations et les analyses de situation de la part des observateurs qui terminaient leur mandat, les membres de cette nouvelle équipe gagneront chacun le lieu de leur mission, soit au Natal, à East Cape, à Johannesburg ou au Transvaal. Avec cette nouvelle équipe prend fin l'accompagnement qu'EMPSA a mis à disposition des diverses communautés depuis 1992. Cette délégation est constituée de représentants de la Nouvelle Zélande, de la Norvège, de la Grande Bretagne, de la Suisse, de la Zambie, de l'Autriche, de la Suède, de l'Allemagne, des Etats

Unis et du Canada. A ce jour 19 pays ont participé à ce programme et 178 observateurs.

Pour la période des élections d'autres pays qui n'ont pas encore participé à ce programme, ont annoncé leur participation. Il s'agit de l'Autriche, le Salvador, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Nicaragua, les Philippines, et le Zimbabwe. Des observateurs suisses, envoyés par les Eglises, participeront également à la surveillance des élections.

Préparation des élections

La Commission nationale de coordination, composée de 11 membres sud-africains, veille sur tout le processus d'observation des élections. Elle a divisé le pays en 16 sous-régions. Pour sa part EMPSA travaillera dans 12 sous-régions comprises dans le Natal, East Cape, le Transvaal et l'Etat d'Orange.

Non aux mesures de contrainte!

Certes, la gauche s'y est opposée et certains députés de droite ont fait part de leurs doutes. Certes, le Conseil national a tenté d'adoucir le projet du gouvernement, avant de se rallier à la version dure du Conseil des Etats. Il n'empêche que la résistance de nos élus face aux mesures de contraintes envers les étrangers sans titre de séjour a été singulièrement molle et inefficace. A nous de prendre le relais!

A souligner: ces mesures de contrainte ne concernent pas d'abord les requérants délinquants dont une certaine presse allemande a tant parlé l'été dernier (pour ceux-là, les dispositions du code pénal suffisent). Elles visent essentiellement à faciliter le renvoi des immigrants illégaux et des requérants dont la demande a été rejetée, y compris de ceux - et c'est la grande majorité - qui n'ont commis aucun délit.

Ces mesures permettent:

- D'emprisonner pendant trois mois un étranger, en attendant que l'autorité statue sur sa demande de séjour ou d'asile.
- De détenir pendant neuf mois (au lieu de 30 jours actuellement) un étranger - dès l'âge de 15 ans! - si l'on a de «fortes présomptions» qu'il tentera de se soustraire à son refoulement.
- D'assigner à résidence un

étranger dont on craint qu'il ne trouble l'ordre public.

□ De fouiller un étranger, son logement et les locaux de tiers (paroisses, organismes de solidarité...) à la recherche de ses papiers d'identité.

Lors de la procédure de consultation, les Eglises s'étaient opposées à ces mesures. Elles ne sont pas «justifiables éthiquement» soulignait notamment la Fédération des Eglises protestantes (FEPS) qui ajoutait qu'un «droit pénal d'exception pour les étrangers» contrevient au principe de l'égalité de traitement. La Conférence des évêques parlait, pour sa part, d'un «glissement pernicieux» qui «conduit à assimiler les étrangers susceptibles d'une expulsion ou d'un renvoi à des délinquants».

Ces mesures suscitent l'indignation. Un référendum a été lan-

cé et notre commission a décidé soutenir la récolte de signatures (jusqu'au 4 juillet, le délai est bref!). Certes, il sera difficile de renverser la vapeur, mais on ne peut rester sans réaction face à une telle législation. «Nous nous engagerons pour une politique solidaire avec les étrangers et les réfugiés, aussi bien dans nos conversations privées que dans les débats publics et les décisions politiques», affirmaient les trois Eglises suisses dans leur deuxième mémorandum sur les problèmes de l'asile. C'est le moment de mettre en oeuvre cette déclaration. ■

Michel Bavarel



BRAVO AU JOURNAL «LE COURRIER»

Pour ses analyses et ses prises de position concernant les mesures de contrainte évoquées ci-dessus (dossier disponible à notre secrétariat). Nous vous recommandons vivement de vous abonner à ce quotidien, même si vous habitez hors de Genève, car il offre de nombreuses ouvertures sur la solidarité Nord / Sud.

Rens.: ☎ 022 328 22 77

à vos agendas

- Du 1 au 15 mai / de 13h à 21h
Expo: COULEUR CAFE
Lieu: Espace Fait divers,
à l'Usine, 4 pl. des Volontaires
Org.: La Florida, MAT, Fait divers
Contact: 022 329 58 70

- Mardi 3 mai à 19h, Genève
SOLIDARITE AU TCHAD
Conférence avec projection de Sr
Greth MARTY, de Bissi Mafou.
Lieu: Salle paroissiale de
St Nicolas de Flüe,
57-59 rue Montbrillant.
Org.: Assoc. des fonctionnaires
internat. et Assoc. R. Follereau.

- Samedi 7 mai, Lausanne
Mercia ANDREWS, militante
sud-africaine intervient dans le
cadre de l'AG du Mouvement
Anti-Apartheid sur son pays au
lendemain des premières
élections multi-raciales.
Lieu: Hôtel AGORA, av. du
Rond-Point, 9, Lausanne
Contact: 022 734 54 82

- 26-27 mai, Berne (Hôtel Kreuz)
L'ECONOMIE DE MARCHÉ
AUSSI POUR LES PAUVRES
Séminaire organisé par Swissaid
Inscriptions: 021 320 85 45.

- Samedi 11 juin, Lausanne
HORIZON FEMMES EN
ECONOMIE ET EN POLITIQUE,
SUISSE-EUROPE.
Journée d'étude organisée par
Femmes pour la paix, la
Fédération des femmes
protestantes et la Ligue des
femmes catholiques.
Lieu: Centre paroissial de
Saint-Jacques, 26 av. du Léman,
1005 Lausanne.
Contact: 021 729 80 82

□ Brochure de Justice & Paix et Caritas Passer les frontières... est-ce toujours si anodin?

Pour un porteur du passeport rouge à croix blanche, cette question suscite l'étonnement, voire la dérision. Mais si vous la posez à un Kosovar, un Tamoul, un Africain croisé dans le hall d'une de nos gares vous comprendrez aisément ce qui se cache derrière une phrase aussi banale.

Qui, parmi nous, ne s'est posé la question en voyant tant de visages de traits et de couleurs différents dans les rues de nos villes: qui sont-ils, d'où viennent-ils, pourquoi sont-ils chez nous? Et aussitôt se pose une autre question: comment les accueillir tous? En ai-je envie? Sont-ils un danger pour ma sécurité, pour ma culture?

Toutes ces questions trouvent un écho dans une brochure publiée par Justice et Paix et Caritas suisse. La préface nous met immédiatement au coeur du débat: «La recherche sous d'autres cieux de meilleures conditions de vie est une constante de l'histoire humaine. La Suisse, comme les autres pays, a eu, à un moment ou un autre de son histoire, besoin de l'émigration ou de l'immigration pour assurer son développement économique, social et culturel.»

La première partie de la brochure décrit très minutieusement les flux migratoires, les causes des migrations, les différents statuts des migrants. Elle montre que

nous sommes en train de vivre le passage actuel d'une société pluriculturelle à une société interculturelle.

La deuxième partie pose des jalons éthiques; elle met face à face l'émigré et l'autochtone; elle dévoile les enjeux humains, culturels et sociaux. Elle rappelle aussi que, pour vivre ensemble, il est nécessaire de respecter l'autonomie de chacun, de créer des lieux de participation, d'assurer la liberté d'expression et d'opinion. Mais cette brochure va plus loin. Elle est le fruit non seulement de la réflexion théorique d'un groupe de travail, elle reflète aussi l'expérience de ceux et celles qui, sur le terrain, sont confrontés aux questions de l'émigration. Dans sa dernière partie, elle ouvre des pistes de travail, énumère les conditions pour une société ouverte. Elle nous place face à notre responsabilité de chrétien - aussi bien sur un plan individuel que collectif - pour qui tout homme, toute femme est son semblable avec qui partager équitablement les richesses de la création de Dieu.

Comment allons-nous traduire cela concrètement dans notre vie personnelle et dans notre rôle de citoyen/ne? ■

Maryse Durrer

Brochure disponible à notre secrétariat (Frs 15.-)

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 12.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Ont collaboré à ce numéro:

M. Durrer, J. Kahamaile,

G. Musy, R. Pasquier,

J.-C. Roulin, D. Froidevaux.

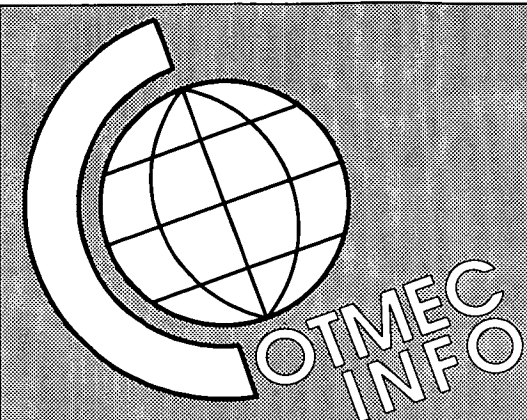
Imprimerie de Châtelaine

Sommaire du n° 164

1 Editio: Rien à signaler
1 Billet: Sida
2 Se soumettre ou résister
2 A quoi bon se bouger?

3 Mini-dossier: Rwanda,
tenter de comprendre

4 Mesures de contraintes
4 Migrations



Soirée-sida: zapping interdit!

Mobilisation médiatique pour une soirée sur le sida. Objectif: amasser le maximum d'argent pour lutter contre la maladie. Moyen: n'importe lequel, pourvu que ça rapporte! Ils étaient tous là, ou presque, toutes les stars du petit écran: mine pathétique, voix suppliante habillée par l'émotion de rigueur pour nous dire d'être généreux sous peine d'irresponsabilité. Pour les "martiens" qui ne l'auraient pas encore su, ils ont vanté les mérites inégalés du préservatif qui, à les entendre, ne semble pas seulement protéger du sida, mais aussi contre toutes formes de réflexion sur la qualité de nos relations humaines. On s'est épuisé à nous parler de dignité et de respect, tout en classant les personnes par "ethnies" bien distinctes: les toxicomanes, les prisonniers, les homosexuels, les sportifs... Les quelques paroles d'intervenants de qualité étaient noyées dans le flot continu des déclarations de vedettes qui se découvrent soudain des vocations de prophètes, "l'applaudimètre" faisant foi. Incapables de gérer un débat de fond, les animateurs se sont réfugiés dans l'émotionnel en exacerbant toutes les peurs que secrète notre société où la mort est devenu le tabou par excellence.

Les malades du sida, leurs familles, les jeunes désemparés face à l'absence de repères solides pour leur avenir, tous méritaient plus qu'un tel battage médiatique ne visant qu'à s'apitoyer sur leur sort, et à élargir nos bourses pour évacuer le problème. Notre société est malade de sens, atteinte par la désespérance que l'on masque dans l'exaltation de plaisirs faciles et de pseudo-libérations. A les écouter l'autre soir, il semblait que le sida soit responsable de tous nos problèmes, alors qu'en fait cette terrible maladie met cruellement en évidence la détérioration de nos relations humaines par un individualisme stérile. On se targue de solidarité l'espace d'un show, focalisant toutes nos énergies sur ce fléau comme si le sida était devenu la seule cause inacceptable de mourir. Une personne séro-positive a besoin de trouver sens à ce qu'elle vit, comme tout autre personne rongée par la peur et la souffrance. Elle a besoin d'espérance et de tendresse comme tous ceux qui par exemple meurent écrasés par des haines fratricides, ou par la famine, par tout ce que nos lâchetés et nos égoïsmes appellent si facilement la fatalité!

Notre foi chrétienne nous invite à voir les choses autrement, à oser défendre des valeurs qui dérangent là où l'on mène une politique de l'autruche. Les vraies remises en question ne valent pas cher à l'audimat, et même un abbé Pierre se fait siffler lorsqu'il tente d'élever notre réflexion. Posons-nous deux questions parmi d'autres: Lorsqu'il sera au point, qui payera le remède contre le sida aux Africains? Verrons-nous pareille mise-en-oeuvre médiatique pour une soirée sur le paludisme qui tue chaque année des milliers de personnes en Afrique?

Jean-Charles Roulin

Mini-dossier, p. 3
Rwanda
Tenter de comprendre

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 164 / Mensuel / Avril 1994

Rien à signaler

Rwanda, hiver 93-94. Des milliers de personnes manifestent pour la paix, l'arrêt des violences, à l'instigation de la Commission nationale Justice et Paix. Le Mouvement International de la Réconciliation qui organise des séminaires pour l'action non-violente manque de temps et de place pour accueillir tous ceux qui voudraient participer. Des femmes et des hommes de dialogue tentent de constituer un groupe de réflexion et d'action pacifique sous l'égide de Pax Christi. Une association travaillant dans toute la région des Grands Lacs tente de dénoncer avec sérieux les violations des droits de l'homme, sans aucun parti-pris (C-info n° 152). C'étaient apparemment des «non-événements». TV, radios, grandes agences, personne n'était là pour informer, faire connaître des initiatives prometteuses et répercuter ce qui aurait pu devenir une traînée de poudre de l'espoir.

Rwanda, printemps '94: rien à signaler, il n'y a plus que des cadavres qui jonchent les routes et envahissent les écrans TV, les chefs de guerre tiennent la vedette... Ecoeurement. Effondrement. Mais pas démission! Nous savons que ce pays n'est pas peuplé que de meurtriers. Nous continuerons à nouer des liens avec nos frères et soeurs en humanité de là-bas et à donner aussi de l'info sur celles et ceux qui osent l'impossible. Nous tenterons encore de comprendre et de discerner les défis à venir (voir page 3).

Afrique du Sud, période préélectorale. La couleur sang est là aussi celle qui a les faveurs des médias. Mais pas seulement des médias. J'ai été frappé à la lecture des messages écrits de nos amis observateurs sur place: tensions, assassinats nocturnes, affrontements, bref les aspects les plus inquiétants semblaient retentir l'essentiel de leur attention. Médiateurs de paix ils étaient chargés de veiller à ce grain-là en priorité! Or, de retour, ils nous ont donné à voir un autre aspect de la réalité: leurs enthousiasmes, la chaleur des rencontres, la qualité des débats démocratiques. Ils nous ont raconté aussi des événements porteurs d'espoir...

Ainsi ces femmes d'un bidonville proche de Durban. Après multes négociations, elles avaient réussi à exhumier deux poutre calcinées, l'une dans les quartiers contrôlés par l'ANC, l'autre dans les quartiers «Inkatha». Des vestiges des violences entre zones «ennemies». Lors des célébrations de Pâques, elles les ont portées en procession pour en faire les bois de la croix: signe du «passage vers une autre Afrique du Sud, à construire ensemble».

Aujourd'hui encore, des gens se rassemblent devant cette croix plantée au coeur du bidonville pour prier, ouvrir leurs coeurs à la réconciliation. Avec d'autant plus de conviction qu'une jeune fille en prière a été assassinée au pied de cette croix peu après la fête de la résurrection.

Dopé par l'attribution des Nobels de la paix à Mandela et de Klerk, le processus de démocratisation de l'Afrique du Sud le serait encore bien davantage si l'on prêtait une plus grande attention à de tels signes de paix. ■

Dominique Froidevaux



Se soumettre ou résister

Quel rôle joue le christianisme dans la civilisation planétaire qui s'impose aujourd'hui? Comment prendre en compte les intérêts des laissés-pour-compte de l'ordre dominant? Comment concilier ouverture au monde et respect des particularités culturelles, historiques, sociales? Voilà un ensemble de questions qui surgissent sans cesse au coeur des préoccupations du combat pour une meilleure justice entre Nord et Sud. Lors de la dernière matinée théologique de la Cotmec, Guy Musy a choisi de les aborder à partir d'un livre aux thèses provocantes: «Les Missions, Religions et Civilisations confrontées à l'universalisme», de Henri Maurier, membre de la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs). Nous lui avons demandé de donner ici un écho des réflexions surgies au cours de cette rencontre.

Un principe de base soutient toute l'argumentation de ce livre: une loi d'airain -biologique- conditionne le développement de l'humanité. A travers beaucoup de larmes et de sang, l'humanité développe ses ressources dans un sens de plus en plus universaliste. Le résultat est la mise en place d'une civilisation vraiment planétaire, produit des découvertes, des conquêtes coloniales, des migrations, des

communications. Des groupes de plus en plus nombreux, aux composantes variées et disparates, sont contraints d'accepter cette universalisation sous peine de disparaître. Les Indiens d'Amazonie, pour ne parler que d'eux, ne peuvent espérer survivre que moyennant leur insertion dans ce nouveau complexe. Tout repli identitaire sur une culture particulière ne peut être que mortifère. Reste à aider les Amazoniens à

faire ce pas dans les meilleures conditions.

Voilà la thèse fondamentale. Et maintenant le corollaire. Les missions chrétiennes ont été et sont encore des agents de cette universalisation planétaire. Elles sont au service de l'expansion d'une religion qui développe des structures universalistes qui vont bien dans le sens de l'unification des civilisations au sein d'un même modèle, pour ne pas dire d'un même moule, d'origine occidentale. L'histoire des missions prouve à merveille que les religions spontanées, familiales, ethniques ou nationales ont dû céder le pas au christianisme dont l'universalité est conforme au sens de l'histoire. L'Eglise, comme réalisation du Royaume de Dieu, ne peut s'accomplir qu'au sein de ce regroupement culturel universel. A moins de disparaître, les autres religions - non universalistes - devraient s'y rallier.

Cette logique impitoyable relève plus d'une sorte de nécessité biologique que d'une approche théologique. Des faits pourraient lui donner raison; d'autres résistent à ce traitement. D'où nos

réticences à épouser sans autre la thèse de Maurier. Et voici nos raisons. La survie d'un groupe minoritaire n'est pas garantie par l'assimilation pure et simple à un ensemble techniquement plus performant et plus universel. Au contraire, sortis de leur milieu naturel, ces gens n'ont plus qu'à mourir ou du moins à perdre leur âme. Les structures totalisantes du christianisme sont un fait bien réel, mais elles n'empêchent pas le missionnaire de sauver les cultures traditionnelles en leur donnant de s'exprimer à l'intérieur de la liturgie et même de la dogmatique chrétiennes (inculturation). La nouvelle tâche de la mission ne se définit-elle pas aujourd'hui davantage par des opérations de soutien des laissés-pour-compte, respectueuses de leur identité, plutôt que par ses transplantations forcées dans un milieu étranger et aseptisé?

Plus fondamentalement, la thèse de Maurier promeut un déterminisme auquel il est bien difficile de donner foi. L'avenir de l'humanité ne va-t-il pas réserver quelques surprises qui ne seront pas dans la ligne de la logique totalisante de la civilisation occidentale? L'homme de demain pourrait être Chinois, Bouddhiste ou athée. A moins qu'il ne soit Brésilien ou Indien. Et que deviendrait dans ce contexte la foi chrétienne si on n'en fait qu'un facteur de l'universel occidental? Si l'homme est plus fort que tous les déterminismes à l'intérieur desquels on voudrait le cloisonner, que dire alors de l'humour de Dieu qui échappe à toute programmation. Il n'est pas sûr que les petits et les faibles qui commencent à s'organiser ne puissent pas un jour donner le ton. Au temps des Pharaons, personne n'aurait mis un kopé sur la judéité de Moïse, promis à l'assimilation égyptienne. Et pourtant, après trente siècles, le «petit peuple» juif résiste encore.

L'ouvrage de Maurier demeure pourtant tonique. Ne serait-ce qu'à travers les questions qu'il suscite. En ramenant l'Eglise au milieu du village et en appelant un chat un chat, il déplaira aux romantiques du tiers-mondisme et purifiera bien des élans généreux et inopportuns. Il laisse une question en débat: le salut des hommes et des femmes du Tiers-Monde passe-t-il par leur récupération au sein d'un ensemble plus vaste et plus consistant où ils pourraient perdre leur âme ou doivent-ils résister, au risque d'être écrasés par la machine de l'histoire? Un débat qui n'a rien de théorique et auquel des organismes comme la COTMEC ne peuvent échapper. ■

Maryse Durrer

Pour aller plus loin dans la réflexion à la veille de la votation sur les ventes d'armes, Justice & Paix et l'Institut d'Ethique Sociale ont publié un bref document avec quelques repères éthiques fondamentaux. Texte disponible à notre secrétariat.

Guy Musy

Maurier Henri, «Les Missions, Religions et Civilisations confrontées à l'universalisme», Paris 1993.

Rwanda: tenter de comprendre

L'ignominie

Faut-il s'étonner du triomphe de la violence, de la lâcheté et de l'égoïsme, lorsque l'on a si longtemps toléré l'arbitraire, l'injustice, le déshonneur.

Le Rwanda, petit pays aux moeurs sympathiques qui fascinent et trompent la curiosité de l'étranger naïf, pays dont l'existence était ignorée par nombre de personnes, interroge aujourd'hui notre conscience.

Colonie allemande jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, le Rwanda est placé sous mandat colonial de la Belgique jusqu'à son indépendance en 1962.

Royaume dirigé par un roi issu de la dynastie Tutsi, le Rwanda connaît ses premiers troubles en 1959.

La monarchie est décapitée et remplacée par la République qui porte au pouvoir des Hutu revendiquant une justice pour leur ethnie, majoritaire et dominée.

En 1990, les descendants des Tutsi partis en exil en 1959 et plus tard, décident de regagner la mère patrie. Deux facteurs favorisent leur entreprise: l'affaiblissement du régime au pouvoir et l'organisation du Front Patriotique Rwandais (FPR). Dès la première attaque du FPR, la France la Belgique et le Zaïre volent au secours du président Habyarimana. Ils flairent les risques d'enlèvement et se retirent. Le président est contraint au dialogue, les accords entre les deux parties

sont signés. Ils prévoient le partage du pouvoir, la fusion de l'armée avec les forces du FPR, le retour des réfugiés. L'ONU approuve et envoie des casques bleus. Tout se complique quand le président retarde la mise en application des accords. Les brèches sont alors ouvertes aux tendances dures des deux parties. Quelques membres du FPR parlent de la reprise de la guerre et les extrémistes proches du président de l'extermination des Tutsi. C'est sans doute l'une de ces deux tendances qui a assassiné le président.

Le défi de la justice pour tous

Habyarimana a pris le pouvoir en 1973 par un coup d'Etat. Avec comme ambition de conduire le Rwanda dans la modernité en le guérissant de ses grands maux: la pauvreté et le tribalisme. L'échec est patent. Pour des raisons complexes mais qui donnent à penser pour l'avenir: on ne pourra jamais lutter contre une injustice en instaurant de nouvelles iniquités et en tolérant la dictature et le népotisme. Et il n'est pas question ici que de la responsabilité du président lui-même et de ceux qui l'ont soutenu au Rwanda: les Oc-

Speciosa

Elle est rwandaise et s'appelle «Speciose». Un nom qui évoque la vierge Marie. Elle s'était donnée à Dieu à travers le service des malades du dispensaire de Biryogo, quartier de Kigali infecté par le Sida. Depuis quelques années, elle fait partie du groupe religieux «Vie et Paix», implanté au Rwanda par des infirmières espagnoles que l'on savait aimées et inculturées.

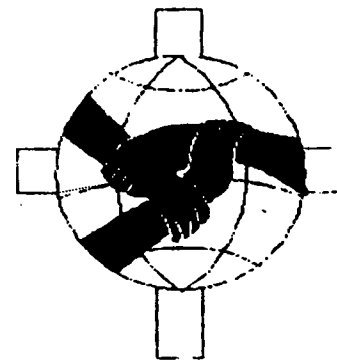
Alors que ses soeurs rwandaises passaient quelques jours de retraite chez les Jésuites, elle dirigeait son dispensaire au coeur de la cité. La folie meurtrière de quelques soldats supprima en quelques minutes toutes les jeunes pousses de l'Institut. Trois soeurs espagnoles échappèrent au massacre, sans pouvoir retourner chez elles.

Guy Musy

Prier en solidarité avec les victimes

DUHARANIRE AMAHORU, «La paix en marche» C'est au nom de cette espérance que des chrétiens du Rwanda ont organisé, fin '93, début '94, des prières et plusieurs marches pour la paix. Plus de 23000 personnes défilèrent alors à travers le pays. Une initiative saluée par plusieurs organismes de par le monde, dont la Cotmec.

La flamme allumée alors n'a pas résisté à l'ouragan de la violence mais l'espérance n'est pas morte. En communion avec les communautés touchées par les violences dans toute la région des Grands Lacs nous vous invitons à une célébration oecuménique avec le Rassemblement des Eglises et Communautés chrétiennes de Genève, le mercredi 4 mai à 18h00 à l'Eglise anglicane, place des Alpes, entrée rue du Mont-Blanc (14 bis). Une invitation à la prière est également envoyée dans toute la Suisse romande, en collaboration avec Pax Christi et nos partenaires protestants.



Le signe de ralliement des marcheurs pour la paix au Rwanda (publié par nos amis de la Revue DIALOGUE, à Kigali)

cidentaux, et la Suisse en particulier, ont aussi contribué à consolider un régime dont ils connaissent pourtant les affres. Au Rwanda, comme dans toute la région des Grands Lacs l'équation de la démocratie représente plus que jamais un énorme défi: il s'agit de trouver comment construire une justice qui n'est ni la justice écrasante du plus grand nombre (au détriment des minorités), ni la justice du plus fort, mais une justice pour tous.

Et l'Eglise?

La population du Rwanda est chrétienne à 70%, l'Eglise catholique y est solidement implantée. Celle-ci, frappée au coeur par les derniers événements, s'interroge. N'a-t-elle pas failli à sa mission? Elle est responsable pour avoir été indulgente avec un système dont la conduite se trouve à l'opposé de la démarche chrétienne.

Le sang du pauvre

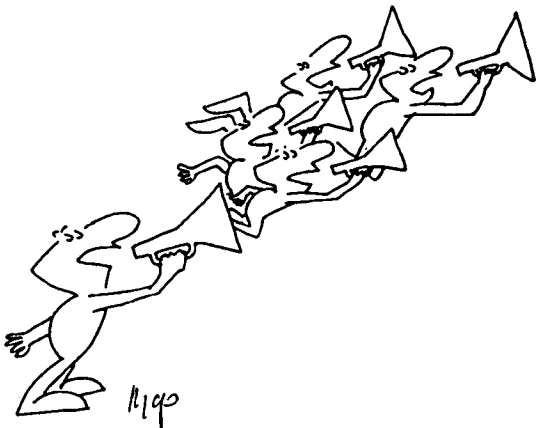
La communauté internationale a décidé de laisser les Rwandais régler leurs comptes, après avoir évacué toutes les personnes dont le sang ne mérite pas d'être versé pour un pays aussi insignifiant, pour une cause absurde. Il est illusoire de croire que l'on peut circonscrire, pour longtemps, la

bêtise et la folie en des zones isolées. De croire que la violence est le propre d'un continent, d'un peuple, d'une race. L'humanité ne doit jamais démissionner. C'est notre conviction. C'est aussi celle de ces étrangers, nombreux, qui ont refusé d'abandonner leurs semblables, dans la détresse. C'est la conviction de tous ces Rwandais qui, au prix de leur vie, se sont battus, se battent encore aujourd'hui pour l'avènement d'un Etat de droit qui accorde à chaque Rwandais une place qui lui revient.

Dans le tourbillon des images de l'horreur et des récits d'atrocités, un petit signe d'espoir: les médias avaient annoncé, parmi d'autres, la mort de la coordonnatrice de l'Association rwandaise pour la défense de la personne et des libertés publiques (voir Cotmec-info no 152 / Février 1993), Mme Monique Mujawamaria, une femme réputée pour son travail remarquable effectué sans parti-pris. Or nous avons appris qu'elle est heureusement toujours en vie et hors de danger. La COTMEC tient à disposition de la documentation sur son association et encourage tout soutien à celle-ci. Son action est indispensable pour le Rwanda de demain. ■

Justin Kahamaile

A quoi bon se bouger?



Révolté-e- par une décision, par une action, nous hésitons souvent à dépasser l'indignation vertueuse. A quoi bon écrire "à qui de droit", les lettres finissent le plus souvent dans la corbeille à papier... voire. Si nous avons du souffle, de la constance, de la patience et si nous savons reconnaître nos alliés, la protestation paie, même si nous n'en voyons pas immédiatement le résultat. L'argumentation, quand elle est bien étayée, laisse des traces dans l'esprit de celui qui la lit; si d'autres secteurs de la population protestent eux aussi, en ayant peut-être une approche différente du problème, mais exprimant la même protestation, cette dernière prend du poids. Nos élu(e)s sont très sensibles à l'opinion publique, à la soi-disant majorité silencieuse - très commode car on peut interpréter son silence au

mieux de ses intérêts -; alors si cette majorité se met à parler... qui sait quelles en seraient les conséquences?

Quelques exemples:

- une femme de Schwytz s'émeut de la situation des chrétiens syriaques-orthodoxes au Sud de la Turquie. Elle entend parler de la Cotmec et prend la peine de nous écrire pour nous informer qu'elle interpelle Monsieur Flavio Cotti. La Turquie n'est-elle pas un bon client de notre industrie de l'armement?

-Des femmes de plusieurs pays d'Afrique demandent instamment à la Mission de Bâle d'intervenir en Suisse pour que cesse l'exportation d'armes vers le continent africain. Informées de l'envoi d'une lettre au Conseil Fédéral, les organisations suisses de femmes catholiques et protestantes et

AUTRE



Une expo BD traitant de la différence, de la xénophobie et du racisme

A la veille de la prochaine votation sur la loi de lutte contre toute forme de discrimination raciale (septembre 1994, voir C-info N° 162), cette exposition vient à point nommé pour des animations, des actions de sensibilisation, des réflexions en groupe, etc.

Elles est proposée par la Commission des droits de l'homme de la Fédération des Eglises protestantes, la Commission nationale Justice et Paix et le Forum contre le racisme, avec, entre autre, le soutien de Caritas suisse.

Concept

Conçue à partir des meilleurs travaux réalisés dans le cadre d'un concours de bandes dessinées sur la «différence», l'expo met l'accent sur 5 aspects:

- Les préjugés à l'égard de l'autre.
- L'idéologie raciste.
- La quête d'identité qui préoccupait beaucoup de jeunes ayant participé au concours initial.
- La Convention internationale contre le racisme.
- Les visions, les utopies, les conceptions différentes de l'homme et de la société.

Comment se la procurer?

L'expo se présente sous la forme de 24 panneaux (50x100cm), maniables, pouvant être déployés sur une longueur de 12 mètres (le tout en deux paquets de 12 kg). Elle peut être commandée pour 10 jours au prix de 200 francs. A Genève, en lien avec le Printemps de l'anti-racisme, nous proposons une coordination pour utiliser au mieux ces dix jours d'exposition: en faisant circuler l'expo en différents endroits on peut réduire les frais!

(Par exemple: le week-end dans une paroisse, la semaine dans une maison de quartier, une salle ou à lieu une conférence, un lieu public, etc. Les frais peuvent être partagés entre tous ces utilisateurs).

A Genève vous pouvez donc vous inscrire à notre secrétariat (022 329 26 81) pour partager avec d'autres les dix jours d'expo. Pour le reste de la Suisse, les commandes doivent être faite auprès de Justice & Paix, Jean-Claude Huot: tél.: 031 381 59 55.

GATT et solidarité Nord-Sud

La Déclaration de Berne (DB) a sorti un dossier spécial pour aider à comprendre la nouvelle donne du commerce international, suite aux derniers accords du GATT. Elle fait aussi tout un travail de pression auprès de nos autorités politiques pour que notre pays s'engage dans la voie d'un développement solidaire. Sans ce genre de relais et ce travail de vulgarisation, face à des défis aussi complexes, notre pouvoir démocratique risquerait fort de nous être confisqué. Thierry Pellet, principal artisan du dossier de la DB, résume pour nous les enjeux Nord-Sud du futur commerce mondial.

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) vient de conclure à Marrakech le 15 avril dernier le plus ambitieux des Rounds jamais entrepris depuis sa création en 1947. Après 8 ans d'âpres négociations, 119 pays ont signé les 30 accords de l'Uruguay Round (UR), contenus dans un pavé de 500 pages. Désormais, la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce (OMC) régnera sur tout un arsenal d'accords commerciaux appliqués aux marchandises et, pour la première fois, aux investissements et à la propriété intellectuelle. Ce véritable gendarme du commerce mondial recevra les plaintes des pays discriminés et décidera des sanctions.

Les pays en développement représentent plus des deux tiers des pays membres du GATT. Pourtant, ils ne réalisent qu'un petit quart des échanges commerciaux mondiaux. Si l'UR semble donc davantage taillé pour les pays qui ont quelque chose à échanger - les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon représentent à eux seuls les deux tiers du commerce des marchandises - l'ampleur des changements négociés représente un séisme dont les conséquences pour le Sud dépassent largement sa modeste participation au commerce mondial.

La fin d'un Tiers Monde homogène

Malgré la complexité des Accords, il est possible de discerner des gagnants et des perdants. Si les pays du Sud les plus avan-

cés sont les mieux armés pour tirer profit de la libéralisation des échanges, les pays les plus pauvres vont y perdre. Cette différence consacre la fin d'un Tiers-Monde homogène et révèle la fracture qui nous oblige dorénavant à considérer un Sud aux réalités multiples. La part du ion des gains escomptés de ces accords et de l'accroissement des échanges commerciaux prévus revient aux pays industrialisés.

L'entrée en vigueur de l'OMC, prévue pour 1995, permettra de prendre du recul pour juger de toutes les conséquences de ces accords. Certaines lacunes sont déjà dénonçables, comme la liberté accrue des multinationales. Celles-ci voient certaines contraintes liées à leurs activités supprimées par l'UR sans obligation en retour, le GATT ne s'appliquant qu'à des gouvernements.

En Suisse, une quinzaine de lois doivent être modifiées pour rendre la législation helvétique "compatible" avec les Accords de l'UR. La consultation commence cet été et les Chambres traiteront du Message fin 1994 et début 1995 dans une session extraordinaire. Si un référendum est lancé, l'éventuelle votation se déroulerait en juin 1995. ■

Thierry Pellet

Un dossier complet de la revue **Vers un développement Solidaire** (122, mai 1994) aborde les accords du GATT de divers points de vue: développement, environnement, concurrence. Commandes: DB, CP 81, 1000 Lausanne 9 (Frs 5.-).

Indiens d'Amazonie

Ressemblances et dissemblances

Tant par la beauté de ses 96 photos que par la clarté de son texte, René Fuest, ethnologue, conservateur du Musée d'ethnographie de Genève, nous communique sa passion et son respect pour les Indiens d'Amazonie chez lesquels il a séjourné plusieurs fois de 1955 à 1975 avant d'être interdit de séjour par les autorités brésiliennes. Maintenant président du groupe de travail pour les affaires indigènes, l'auteur lance

un cri d'alarme: les tribus millénaires de la grande forêt sont proches de l'anéantissement. Le quadrillage routier, entrepris il y a vingt ans accélère la déforestation et la colonisation. En éteignant une culture aussi riche que celle de ces peuples, nous creusons notre propre tombe. *Les livres les plus beaux sont les livres les plus désespérés.* ■

Roland Pasquier

Indiens d'Amazonie, ressemblances et dissemblances, René Fuest, 142 p. Georg éditeur, 49.-

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (022) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 12.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

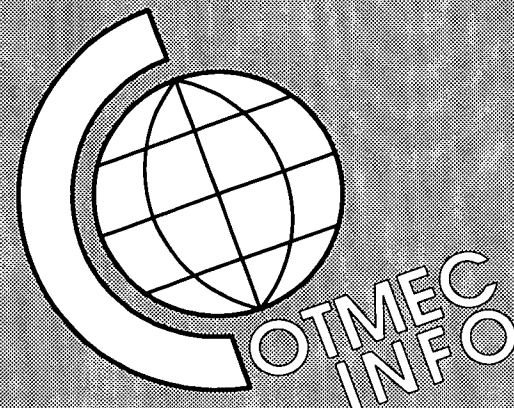
Ont collaboré à ce numéro:

M. Durrer, N. Kunz, S. de Rivaz
J. Kahamalle, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.

Imprimerie de Châtelaire

Sommaire du n° 165

- 1 Editio: Loi xénophobe
- 1 Billet: «priez pour nous!»
- 2 Démographie
- 2 Brésil: élections d'octobre
- 3 Mini-dossier:
Repères éthiques et
bibliques à propos des
droits des étrangers
- 4 GATT
- 4 Amazonie



Priez pour nous!

Veillée de prière pour le Rwanda, intentions de prières pour la Bosnie, appel à la prière pour les victimes de la famine... Les causes de solidarité ne manquent pas pour le croyant dans son dialogue avec Dieu. Mais surgit inévitablement la terrible question de l'incroyant dans laquelle nous nous enlisons également: «A quoi ça sert?» ou «Qu'est-ce que ça change?» Selon notre manière très rationnelle d'envisager les choses, la prière n'est rien à côté du moindre kilo de riz envoyé en Somalie, ou de la plus petite loi empêchant d'introduire des armes en Bosnie! La prière n'est pas cotée en bourse, et il est impossible de l'accumuler pour augmenter son illusoire efficacité telle que nous l'attendons le plus souvent.

Dis-moi comment tu pries, et je te dirai le visage de ton Dieu! Croire que de prier avec assiduité va finir par faire *craquer* ce Créateur sourd et impassible auquel je m'adresse, finit par donner à ma prière un goût de marchandise invendable que je ne tarderai pas à jeter. Dieu n'a pas besoin de ma prière pour entendre le cri des affamés, des torturés et de ceux que l'on massacre au Rwanda ou ailleurs! Mais les Rwandais et moi en avons besoin! Les intentions de prière résonnant semaine après semaine dans nos églises n'ont pas pour but de rappeler Dieu à son amour, mais elles créent en nous un espace de solidarité et de conversion nous permettant de ne pas étouffer sous le poids de notre impuissance. Ceux pour qui l'on prie ont besoin de le savoir, de ne pas se sentir seuls, car l'oubli est la pire forme d'oppression.

Cela dit, ne réduisons pas la prière à une soupe de sécurité qui suffirait seulement à nous donner bonne conscience. Prier pour la paix dans un pays lointain ne me dispense à aucun moment de pardonner et de tendre la main à "l'ennemi" que je côtoie. C'est ici que commence pour moi la paix au Rwanda, que mon impuissance devient puissante avec Dieu au point de transformer le monde. Dieu donne sans cesse et à profusion le pain dont nous avons besoin pour vivre, et la prière nous permet d'être accueilli à ce don. Bien plus, lorsqu'elle devient compassion, elle porte du fruit pour les autres en faisant éclater mon sentiment d'impuissance, même s'il m'est impossible de le mesurer. La prière a son efficacité propre à travers laquelle Dieu agit en dehors de nos catégories d'appréciation. Elle nous met en relation au-delà du temps et de l'espace avec tous ceux qui ont prié et qui prient pour notre humanité blessée. Jésus a prié pour ses amis et ses bourreaux, et cette prière continue aujourd'hui de me faire vivre et de m'ouvrir à l'agir de Dieu. Oui, la prière change beaucoup de choses! ■

Jean-Charles Roulin

Mini-dossier, p. 3
Mesures de contrainte:
repères bibliques

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 165 / Mensuel / Mai 1994

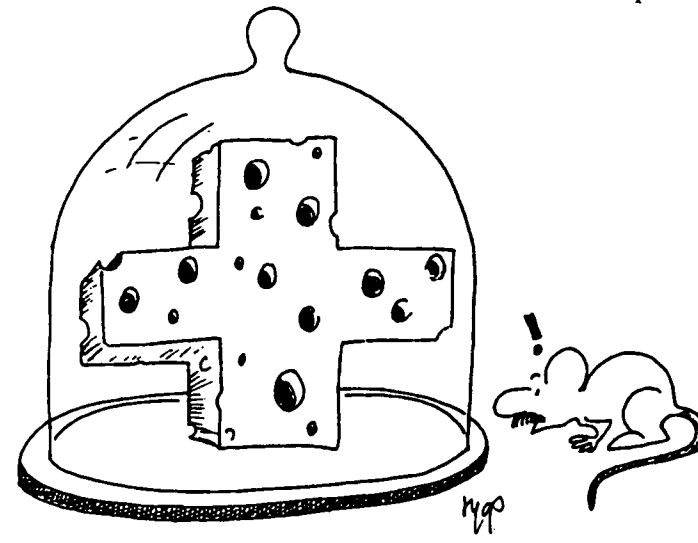
Mesures de contrainte Peut-on répondre à la xénophobie par une loi xénophobe?

Si les 50'000 signatures nécessaires au dépôt du referendum contre la loi sur les mesures de contrainte ne sont pas recueillies d'ici le 4 juillet, la loi entrera en vigueur à cette date. Ces mesures posent problème tant du point de vue des atteintes qu'elles portent aux droits de l'homme que de l'amalgame qu'elles font entre délinquants et requérants d'asile.

Si le Conseil fédéral a bien, à maintes reprises, rappelé l'adéquation des mesures de contrainte à la Convention sur les droits de l'homme, est-il concevable, à titre d'exemple, qu'une personne ou une famille, soit emprisonnée sur de simples «indices» pouvant laisser penser qu'elle risque de ne pas quitter la Suisse à la date donnée. On peut dès lors fort bien imaginer l'incarcération de tous les Albanais de la Kosove dont la demande d'asile a été refusée. En effet, ces derniers pour cause d'embargo ne peuvent être renvoyés en ex-Yougoslavie. On verrait ainsi des familles, dont le seul tort est d'avoir demandé protection en Suisse, être séparées: père et fils de plus de 15 ans d'un côté, mère et filles adolescentes de l'autre, enfants de moins de 15 ans aux soins de l'assistance publique. Or rappelons que, parmi ces familles, certaines risquent très gros en cas d'expulsion.

Plus grave: les mesures de contrainte ne s'attachent pas fondamentalement à lutter contre la délinquance née du trafic de stupéfiants mais vise bien davantage l'ensemble des requérants d'asile avec pour maxime: «requérant = délinquant». La loi a été adoptée sous la pression des milieux xénophobes zurichois qui avançaient le chiffre suivant: 25 % des individus arrêtés sur la scène de la drogue zurichoise seraient des requérants d'asile. Un chiffre certes impressionnant mais qui ne doit pas faire oublier ceux du DFJP: 2% seulement des requérants ont été condamnés pénalement. Le plus triste avec le vote parlementaire du 18 mars a été d'entériner au niveau de la législation le sentiment xénophobe diffus qui règne au sein d'une bonne partie de nos concitoyens. Répondre à la xénophobie par une loi xénophobe ne fera qu'accroître les tensions existantes. La crise que traverse la Suisse, crise économique, mais bien plus crise d'identité (qui sommes-nous au fond?) ne saurait être résolue en montrant l'étranger du doigt. ■

Sophie de Rivaz



Sur ce même sujet, voir notre mini-dossier et la formule du référendum annexée.

La terre est-elle vraiment surpeuplée?

C'est une question qui revient périodiquement à la une des journaux et tout particulièrement ces dernières semaines: lettre du pape à tous les chefs d'Etat, annonce de la position de la Suisse pour la conférence du Caire, dénonciation par des ONG féminines et par les oeuvres d'entraide suisses de certaines pratiques de contrôle forcé des naissances.

Les Nations Unies organisent une conférence mondiale sur la démographie, elle aura lieu au Caire en septembre; c'est donc une excellente occasion de s'informer et de réfléchir aux enjeux, sans se mettre d'emblée dans un camp ou dans l'autre. L'approche est si divergente que l'on arrive très vite aux invectives et/ou à la tentative de discréditer l'autre. Avant de se lancer dans l'analyse et la réflexion, il faut avoir à l'esprit deux ou trois "vérités incontournables".

Si la courbe de la démographie ne s'infléchit pas nous serons 8 milliards dans trente ans. Aujourd'hui 17% de la population mondiale consomme 80% des ressources de la terre. Dans les pays du Nord, le vieillissement des populations s'accélère - il n'y a croissance démographique que grâce aux enfants nés de femmes migrantes.

En octobre, le Brésil choisira son Président Exigences éthiques pour les élections

Déception, méfiance, désenchantement: tel est l'état d'esprit des Brésiliens en attente des élections générales d'octobre 1994. Les scandales financiers qui ont éclaté dans les milieux politiques et la destitution du Président Collor, en 1992, ainsi que l'inefficacité de son successeur, le vice-président Itamar Franco, à redresser la situation économique, ont créé un manque de confiance inquiétant chez les électeurs. Victimes d'une crise économique étroitement liée à des problèmes politiques, plus de 32 millions d'habitants vivent dans la misère. Cause majeure: la mauvaise répartition de la production agricole qui, paradoxalement, suffirait à nourrir l'ensemble de la population. C'est dans ce contexte de confusion politique et de dégradation sociale que certains milieux chrétiens appellent à un vote responsable, au travers d'un récent manifeste.

Devant l'incertitude de leurs compatriotes, des chrétiens engagés se sont réunis, à la veille de l'assemblée générale annuelle de l'épiscopat national, et ont rédigé un document où ils exhortent les Brésiliens à se rendre aux urnes, devoir premier de tout citoyen et de tout chrétien pour préserver la démocratie et changer la réalité sociale et économique actuelle.

Le message de ce manifeste met l'accent sur les dangers encourus en cas d'abstention massive qui favoriserait la nomination de politiciens corrompus, et sur l'information, unique

Dans la plupart des pays du Sud, la production alimentaire n'arrive pas à suivre l'accroissement de la population et la situation de dépendance empire. Dans certains pays du Sud les ressources en terre et en eau ne seront bientôt plus suffisantes pour subvenir aux besoins des populations locales. Tous les experts s'accordent pour affirmer qu'il n'y aura pas de développement durable et maîtrisé sans la participation des femmes; pour cela il faut permettre aux femmes d'accéder à la formation scolaire et professionnelle et leur faire place - de manière paritaire? - à tous les niveaux de planification et de décision. Cette participation des femmes n'est possible que si les droits de la femme sont reconnus comme partie intégrante des droits humains; si homme et femme s'engagent dans une pater/m-

moyen de réaliser un vote responsable, c'est-à-dire en parfaite connaissance des mécanismes de la politique et guéri des lieux communs qui voient la pauvreté comme un état de choses impossible à enrayer.

Pour cela, il est nécessaire de participer aux réunions de partis ou à des groupes de réflexion, au niveau des villages et des paroisses, de lire la presse alternative plutôt que de se fier aveuglément aux médias, qui sont souvent aux mains des politiciens.

Le contrôle direct aux urnes et aux scrutins assureront le



ternité responsable et qu'ils aient accès à une information sexuelle complète et aux méthodes/moyens de contraception.

Nécessité d'une approche globale

Une chose est certaine: les tentatives d'imposer - souvent de manière contraignante et violente - aux femmes du Sud une limitation des naissances simplement pour éviter au Nord de se réformer est intolérable. Par ailleurs,

bon fonctionnement des votations. Enfin le soutien, même après les élections, du candidat choisi, vient clore la longue liste des conseils à l'attention de la population.

Quel choix de société?

Le manifeste propose en outre des critères de discernement invitant à réfléchir sur les options de société présentées par les différents programmes des candidats: il décortique ainsi les propositions du courant «néo-libéral», celles du «capitalisme organisé» et celles du courant «démocratie populaire» tout en avertissant: «quiconque ne se familiarise pas avec ces trois grandes propositions ne pourra que voter à l'aveuglette». Le devoir du chrétien de prendre part activement à la vie politique et l'importance de maintenir l'éthique dans le milieu politique sont des préoccupations constantes de l'Eglise brésilienne, rappelle le manifeste. Si toutes les composantes de la société brésilienne sont conscientes de leurs responsabilités, la politique de ce pays aura quelques chances de rejoindre les aspirations populaires.

Nicole Kunz

Source: DIAL, N°1875. N.B. Les élections auront lieu à tous les niveaux: Présidence, Chambre des députés, Sénat, Gouvernements des Etats.

l'approche purement démographique n'est pas la bonne, les problèmes se posent - et trouveront une solution - de manière holistique en prenant en compte les questions de justice, de développement durable, de solidarité.

Sommes-nous certain(e)s que les ressources de la terre soient utilisées au mieux? Et que dire des ressources financières Le véritable scandale est-ce le nombre des enfants du Sud ou la pauvreté? Mais,

même en admettant qu'il y ait une parfaite répartition des ressources, la terre pourra-t-elle supporter 8 milliards d'habitants?

Les politiques, les experts, les ONG qui débattront au Caire au mois de septembre devront garder à l'esprit toutes ces données, même quand elles sont contradictoires. Mais cela ne nous dispense pas d'être co-responsables de la survie des générations à venir et de chercher, ensemble, quelles valeurs sont à préserver, quels choix, même douloureux, sont à faire pour que la terre soit vraiment notre demeure commune, dans laquelle chacun, qu'il soit du Nord ou du Sud, ait sa place et sa juste part des ressources disponibles.

Maryse Durrer

Pour en savoir plus

AN 2025, 8 milliards de visages, Dossier documentaire de Bernard Couturier, ORCADES, 1993. (Texte diffusé en Suisse par la DB, CP 81, 1000 Lausanne 9 / prix 15.-). Ce dossier fournit des données sur la démographie et quatre thèmes connexes: santé, alimentation, commerce et environnement. L'auteur esquisse également des alternatives pour un développement durable. Les informations de ce document serviront de base pour une expo sur le même thème. Nous en reparlerons.

Bientôt dix milliards... et alors?, Dossier préparé par la Communauté de travail (Swissaid, Helvetas, Action de Carême, Pain pour le prochain, Caritas), mai 1994. Des éléments d'analyse avec une présentation des positions et de l'action des oeuvres d'entraide.

L'explosion démographique: de cinq à dix milliards d'humains, Gabriel Marc, in "Le rêve de Compostelle", Editions du Cerf. Excellente analyse des enjeux actuels.

D.F.

En marge du référendum sur les mesures de contrainte Repères éthiques et bibliques

Dans notre précédent numéro vous pouviez lire une brève information sur les mesures de contrainte et la position des Eglises*. Notre commission a décidé à l'unanimité, après débat, de soutenir le référendum contre ces mesures. Quant au fond tout le monde partageait, dans ce débat, le point de vue du professeur de droit genevois, Andreas Auer: «il s'agit des mesures les plus discriminatoires et les plus dangereuses pour les droits de l'homme jamais votées en Suisse, sinon ailleurs». Mais nous étions divisés sur l'intérêt stratégique d'un référendum. Un argument l'a emporté finalement: face à une loi aussi inique et discriminatoire, il n'est pas possible de se taire, il n'est pas cohérent de se résigner en fonction de précautions tactiques (est-ce que les milieux xénophobes l'emporteront en cas de vote?). Nous avons un devoir moral de dire non, de le dire haut et fort, par le référendum et encore par d'autres moyens s'il le faut.

Ce mois-ci nous proposons simplement quelques repères éthiques et bibliques pour une réflexion sur les droits des étrangers. Nous faisons confiance à chacune, à chacun d'entre vous pour des actions à entreprendre contre ces mesures, qu'il s'agisse du référendum, ou encore d'autres moyens d'action à inventer.

Dominique Froidevaux

* Un document tiré à part reprenant ces éléments est disponible à notre secrétariat, tél.: 022 329 26 81

Respect inconditionnel de la dignité de tout être humain, image de Dieu

«Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa; mâle et femelle il les créa» (Gen 1,27). «Il n'y a plus ni Juif, ni Grec; il n'y a plus ni esclave, ni homme libre; il n'y a plus l'homme et la femme; car tous, vous n'êtes qu'un en Jésus-Christ» (Ga 3, 28).

Tous les êtres humains sont égaux devant Dieu. Tous ont la même dignité. Dieu est père et mère de toutes les femmes et de tous les hommes. Il établit la fraternité entre toutes et tous.

La liberté et les droits des étrangers doivent être garantis par les lois du peuple qui les accueille.

L'égalité de tous devant la loi est un principe éthique fondamental.

Dans l'Ancien Testament, les lois d'Israël protègent l'étranger car Dieu lui-même est leur protecteur (Dt 10, 18ss.). Le fondement de ces lois, c'est une expérience col-

lective à laquelle font sans cesse référence tous les prophètes et qui est au coeur des premières écritures. L'expérience d'un peuple qui avait émigré en Egypte pour échapper à la famine et s'est retrouvé soumis à l'esclavage. Un peuple qui a reconnu son Dieu à travers la libération de l'esclavage!

«Quand un étranger viendra s'installer chez vous, dans votre pays, vous ne l'exploiterez pas; cet étranger installé chez vous, vous le traiterez comme un indigène, comme l'un d'entre vous; tu l'aimeras comme toi-même; car vous-mêmes avez été des émigrés dans le pays d'Egypte. C'est moi, le Seigneur votre Dieu» (Lv 19, 33-34).

Dans le Nouveau Testament, la fidélité à Dieu est mesurée selon le comportement que l'on a vis-à-vis de l'étranger. C'est Jésus lui-même qui déclare «J'étais étranger et vous m'avez recueilli... Chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces plus petits, à moi non plus vous ne l'avez pas fait» (Mt 25, 35-45).

A cela s'ajoute l'exemple de Jésus dans ses comportements à l'égard des étrangers: la Cananéenne (Mt 15, 21-28), le Centurion romain (Mt 8, 5-13), le Samaritain, qui est au centre de la parabole de l'amour du prochain (Lc 10, 25ss.).

L'amour du prochain est sans limites

L'Ancien Testament connaît déjà le commandement de l'amour du prochain: «Tu aimeras ton prochain comme toi-même. C'est moi, le Seigneur» (Lv 19, 18). L'émigré qui s'installera en Israël devra être l'objet du même amour (Cf. Lv 19,33).

L'amour du prochain exigé par Jésus est sans limite. Il occupe la même place que l'amour de Dieu (Cf. Mt 22, 37-39). Le Christ signale par là l'ouverture messianique de Dieu envers tous les hommes. C'est pourquoi les premiers chrétiens mettaient leurs biens en commun (Ac 4, 32) et nommaient des diacres (Ac 6, 1) qui avaient

pour tâche de surveiller et de garantir que les étrangers étaient traités avec équité. L'amour du prochain n'est pas théorique; il est exigé concrètement dans l'accueil du prochain, indépendamment de son origine ethnique.

Ces repères sont inspirés de l'argumentaire biblique élaboré par les Eglises de suisse et communiqué sous le titre «Il n'existe qu'une seule humanité».

Les Eglises ont aussi publié plusieurs mémoranda à propos des réfugiés, de la xénophobie et du racisme.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu à la COTMEC: tél. 022 329 26 81.



Nous encourageons vivement à:

Donner une information brève et précise sur ces mesures de contrainte, dans toutes les réunions ou rassemblements auxquels vous participez.

Inviter chacun(e) à prendre conscience du défi posé par cette loi inique au regard de notre foi chrétienne.

Donner une information sur le référendum contre la loi sur les mesures de contrainte en mettant les formules de référendum (ci-jointes) à disposition de tous. C'est un des moyens de lutter contre cette loi inique. A Genève, l'Aumônerie genevoise oecuménique auprès des requérants d'asile (AGORA), CARITAS et la COTMEC ont

adhéré au comité référendaire.

Pour faire signer le référendum, attention au délai: jusqu'au 20 juin 1994!

Seuls les citoyens suisses peuvent apposer leurs noms et chaque formule ne doit comporter que des noms et adresses de personnes résidant dans une même commune.

Il est aussi possible de signer un manifeste invitant à la désobéissance civile face aux dérapages en matière de droits de l'homme que pourrait susciter cette loi. Le texte du manifeste, publié par le journal «Le Courrier» est disponible à notre secrétariat.

La Conscience chrétienne devant les lois: obéissance ou désaccord?

Conférence de Paul Valadier

Mardi 6 septembre, 20h.
au Centre St-Boniface
14, Av. du Mail, Genève
Réservez déjà la date!



La désobéissance civile de Paul Gröninger, les mesures de contrainte, la lutte contre le racisme, autant de questions qui se posent à notre conscience. Paul Valadier, jésuite et philosophe, nous propose de nombreuses pistes pour une réflexion éthique ouverte mais exigeante en la matière. Son dernier livre "Eloge de la conscience" (Seuil 1994) est un plaidoyer pour une attitude libre et responsable face à toute autorité.
Organisation: CUC, St-Boniface et COTMEC.

VOYAGE / PARTAGE

«Voyage / Partage, c'est toi, c'est moi, c'est nous...» Tel est le leitmotiv qui a présidé aux destinées de Voyage / Partage depuis sa naissance. Celle-ci se situe en novembre 1991. Elle est partie d'un constat: les congrégations missionnaires recevaient de plus en plus de demandes de jeunes voulant partir quelque temps dans le Tiers-Monde... des jeunes qui voulaient voir autre chose, faire plus qu'un simple voyage touristique, connaître la vie d'autres peuples, donner un petit coup de main, consacrer un temps de vacances à la rencontre et au partage, élargir leurs horizons... jusque là, les réponses étaient toujours négatives, car rien n'existait pour permettre ce genre de voyage. Un petit groupe s'est mis au travail rencontrant des jeunes, cherchant des lieux d'accueil... et Voyage/Partage est né. Deux fois par an, une «assemblée générale» se réunit, sans caissier, sans président... et ça marche. Ceux qui sont de retour racontent leur voyage, leurs rencontres, disent ce qu'ils en ont retiré. Ceux qui vont partir disent leurs attentes, leurs espoirs... et la communication passe. Les interrogations des uns et des autres nous ont poussés à organiser en fin avril de cette année un week-end de formation sur les relations interculturelles. Au fil des rencontres, un noyau de jeunes décidés à consacrer un peu de leur temps et de leur énergie à Voyage/Partage s'est constitué, prêt à donner un coup de main pour différentes activités. L'organisation reste souple, essayant de répondre au plus près à la demande des jeunes, tout en assurant une préparation sérieuse des voyages: dialogue, rencontres, discussion des motivations, recherche sur le terrain. Notre problème de toujours: les dossiers se bousculent (plus de 170 dossiers constitués à ce jour), et les «points de chute» ne sont pas faciles à trouver. On ne peut pas accueillir des jeunes sur le terrain sans un minimum de sécurité et de disponibilité en temps. Toutes les situations ne se prêtent pas à ce genre d'accueil. D'autre part, nous voulons éviter que Voyage/Partage devienne une entreprise touristique de grande envergure. La volonté de sauvegarder la qualité humaine de la rencontre et du partage nous impose de travailler à petite échelle, avec probablement la perspective permanente de ne jamais pouvoir répondre à toutes les demandes. L'organisation ne sera jamais totalement efficace... mais favoriser la rencontre, permettre qu'un regard change, qu'une vie s'ouvre à d'autres vies, font de Voyage/Partage une aventure qui en vaut la peine. ■

Jean-Marc Sierro

crer un peu de leur temps et de leur énergie à Voyage/Partage s'est constitué, prêt à donner un coup de main pour différentes activités. L'organisation reste souple, essayant de répondre au plus près à la demande des jeunes, tout en assurant une préparation sérieuse des voyages: dialogue, rencontres, discussion des motivations, recherche sur le terrain. Notre problème de toujours: les dossiers se bousculent (plus de 170 dossiers constitués à ce jour), et les «points de chute» ne sont pas faciles à trouver. On ne peut pas accueillir des jeunes sur le terrain sans un minimum de sécurité et de disponibilité en temps. Toutes les situations ne se prêtent pas à ce genre d'accueil. D'autre part, nous voulons éviter que Voyage/Partage devienne une entreprise touristique de grande envergure. La volonté de sauvegarder la qualité humaine de la rencontre et du partage nous impose de travailler à petite échelle, avec probablement la perspective permanente de ne jamais pouvoir répondre à toutes les demandes. L'organisation ne sera jamais totalement efficace... mais favoriser la rencontre, permettre qu'un regard change, qu'une vie s'ouvre à d'autres vies, font de Voyage/Partage une aventure qui en vaut la peine. ■

Au Rwanda: signe d'espoir dans la ténèbre: La revue DIALOGUE reprend vie

ration chrétienne qui a présidé à la fondation de la revue. Ces dernières années, Dialogue a pris courageusement position en faveur de la démocratie multipartite et de la défense des droits de l'homme. Ces interventions n'ont pas eu l'heur de plaire aux seigneurs de la guerre qui ont conduit le pays à sa ruine.

M. François Funga, directeur de la revue fut une des premières victimes, assassiné dès

les premiers jours qui ont marqué le débordement de la violence, en avril dernier. Tué aussi M. Bahigiki, trésorier qui, en son temps, exerça la charge de secrétaire du gouvernement. Quant à l'imprimerie, elle fut saccagée et pillée.

Quatre membres du comité de rédaction, repliés pour l'instant en Belgique ont décidé de relancer la publication à partir de

Bruxelles. Dans l'espoir de renouer avec des intellectuels respectés des tueries qui pourraient établir les bases d'une troisième force, entre les partisans de l'ancien gouvernement et les adhérents du FPR. La revue pourrait être distribuée dans les camps de réfugiés, situés à l'extérieur du pays et même au Rwanda si les conditions s'amélioraient. Cette initiative courageuse nécessite pour l'instant une aide financière. La COTMEC peut servir de relais pour encourager cette oeuvre qui situe résolument son objectif au niveau de la reconstruction du Rwanda. Souhaitons aussi à nos amis que cet exil belge ne s'éternise pas et que DIALOGUE puisse retrouver sa terre natale dès le retour des beaux jours. ■

Guy Musy

G.M. a remplacé quelques années l'Abbé Massion, fondateur de DIALOGUE, au poste de secrétaire de rédaction. Pour d'éventuels soutiens financiers: verser au CCP 12-21 551-1, Cotmec / Genève, avec la mention "Revue DIALOGUE".

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

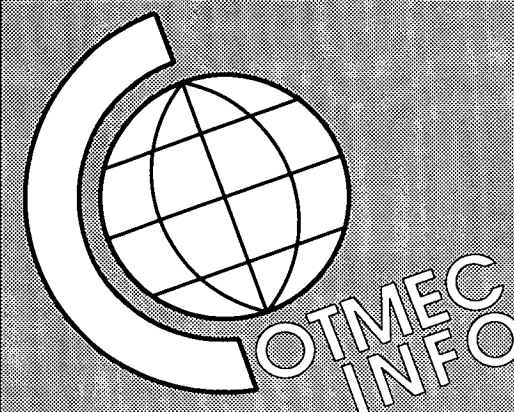


Commission Tiers Monde
l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, J. Kahamaille,
N. Kunz, L. Argiroffo, J.-M.
Sierro, Guy Musy,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie REPROFFSET

Sommaire du n° 166

- 1 Editio: Cherche chrétien
- 1 Billet: Les femmes parlent
- 2 Chiapas: nouvelles menaces
- 2 Nestlé: quelle éthique
- 3 Mini-dossier:
Misères ordinaires des
Philippines à Genève
- 4 Dialogue au Rwanda
- 4 Voyage / partage
- 4 Tourisme



Mini-dossier, p. 3
Migrants des
Philippines à Genève

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 166 / Mensuel / Juin 1994

Cherche chrétien désespérément!

Lu dans "Fémina" (n° 23 / juin 94), hebdomadaire romand qui traîne à côté des programmes-TV sur les tables de nos foyers: «... La guerre civile sans merci au Rwanda met en danger la population des gorilles de montagne.» Cri d'alarme pour une espèce menacée qui «pourrait donner des leçons à l'espèce humaine»! Au carrefour de discussions mondaines, j'ai entendu comme un leitmotiv: «ceci n'arriverait pas dans un pays civilisé»! Plus sérieusement enfin, des chrétiens se demandent comment un peuple christianisé depuis plus d'un siècle peut en arriver là? Des inepties révoltantes d'un écologisme primaire aux vraies interrogations de chrétiens déroutés, on retrouve malheureusement le même réflexe d'hommes jugeant d'autres hommes. Tous ces propos trahissent ce sentiment plus moins avoué qu'on ne peut reconnaître dans les auteurs de ces massacres des membres à part entière de notre famille humaine. De la part d'un écologiste éthiquement dérangé cela ne nous surprend pas, il en va tout autrement pour le chrétien qui cherche à comprendre, à faire quelque chose de cette pitié encombrante léguée par sa bonne conscience.

Que cela me plaise ou non, les Rwandais sont mes frères, et ce qu'ils vivent en ce moment me renvoie à toute l'épaisseur de ma nature humaine capable du pire comme du plus sublime. Si angoissante que soit cette constatation, elle n'en demeure pas moins la condition *sine qua non* de la conversion que me propose le Christ. Jésus n'est pas venu tronquer notre humanité, mais l'habiter pour y ouvrir des chemins d'espérance. C'est dans la prise de conscience de toutes les limites de ma nature humaine que peut se déployer l'adhésion au salut que me propose Jésus-Christ.

Non, le christianisme n'est pas une assurance tout-risque, et il serait fallacieux de croire que nos siècles de "civilisation chrétienne" soient garant de notre très relative sagesse actuelle. L'histoire de l'Eglise le montre abondamment, et nous oublions un peu vite, malgré les commémorations, ce dont ont été capables les chrétiens en cette première moitié de siècle, ainsi que ceux plus proches de nous en Bosnie. Et puis, qu'a-t-il de chrétien ce sentiment de dégoût et de rejet face à un peuple que je juge barbare? Au coeur de la tempête, le témoignage télévisé d'une religieuse rwandaise a rappelé l'homme que j'essayais d'être à sa vraie dimension: à la journaliste qui lui demandait si elle avait peur et pourquoi elle restait là, cette femme a répondu avec le sourire que la peur la tenaillait, mais que sa place est auprès de ceux qui ont besoin d'elle. Un tel degré d'humanité me pousse à ne pas désespérer d'être un jour chrétien! ■

Jean-Charles Roulin

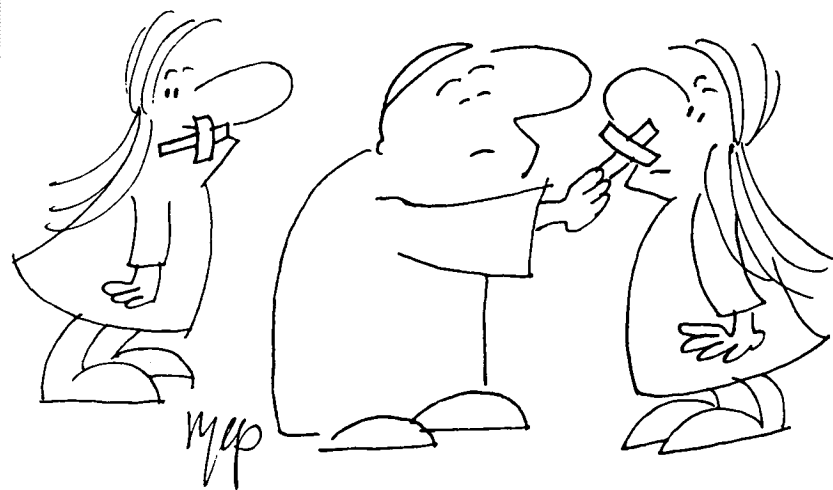
Interdites de prêcher... les femmes parlent

Nous ne pourrions pas être prêtres, tout au moins à vues humaines, il nous faut bien en prendre acte. Certaines se révoltent, quittent l'Eglise, d'autres ne voient pas le problème, d'autres encore n'imaginent pas que les femmes puissent avoir une autre place dans la communauté... mais ce qui est certain c'est que la plupart des femmes sont blessées.

Et pourtant, nombreuses sont celles qui se savent Eglise et qui continuent à oeuvrer dans la catéchèse, dans les services, dans les conseils de communauté... partout où la nécessité se fait sentir. Et elles parlent, même là où on ne les attend pas. Au Synode africain, elles étaient une poignée de femmes invitées comme auditrices et deux d'entre elles ont pu s'adresser à l'Assemblée. Elles ont démontré avec pertinence que rien de ce qui concerne l'Eglise ne leur est étranger. Jeanne Diokh, du Sénégal, a fait une communication fort bien accueillie sur la vie et la formation des prêtres. Que dit-elle? «Les signes que Dieu nous donne, il les donne dans une culture, dans une histoire. Il continue aujourd'hui à les donner même s'ils sont différents de ceux que nous décrivons les Evangiles... Pour inculturer la vie religieuse, il faut retourner aux sources de la tradition. On peut mener une vie sacerdotale et rester l'homme de son peuple par une recherche approfondie des rites, en restant purement authentique et en aidant les autres à vivre les valeurs et richesses de l'Afrique... Certains prêtres se sentent aliénés par rapport à leur propre culture... Le Serviteur, c'est celui qui aide chacun à mettre tous ses moyens spirituels et humains au service d'une mission commune.»

Il y aurait encore bien des citations à reprendre; mais ce qui figure ci-dessus suffit à démontrer que, malgré la lettre de Saint-Paul (1 Cor. 14, 34), Jeanne et ses soeurs ne se taisent pas dans l'Assemblée. ■

Maryse Durrer



□ Synode Africain: suites

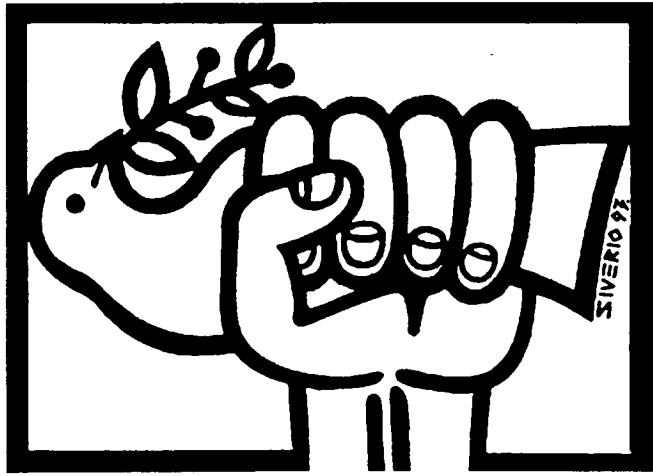
Le document diffusé en collaboration avec Pax Christi a fait l'objet de nombreuses demandes supplémentaires qui témoignent de l'intérêt porté à cet événement. Si vous souhaitez avoir des renseignements complémentaires, nous tenons à votre disposition une documentation détaillée, notamment sur les prises de parole des femmes qui ne nous étaient malheureusement pas parvenues avant le délai d'impression de ce document spécial.

□ Monseigneur Romélus candidat au Nobel de la Paix

Ne tardez pas à envoyer un simple message de soutien en vous inspirant du supplément annexé à ce numéro. Cela peut servir la cause de la justice en Haïti.

Chiapas Nouvelles menaces contre les défenseurs des Indiens

Alors que les médias se désintéressent du Chiapas, de nouveaux appels urgents nous parviennent. C'est par la diffamation que l'on tente maintenant de discréditer Mgr Samuel Ruiz, certains Jésuites et des ONG engagées dans la défense des droits de l'homme. Et les tensions ne font que s'accroître sur le terrain avec l'envoi de nouveaux miliciens.



Dessin extrait de «POR LA VIDA»

Faisant l'objet de critiques au sein de l'Eglise pour ses options pastorales, accusé d'avoir créé et financé le mouvement révolutionnaire de l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) et menacé de mort par les riches propriétaires terriens, Don Samuel Ruiz a clarifié à plusieurs reprises ses positions: son combat est non-violent et il est dirigé contre toute forme d'injustice, contre les violations des droits humains dont sont victimes les populations indiennes du Chiapas et les conditions de vie qui les enferment dans la misère (voir Cotmec-info Nos 160, 161 et 163). Choisi comme médiateur lors des négociations entre les zapatistes et le gouvernement à la Cathédrale de San Cristobal, en février dernier, il a contribué de manière remarquable au dialogue entre le chef de l'EZLN Marcos et le représentant gouvernemental Manuel Comacho Solis.

Il n'est plus seul sous les feux de la diffamation depuis que le journal "Summa" accuse le père Jésuite Geronimo Hernandez Lopez d'être le sous-commandant Marcos de l'EZLN. Attaque manifestement erronée, mais qui a contribué à augmenter les craintes de l'Eglise mexicaine au sujet de sa sécurité. Des organismes actifs dans la défense des droits humains subsistent également de graves accusations, notamment celle de parti pris pour la révolutionnaires et de recyclage d'argent sale. Elles font aussi l'objet de

perquisitions abusives de la part des forces de l'ordre. Il apparaît de façon évidente que la manipulation, par le biais de la presse, d'une population meurtrie par les récents affrontements risque d'entraîner un mécontentement qui met en péril les négociations de paix. Déçu, l'EZLN refuse en effet de reprendre les négociations et, en accueillant le leader de l'opposition Cardenas, adopte une position mal définie dans la campagne électorale. Campagne qui par ailleurs avait été déjà ébranlée lors de l'assassinat de Colusio, candidat du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), unique parti au pouvoir depuis 65 ans). Profitant du malaise général, le gouvernement a placé dans la région une milice de plus en plus importante (près de 20'000 hommes) qui devrait servir, en principe, au maintien de la paix.

Tensions et occupation militaire du territoire: les outils de la guerre sont déjà en place et inquiètent le Centre des droits de l'homme du Chiapas (CDH) et les organisations d'aide humanitaire qui s'attendent à tout moment à une reprise des hostilités. Le CDH lance un appel pour solliciter la venue d'observateurs étrangers, ce qui constituerait pour le Chiapas une garantie pour que la situation ne se dégrade pas. ■

Nicole Kunz

Nestlé: Bonne santé, mais... Quelle place pour l'éthique?

Dans son bulletin d'information daté de mai, CANES, l'association regroupant les actionnaires critiques de Nestlé, publie les résultats de l'exercice 1993 de la multinationale. Un condensé de quatre pages à l'intention, avant tout, des actionnaires de Nestlé à la veille de leur assemblée. Lecture concentrée du rapport annuel, cette publication offre les éléments-clés qui éclairent l'opinion sur l'évolution de Nestlé. Elle permet de s'interroger sur les implications de la politique de développement du groupe.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 5,5%, au cours de l'année 1993, et plusieurs opérations de vente et d'achat ont été effectuées. Les fonds engagés s'équilibrent. Cela signifie que, à quelques différences près, les sommes gagnées dans la vente des sociétés ont servi à en racheter d'autres. La capitalisation boursière est en nette progression (16% de plus que l'année précédente).

□ Nestlé peut-elle encore être considérée comme une entreprise multinationale de production des biens alimentaires? celle-ci en effet prend de plus en plus la forme d'une société financière qui coiffe un conglomerat de sociétés. CANES s'inquiète: le groupe recherche à tout prix la croissance quantitative sans tenir compte des risques que cela impliquent pour l'avenir. Pourquoi la structure de l'actionariat n'est-elle toujours pas publiée? demande l'association.

□ Les produits laitiers et diététiques, les plats cuisinés et les boissons représentent encore 80% du chiffre d'affaires. Cependant Nestlé privilégie les produits culinaires plus sophistiqués (donc plus chers et moins écologiques) au détriment des produits de première nécessité, s'adressant aux couches les plus défavorisées. Par ailleurs le montant par trop élevé (35% du chiffre d'affaires) consacré à la publicité et à la promotion, suscite des questions. Existe-t-il des règles éthiques qui accompagnent les campagnes publicitaires? Quelle place le code de conduite de l'OMS sur l'alimentation infantile a-t-il dans ces démarches?

□ Nestlé poursuit son implantation en Asie, (sur 7 nouvelles unités créées en 1993, 6 l'ont été en Asie). En Chine, chaque année s'ouvre une nouvelle usine de Nestlé. Parallèlement, les données

démontrent bien que la part réservée à l'achat des matières premières, les charges salariales et sociales ainsi que celles d'exploitation continuent à baisser. Quelle est la politique des prix à l'achat des matières premières? Favorise-t-elle les petits producteurs? Existe-t-il des clauses ayant trait aux conditions sociales dans les différents contrats? (Le respect des droits de l'homme par exemple?)

Nestlé a signé la charte des entreprises pour le développement durable. pourquoi ne publie-t-il donc aucun rapport environnemental? Aucun bilan social? Les efforts qui ont été réalisés dans le traitement des emballages sont appréciés. Mais il faudrait faire plus, l'usage du CFC devrait être complètement abandonné.

□ 1,1% seulement du chiffre d'affaires est consacré à la recherche et au développement. CANES s'interroge sur l'importance accordée à l'innovation dans le groupe. Se préoccupe-t-il du développement de l'agriculture écologique, de la bioculture? Lors de la récente assemblée des actionnaires, l'apport de CANES a été apprécié. Le groupe orientera-t-il pour autant sa politique en tenant compte des questions et remarques formulées par l'association? Affaire à suivre. ■

Justin Kahamaile

Pour en savoir plus:
- Documentation sur CANES disponible à la COTMEC
- S'adresser à CANES
C.P. 20 CH-1261 TRELEX,
Tél : 022 369 15 40
Fax: 022 369 32 42

Livres sur Haïti

□ «JISTIS, murs peints d'Haïti»

Editions alternatives, Paris '94
Un livre magnifique réalisé par l'ethnologue Mireille Nicolas sur les peintures murales en Haïti, au cours de la trop brève aventure démocratique. «Et voici qu'un peuple anonyme, en milliers de figures réalistes ou symboliques dit son bonheur et ses espoirs». Un témoignage photographique d'autant plus précieux que toutes ces œuvres ont été barbouillées par les militaires dans leur rage meurtrière et destructrice à l'encontre de toute forme d'expression libre. Harcelez votre libraire pour obtenir ce livre ou adressez-vous à notre secrétariat.

□ «Alerte Balance, rescapée d'un assassinat ténioigne»

Un cas ordinaire de répression et de torture en Haïti, témoignage photographique. Diffusé en Suisse par le CHRD, CP 125, 1211 GE 12. ■ D.F.

Enquête

En février dernier Lucia* et Corazon*, deux jeunes femmes des Philippines, se jetaient du deuxième étage d'un immeuble genevois pour échapper à une descente de police. Elle fêtaient un anniversaire en compagnie de compatriotes quand une patrouille, intriguée par des allées et venues autour du lieu de la fête, a fait irruption. Pourquoi un tel acte? Toutes deux vivaient clandestinement à Genève. Elles avaient perdu leur droit à une carte de légitimation en quittant leurs employeurs, respectivement un fonctionnaire international et une diplomate qui leur offraient des salaires de misère tout en exigeant une présence quasi-permanente.

Lucia et Corazon vivaient au noir la peur au ventre. Après leur défenestration, gravement blessées, elles n'ont pas échappé à la police. Leur cas a été pris en charge par le Syndicat sans Frontières (SsF). Lucia a pu obtenir des dédommagements financiers pour des arriérés de salaire. Corazon voit son dossier toujours en souffrance car la diplomate qui l'employait se réfugie derrière son immunité diplomatique. Leur sursis ne durera pas longtemps, sitôt la procédure entamée par le SsF et leur convalescence terminées, elles devront quitter la Suisse si elles ne retrouvent pas une place de domestique dans les milieux internationaux. La politique suisse d'immigration leur interdit toute autre forme d'emploi, vu leur "faible niveau de compétence": elle font partie du troisième cercle, celui des ressortissants des pays du Sud qui n'ont droit à aucun permis de travail.

Scandale dans la Genève internationale

Un simple fait divers qui fait pourtant entrevoir un bout de la misère ordinaire de personnes vivant à Genève, dans une zone d'extrême précarité. Enquête faite, le phénomène n'est pas du tout anodin. La situation du personnel de maison - surtout des femmes - employé par certains fonctionnaires internationaux et diplomates à Genève a déjà été dénoncée par le Syndicat sans Frontières qui tente de défendre les droits de ces travailleurs mais se heurte trop souvent à l'immunité diplomatique protégeant les représentants de ces milieux.

Même les employés qui bénéficient du contrat-type des travailleurs de l'économie domestique du canton (1200 francs, nourris, logés) connaissent des difficultés par rapport au coût de la vie à Genève. Mais beaucoup n'ont pas ce privilège! Les conditions de nombre d'entre eux ont été dénoncées comme de nouvelles formes d'esclavage et de servitude par le Centre Europe Tiers-Monde (CETIM) à la Commission des droits de l'homme: des salaires de 120 à 400 francs par mois pour 16 à 18 heures par jours de travail, sept jours sur sept, des cas de réclusion ou de harcèlement sexuel... pour des personnes qui sont notamment employées par des diplomates siégeant dans les diverses instances chargées de veiller au respect de la Convention des droits de l'homme!

Condamné(e)s à la clandestinité

Ces travailleurs sont Péruviens, Pakistanais, Bangladeshis, ressortissants de divers pays Africains, Philippines, etc. Tant qu'ils travaillent pour le milieu international, ils bénéficient d'une carte de légitimation. Mais beaucoup fuient les conditions imposées dans ce cadre et entrent dans la clandestinité. Le cas des Philippines résidant à Genève est particulièrement significatif: sur les 995 qui vivent officiellement à Genève, 706 sont au bénéfice d'une carte de légitimation leur permettant de travailler dans le milieu international (selon l'Office cantonal de la population). Mais on estime qu'ils sont plusieurs milliers à vivre dans la clandestinité, à Genève et dans la région. Tous ne viennent d'ailleurs pas par le biais des milieux internationaux: certains utilisent les services de "passeurs". D'autres encore ont accepté de figurer sur le catalogue d'agences douteuses: «femme gentille, soumise, travaillant à la maison»... On touche là une information sensible qui n'est pourtant pas inconnue des autorités: celles-ci expulsent de temps à autre des Philippines surpris en situation illégale.

A l'autre bout de la chaîne

A l'autre bout de la chaîne, les motifs de l'émigration nous renvoient à toute la problématique du maldéveloppement: Loyda* était infirmière, Ruben* était en-

Philippines à Genève

Misères ordinaires dans la cité des droits de l'homme



La situation des migrantes des Philippines vue par un caricaturiste de ce pays. (Dessin paru dans la revue "Courtesy")

seignant. Ils ont tous deux perdu leurs postes en raison des mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale touchant en priorité les dépenses dites "non-productives" de l'Etat. Quels que soient les besoins en matière de santé ou d'éducation aux Philippines ils n'avaient plus aucun salaire pour exercer leur profession là-bas. Marina*, de son côté, a perdu son emploi chez MATEL qui a décidé de réduire la production des poupées Barbie aux Philippines, trouvant de meilleures conditions d'exploitation de la main d'oeuvre à Taiwan ou en Thaïlande. Ruben, Loyda ou Marina ont trouvé à Genève un emploi au noir comme chauffeur, baby-sitter ou femme de ménage, en espérant ramener assez d'argent au pays pour faire vivre leur famille ou ouvrir un petit commerce. Marina, en venant dans la cité des droits de l'homme, ne s'attendait pas à une telle galère: elle ne voit pas la fin d'un travail qui lui ramène trois fois rien. Elle a dû emprunter à une compatriote pour payer le passeur qui l'a fait entrer en Suisse et ne sait pas encore comment elle va rembourser, dans les conditions actuelles.

Solidarités à inventer

Terrés par crainte d'être repérés ou dénoncés, les clandestins vivent donc encore une autre sorte de confinement: ils ont souvent à peine les moyens de survivre ici, surtout s'ils souhaitent envoyer quelqu'argent chez eux. Ils sortent peu, se rencontrent peu. Parfois dans des groupes informels, par exemple pour pratiquer le Mahijang, jeu de ha-

sard traditionnel aux Philippines, et pour déguster la nourriture du pays. Catholiques dans leur majorité, certains participent à des célébrations religieuses, parfois avec un prêtre philippin venu de Rome. Mais les prêtres qu'ils rencontrent s'occupent de liturgie, pas de leurs problèmes quotidiens. Les Philippines en situation légale ne souhaitent par ailleurs pas toujours frayer avec eux. Certains souhaiteraient toutefois plus de solidarité: pouvoir créer des lieux ouverts à tous les migrants philippins, quel que soit leur statut, pouvoir améliorer leurs droits et leurs conditions de vie. Des réseaux d'entraide, des groupes de femmes se forment. Et une association vient de se créer prenant le nom d'UGNAYAN, ce qui signifie «relier les gens entre eux». Une de ses premières activités: elle a invité Maître Garbade, conseiller juridique du Syndicat sans Frontières, pour une information sur les droits des aides domestiques à Genève. Une initiative à encourager. ■

Dominique Froidevaux

□ "Droits des employés domestiques à Genève", rencontre avec Jean-Pierre Garbade, conseiller juridique de SsF, 26 juin 1994, 14-16h. au COE. Org.: UGNAYAN. Renseignements: Jane Corpuz-Brock, tél. 794 14 20. □ Le SsF a publié une brochure sur les conditions de travail dans le milieu diplomatique à Genève et les actions possibles pour un changement: "Etat d'un Scandale", disponible à l'adresse suivante: SsF, c/o SLP, Terreaux-du Temple, 6 1201 Genève.

* Les noms indiqués dans cet article sont des noms d'emprunt.

à vos agendas

■ G.T.M., Je t'aime.

Genève Tiers-Monde nous invite à souffler dix bougies du 14 au 16, octobre, à la salle communale de Chêne-Bougeries, à Genève. Cet organisme fête son appui à 160 projets nés d'initiatives locales, pouvant s'auto-financer à moyen terme et susciter à leur tour d'autres projets. Il présente à l'occasion de son anniversaire trois projets pour trois pays de trois continents (Les Philippines, le Pérou et le Bénin) autour d'un même thème: la santé.

■ Rendez-vous missionnaires

► Planète-Mission: rencontre, réflexion, prière. 11-13 novembre à Lourdes
► Le laïc missionnaire en Suisse romande propose aussi une campagne "Vers la source de Vie" pour le dimanche de la mission: 23 octobre. Originalité, pour la première fois il nous présente une approche théologique venant directement du Sud: la théologie du palmier, des îles du Pacifique.
Contact: Marcel Bitz, Tél.: 025 71 87 94 Ou Denise Burkardt tél. 022 752 19 74

■ Marche de l'espoir

9 octobre de 11-17h00 à Genève Organisée par Terre des Hommes, cette course invite à parcourir financièrement des enfants d'ici qui courent en solidarité avec les enfants handicapés du Népal et des jeunes défavorisés des Philippines. Rens.: 736 36 36

■ La tolérance ou la liberté

Colloque du 21 au 20 octobre, à Genève. Org.: Cercle Condorcet. Rens.: 022 796 72 11

L'amour au coeur de la guerre

Une psychologue serbe, un militant des droits de l'homme rwandais, un activiste non-violent israélien, une journaliste algérienne, une religieuse irlandaise... De l'horreur de la guerre, de la haine, ils en ont été les témoins jusqu'à l'écoeurement ces participants au "séminaire international de formation intensive à la communication non-violente" qui a eu lieu cet été au centre du Louverrain (canton de Neuchâtel). Une quarantaine de participants qui provenaient d'une douzaine de pays ont suivi cette formation de formateurs. Malgré cette grande diversité de nationalités, je n'ai jamais senti avec autant d'évidence et de profondeur l'unité du genre humain. Il est vrai que tous ensemble nous avons beaucoup pleuré et beaucoup ri. Psychologue de formation, assisté par une équipe internationale, Marshall Rosenberg, ancien colla-

borateur de Carl Rogers, a forgé une méthode de "communication compatissante" originale. Elle est basée sur l'expression authentique de ses sentiments et besoins d'une manière telle qu'elle a de fortes chances d'éviter de se voir opposer une réponse défensive ou agressive. Cette méthode liée à une écoute empathique d'autrui est utilisable dans toutes sortes de situations, en particulier lors des négociations, médiations, processus de deuil et de réconciliation. Cependant on ne ressort pas indemne de son utilisation intensive. Elle implique un changement en profondeur des attitudes du praticien. Ce changement favorise, dans la liberté, l'ouverture des autres parties. Gratifiant par les joies qu'il procure, le parcours n'est pas facile. Il exige une sorte de conversion permanente. Devant tant d'urgence et de besoins, le prix à payer passe par là. ■

Les bons côtés de la COTE

Agée de presque huit ans, la COTE (Communauté oecuménique de travail Eglise et environnement) propose, sur une base théologique, des actions concrètes contre l'agonie de notre planète. En Suisse romande la COTE est encore mal connue. Portrait d'une association qui place Eglise et écologie... côte à côte.

La COTE, née chez nos compatriotes alémaniques, regroupe aus-

si bien des membres individuels que des membres collectifs. Elle repose sur un large support ecclésial, oecuménique, et travaille au plan suisse. S'inspirant de la Bible, la COTE invite l'être humain à se reconnaître création de Dieu, au même titre que la nature, confiée à l'homme. Or l'homme a largement outrepassé son rôle de protecteur de la nature pour en devenir l'exploiteur, la sangsue. La COTE tient donc avant tout à revaloriser la nature en la replaçant, face à l'humain, dans un contexte théologique.

Consciente de l'urgence écologique, la COTE se montre soucieuse d'ébranler les imposantes structures décisionnelles. Elle monte sur la scène politique en mettant en lumière des réflexions éthiques visant à motiver le débat public en matière d'environnement. En publiant des mémoires ou appels (concernant l'énergie et l'atmosphère, par exemple), elle contribue à sensibiliser l'opinion publique.

Mais la COTE tient aussi à éveiller la conscience de chacun, les chrétiens en particulier. Elle incite cette année, pour la seconde fois, les paroisses à instaurer un temps pour la création. A cet effet, elle propose une période précise (de septembre à fin octobre) et un thème: l'homme et l'animal. Dans ce but elle fournit un matériel d'animations liturgiques mais aussi des pistes d'actions pour la sauvegarde de la nature. ■

Marie Pasquier

La COTMEC peut fournir du matériel d'information à toute personne ou paroisse intéressée.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 12.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

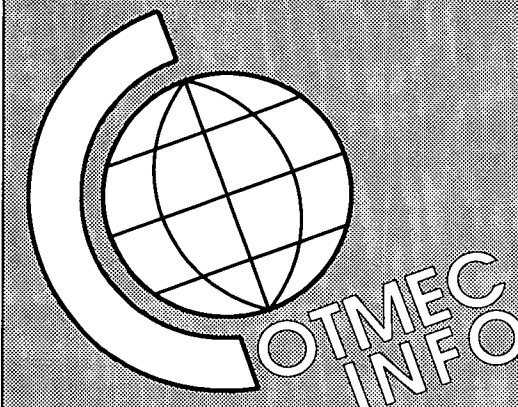
Ont collaboré à ce numéro:

M. Pasquier, M. Bavarel,
O. Coquoz, M. Floquet,
G. Musy, R. Pasquier,
J.-D. Renaud, D. Froidevaux.

Imprimerie REPROFFSET

Sommaire du n° 167

- 1 Editio: Haïti
- 1 Billet: Rwanda, racisme
- 2 Le magistère et la démographie
- 2 La Fraternité du Serviteur souffrant (de Frédy Kunz)
- 3 Mini-dossier: hommage à Jean-Marie Vincent
- 4 Divers



«Il n'y a plus de diables en enfer, ils sont tous au Rwanda»

En grand caractère sur sa couverture, un magazine chrétien, prêchant la solidarité internationale, affiche ce slogan attribué à un missionnaire anonyme, comme il se doit. La revue est exposée au présentoir d'une église de la campagne genevoise. Mon sang ne fait qu'un tour. A quelques jours d'une votation proposant de sévir contre les auteurs des discours, d'écrits ou des gestes de nature racistes voici un propos éminemment dangereux qui littéralement «diabolise» toute une nation. Rousseau nous avait habitué, à respecter les "bons sauvages", mais le Rwanda ne compterait que des sauvages tout simplement, débris d'humanité, qui ne méritent même pas la pitié que les humains vouent aux bébés phoques et aux petits chiens abandonnés. J'ai connu un diplomate helvétique partisan d'une étrange politique tiers-mondiste qu'il servait à ses invités entre la poire et le fromage. Il était partisan de la doctrine «L.L.C.», en matière de relations nord-sud: «Laisser-les crever...» notre homme aurait sans doute abondé dans le sens du titre du magazine.

Loin de moi de jouer au naïf et d'ignorer les débordements des massacres, à coup sûr irrationnels, dont furent victimes au Rwanda des centaines des milliers d'innocents, victimes des préjugés racistes. Les images d'horreur, diffusées par les médias ont dépassé les bornes de l'insoutenable. J'en conviens. Est-ce une raison pour globaliser dans un discours unilatéral l'ensemble d'un peuple et le vouer aux gémonies? Les horreurs commises par les nazis nous autorisent-elles à développer un racisme anti-germanique? Au fur et à mesure que l'information se fait jour, il nous revient du Rwanda des récits qui attestent le courage des nombreuses personnes qui ont résisté au prix de leurs vies à la folie destructrice. Elles témoignent au milieu de l'horreur que l'humanité n'a pas perdu ses droits. Bonhoeffer, pasteur et résistant anti-nazi, n'excuse pas Hitler, mais honore le peuple allemand, des témoins d'humanité se lèvent aussi au Rwanda et rendent justice à ce pays.

Pour Jésus la frontière du bien et du mal n'est pas brossée sur une muraille et ne délimite pas des zones géographiques. Elle passe à travers le coeur de chaque homme, capable, comme vous et moi, du meilleur et du pire.

Guy Musy

Mini-dossier, p. 3
Hommage à
Jean-Marie Vincent

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 167 / Mensuel / septembre 1994

Haïti, jusqu'à quand?

«Une parole de Dieu qui ne vise pas le péché concret de la société dans laquelle elle est annoncée, quel Evangile cela peut-il bien être?» proclamait Mgr Romero du Salvador deux ans avant d'être assassiné en pleine messe. En Haïti, seul parmi les évêques, Mgr Romélus a repris le flambeau de son confrère martyr en dénonçant avec force la réalité arbitraire et meurtrière du retour de la dictature dans son pays. Romero n'est semble-t-il pas en "odeur de sainteté" à Rome et Romélus, n'y est guère écouté. Un diplomate établi à Port-au-Prince rappelait encore récemment que Haïti n'aurait pas eu à subir ces trois années de cauchemar - avec promesses de prolongations - si le Vatican et la Conférence épiscopale d'Haïti avaient, dès les premiers jours du putsch, dénié toute autorité morale à ceux qui en étaient les auteurs. C'est le contraire qui s'est passé. Depuis trois ans, au-delà des pesants silences des autorités de l'Eglise catholique, on ne compte plus les actes posés par celles-ci qui ont pu être récupérés par les putschistes comme autant de signes de reconnaissance morale: nomination du nonce, bénédictions des armées, déclarations de la Conférence épiscopale épousant de près les vues des putschistes...

Par de tels comportements, les mots de justice et de paix, ont été vidés de leur substance dans la bouche de ces autorités-là. Maintenant que, sous tutelle nord-américaine - avec toutes les incertitudes que cela laisse présager - de fragiles espoirs d'un retour à la démocratie s'esquissent, il est plus important que jamais que la vérité sur les injustices commises soit dite par une autorité crédible. Il faut qu'un Etat de droit ait toutes ses chances de voir le jour, que les règles mafieuses qui ont géré jusqu'ici la société haïtienne soient condamnées fermement, qu'on n'assiste pas au développement d'une démocratie de façade, qui ne rendrait pas aux plus pauvres - la grande majorité dans ce pays - leur pleine et entière dignité. Si les autorités de l'Eglise catholique ont des critiques à émettre à l'égard du président Aristide qu'elles le fassent dans le cadre d'un débat démocratique, en refusant haut et fort toute légitimité à l'usurpation du pouvoir par la force. Si elles veulent prêcher la réconciliation qu'elles fassent leur possible pour que justice soit faite, au moins dans la reconnaissance des crimes commis. Sur le terrain, au risque de leur vie, Mgr Romélus et la Conférence haïtienne des religieux, sans être des inconditionnels d'Aristide, ont constamment essayé de proposer des critères de discernement, des repères, des orientations pour un authentique chemin de justice et de paix. Qu'attend le Vatican pour leur apporter son soutien?

Haïti n'est pas un cas marginal pour l'Eglise, il y va de sa crédibilité lorsqu'elle parle de vérité, de justice, de droits de l'homme et de démocratie. Nos autorités d'Eglise, à Rome, sauront-elles redonner une valeur à ces mots en cessant d'agir en coulisse, en cessant de se perdre en pieuses considérations sur les misères d'Haïti pour retrouver ce que Mgr Romero appelait «l'Evangile du courage, la Bonne Nouvelle de celui qui est venu enlever le péché du monde». Ce serait la meilleure manière de rendre hommage à Jean-Marie Vincent qui, lui, a été assassiné pour avoir voulu défendre ces idéaux avec dignité, au nom de sa foi.

Dominique Froidevaux

Il est encore temps d'apporter votre soutien à la candidature de Mgr Romélus au prix Nobel de la Paix, des lettres courtes, à titre individuel ou au nom d'un groupe, à destinées au comité Nobel, et envoyées à notre secrétariat pour que nous fassions suivre (voir C-info, N° 166).



Cinéma du Sud, commerce alternatif, des foyers de résistance pour un monde ouvert et juste

TRIGON a cinq ans

Alors que la plupart des distributeurs de cinéma mettent de "l'écran total contre les films bronzés", Trigon-film se spécialise dans la promotion de réalisations en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. En refusant que le marché du septième art soit occupé par les seules productions d'Europe et des Etats-Unis, Trigon a déjà inondé nos salles obscures de beaux rayons de soleil ("Le collier perdu de la colombe", "El Viaje", "Le maître des marionnettes..."). Savez-vous que vous pouvez devenir partenaires de ce réseau qui nous fait partager les richesses culturelles du Sud? Renseignements: Marc Houvet Tél. et fax: 022 755 27 18.

MAGASINS DU MONDE: vingt ans

Age adulte pour des magasins qui ont su grandir tant dans le nom-

bre de leurs points de vente que dans le choix de leurs produits tout en gardant cette fidélité à promouvoir un commerce plus juste avec le tiers-monde.

Au fait, votre café, vous le prenez avec ou sans Sud? ■

Roland Pasquier



Démographie et développement
De nouvelles voies pour
une anthropologie chrétienne

Les grandes manoeuvres du Vatican avant et pendant la Conférence du Caire ont focalisé l'attention sur l'avortement, d'autant plus fortement que les médias ont généralement attisé la querelle. La réflexion sur le développement en a fait les frais. Au détriment de l'appel à une plus juste redistribution des ressources entre Nord et Sud que le Vatican appelait pourtant de ses voeux en faveur d'un avenir possible pour tous... En marge de cette problématique, nous résumons ici quelques aspects d'une réflexion susceptible d'ouvrir le débat. Réflexion proposée par Gabriel Marc, socio-démographe et membre de la Commission française Justice et Paix.



Contraception... avortement... préservatif...

Dessin tiré de
Témoignage
chrétien (9.9.1994)
N° 37

Selon le Synode de 1981 sur la famille, «les études démographiques des écologistes et des futurologues, empreintes d'exagération, en soulignant les dangers que fait courir à la qualité de la vie l'augmentation de la population constituent une sorte de terrorisme. Il ne s'agit pas de réduire à tout prix le nombre des invités au banquet de la vie; ce qui manque c'est d'augmenter les moyens et de distribuer avec une plus grande justice la richesse pour que tous puissent participer équitablement aux biens de la création». Ce texte résume bien l'approche dominante du Vatican sur les questions démographiques. Un document du Conseil pontifical pour la famille, publié en juin, va plus loin qui pourfend pêle-mêle, les «soi-disant nouveaux droits de la femme», «l'appel abusif aux problèmes de l'environnement», «le faux mythe de l'explosion démographique», pour conclure: «les faits démontrent qu'il faut revoir de fond en

comble cette lecture alarmiste, qui exprime une espèce d'idéologie de peur de l'avenir et de méfiance de l'homme».

Cette approche écartant d'un revers de main des inquiétudes humaines qu'il conviendrait de prendre au sérieux laisse cependant percer de multiples craintes sur un autre plan: crainte de la modernité, de la disparition des modèles traditionnels propres à notre civilisation européenne, crainte de la féminité et de la sexualité surtout. Gabriel Marc, tout en démontrant que le fondement biblique des textes du magistère sur ce sujet est plutôt maigre, désigne aussi les espaces ouverts méritant une exploration. Le discours du Magistère trouve en effet sa substance dans l'affirmation de la dignité et de la responsabilité des personnes à partir de laquelle on peut approfondir une anthropologie chrétienne soucieuse de répondre

aux défis de notre temps. Deux espaces peuvent être explorés à partir de là: celui des personnes et celui de la société.

L'espace des personnes. Le magistère prend aujourd'hui volontiers la défense de la personne contre toute structure d'oppression, en affirmant sa valeur et sa dignité, en principe tout au moins. En matière de procréation par contre il parle surtout de la responsabilité du couple, dont il donne une image lyrique et quelque peu déconnectée de la réalité. Or la conception idéale du "couple responsable" met de côté le fait que, dans la plupart des sociétés historiques, le désir du mâle l'emporte le plus souvent. Partant de la dignité des personnes, il serait possible d'aborder de manière plus constructive les propositions de la Conférence du Caire mettant l'accent sur la responsabilité des personnes, les femmes et les jeunes notamment.

L'espace du collectif. Il importe de prendre au sérieux la question des possibilités de vie dans l'avenir pour l'humanité. Dans cet espace, la Commission française Justice et Paix propose les trois pistes suivantes:

- La valorisation des droits de la collectivité: il existe, face aux droits des individus d'aujourd'hui, un droit des générations non encore nées. Les décisions de procréation actuelles les concernent, mais elles ne peuvent elles-mêmes faire valoir ce droit. Cette urgence doit être mieux prise en compte par l'Eglise.
- Le problème de la fécondité mondiale ne peut pas être pris en compte comme la somme pure et simple de décisions individuelles, le sexuel fait aussi partie du social. Pour le social, l'Eglise propose des principes de réflexion, des critères de jugement, des orientations pour l'action. Pourquoi ne pas développer une approche analogue pour la maîtrise de la fécondité, en évitant de s'enfermer définitivement dans des prescriptions tatillonnes?
- Il faut encore tenir compte des

changements qui se produisent dans la demande de planification familiale. Celle-ci émane de plus en plus souvent des couples et non plus seulement des États: la conciliation des droits individuels et du bien commun s'en trouve facilitée. On prend aussi mieux en compte dans la planification familiale les questions de qualité de vie des femmes et des enfants. Cela va dans le sens de la promotion de la dignité humaine. Selon Gabriel Marc, l'approfondissement d'une telle réflexion est susceptible de stimuler la réflexion et l'action de tous les hommes et les femmes de foi et de permettre à l'Eglise d'aller plus au coeur des préoccupations de notre temps. ■

O. Coquoz et D. Froidevaux

Le document intégral de G. Marc, publié par "Foi et Développement", est disponible à notre secrétariat (N°225, 8-9/1994). A lire aussi: le dossier de GOLIATH (N°38, 9-10/1994), et celui de SOLIDAIRE, (N°124, août 1994)..

La Fraternité du Serviteur souffrant
Humble et mal fichue

C'est aussi comme cela que cela a commencé au Brésil. une trentaine de personnes, venues de divers horizons, se sont rassemblées cet été autour de Frédy Kunz -ce prêtre d'origine suisse, ami de la Cotmec. Pour méditer sur les chants du serviteur souffrant d'Isaïe. Une retraite dans un cadre qui, lui, n'avait rien de brésilien, un château du XVIème siècle de la région de Castres, mis à disposition par son propriétaire -protestant- attiré lui aussi par cette spiritualité.

Une spiritualité qui n'a rien d'ésotérique. On est simplement au coeur de l'évangile. «Quand des pauvres se rencontrent et se laissent toucher par le Seigneur, naît une parole nouvelle», affirme Frédy. C'est durant son exil à Babylone que le peuple hébreux a découvert au milieu de sa souffrance, qu'il était aimé de Dieu, ce Dieu qui a une tendresse particulière pour les rejetés (Premier chant d'Isaïe). Le deuxième chant montre comment le peuple va répondre à cet appel et le troisième comment il résiste à l'opresseur. Enfin, le quatrième (Isaïe 53) nous présente le serviteur humilié, sans beauté, sans rien pour attirer notre regard, conduit comme une brebis à l'abattoir. Or c'est lui qui nous guérit par ses meurtrissures.

«Le plus grand service que nous puissions rendre à nos frères, c'est de révéler la présence de

Dieu en eux. Révéler aux pauvres qu'en lui nous avons trouvé le visage du serviteur souffrant. C'est la mission de la Fraternité», dit Frédy Kunz. Cette Fraternité du serviteur souffrant est donc née au Brésil à la suite de retraites telles que celle que nous avons vécue cet été en France. Son authentique physionomie est surtout apparue quand les pauvres y sont entrés. Elle est formée aujourd'hui par des groupes de plus au moins sept personnes répartis dans tout le Brésil. Elle même essaimé au Québec et en Europe.

«C'est une chose toute petite, humble, mal fichue, qui doit rester petite parce que ce qui est grand fait peur», dit Frédy KUNZ. La Fraternité rassemble des habitants des favelas, des «souffrants de la rue», des victimes de la prostitution, des jeunes femmes qui ont choisi la pauvreté, d'autres, hommes et femmes qui les accompagnent... Et des «permanents de la prière», des religieuses, des malades. Elle a une vocation oecuménique et se veut ouverte, bien qu'exigeante. «Elle ne reste pas dans le monde de la réflexion, elle nous amène à agir», souligne Frédy Kunz, qui, refusant tout dolorisme, ajoute: «On n'entre pas dans la Fraternité pour souffrir, mais pour être heureux et faire reculer la misère». ■

Michel Bavarel

Hommage à Jean-Marie Vincent

Le 28 août dernier, Jean-Marie Vincent a été abattu devant chez lui, à Port-au-Prince, de plusieurs rafales d'armes automatiques. Engagé à fond pour les droits de l'homme et la cause des plus pauvres qui constituent la grande majorité des Haïtiens, Jean-Marie comptait de nombreux amis en Suisse, tous témoins de son formidable dynamisme. Il nous avait beaucoup aidé à comprendre la situation de son pays, les conflits qui traversaient l'Eglise et qui le touchaient profondément. Homme de paix, il savait garder du respect pour tous mais se faisait un devoir d'interpeller les autorités de son Eglise pour les mettre face à leurs responsabilités. Jusqu'au bout il aura épousé le sort des opprimés: à travers son assassinat c'est aussi la mort anonyme de milliers d'Haïtiennes et d'Haïtiens qui a émergé de l'oubli. Nous avons demandé à Michel Floquet qui a travaillé aux côtés de Jean-Marie en Haïti de nous rappeler l'homme et ses combats.

D.F.

Adieu Jean-Marie

Comment écrire ? Pourquoi t'écire quelques heures à peine après avoir reçu de plein fouet l'annonce de ta disparition, l'ignoble assassinat. Peut-être simplement pour te rejoindre en silence dans la vérité, la seule vérité, celle de l'amour et de l'amitié. La mort dit vrai en ne disant plus.

Ce soir, pour moi, la vérité est sur des tréteaux, dans un cercueil encore ouvert. La vérité à ton visage. Ma stupeur, ma révolte, ma colère, mes pleurs... et mon espérance, tout va vers toi. Comme attiré et guidé par ta lumière.

Jean-Marie Vincent martyr. Jean-Marie Vincent héros. Ces épithètes que l'on ne manquera pas de attribuer ces prochains jours, je les rejette. A mon sens, antinomiques à ta personne. Un mort, c'est comme personne. Un mort, ce n'est pas comme les autres, c'est l'Autre. Il me faudra désormais vivre le paradoxe: cette rupture avec toi qui sera le plus court chemin pour aller à toi. Avec davantage de courage pour cheminer dans la "vallée du carnage", notre monde, tel que le désignait Ezechiel. Et en guise de viatique, nos souvenirs communs (par centaines). Longue sera la lutte contre les ennemis d'Haïti, tes assassins. Par la mort, tu nous poses la question de confiance.

Je m'arrête, je relève la tête, je regarde le ciel. Sa lumière est si douce qu'elle m'oriente, elle aussi vers toi. Le ciel n'est pas vide, il est plein d'images qui se dévident de ma mémoire. Pour l'administration d'un hôpital dans le nord-ouest d'Haïti, tu avais fait une demande de volontaires auprès de Frères sans Frontières.

Nous avons entendu ton appel, ma femme et moi. Nous sommes venus, débordants d'enthousiasme.

Notre première rencontre eut lieu à Jean Rabel, ton village qui très vite est devenu "notre village". On m'avait dit de toi: "C'est quelqu'un de très sympathique, dynamique", etc... Et j'étais face à un homme fraternel, affable, avec une courtoisie, on le sentait, qui émanait de la sensibilité et du coeur. Simple et plein de compassion pour les souffrants, les plus pauvres qui venaient à toi spontanément. Car ton écoute et ta patience étaient admirables.

Je me souviens t'avoir vu parler longuement à un homme qui t'avait abordé. Après quoi, t'adressant à moi en souriant, tu m'expliquais: "Je sais que cet homme me raconte des histoires, mais, vois-tu, il est tellement malheureux que je ne peux pas lui en faire grief. Je suis sûr qu'il finira par lui donner ce qu'il me demande".

En revanche, tu pouvais parfois faire preuve d'une grande virulence. Dont seuls tes amis savaient qu'elle était le fait de ton intelligence et de ton coeur, offensés et blessés par la bêtise et l'injustice.

Un jour, les médecins (duvaliéristes) de notre hôpital menacèrent de fermer l'établissement afin d'obtenir une augmentation de salaire. Tu leur accordas un entretien resté pour moi mémorable. Tu démontas un à un les arguments des revendeurs. Et par une logique impitoyable, tu les réduisais bientôt au silence, les renvoyant face à leur propre arrogance et leur suffisance. Que de rires, plus tard, nous avons fait à chaque fois que je te rappelais cet épisode.

Tu étais un ami intime du président Aristide (les tueurs le savaient bien), comme lui, tu as su créer, non pas une synergie, mais une vraie symbiose entre ta vocation de



Dessin extrait de
«Le Sang des Justes»
DIAL, 1983

prêtre et ton engagement pour le changement et le développement d'Haïti.

Jean-Marie, tu n'étais pas ce qu'on appelle un personnage; tu ne tenais pas de rôle, ne tenant pas en place. Tu as fait de ta vie une oeuvre probablement sans archives, mais une oeuvre qui perdurera par son rayonnement et ses rémanences chez tous ceux qui ont eu le privilège de t'approcher. Ton intelligence se retrouvait dans le mouvement. Ta pensée, ton charisme dans l'action. Tu ne cédais à la fatigue qu'à la lisière de l'épuisement.

Tu comprendras que je n'aie pas envie de décrire ici ton parcours. Au demeurant, tu conviendras que la longue liste de tes activités est propre à engendrer le vertige... et l'admiration.

Totalement incapable de haine, tu haïssais la violence. Tu avais opté pour la recherche d'une solution pacifique. Tu étais homme de dialogue par excellence.

Pour l'heure, je suis certain de ne pas te trahir en déclarant haut et fort que la coupe est pleine. Ton assassinat déclenche en moi un sentiment dont je me croyais à l'abri: la vengeance. Aujourd'hui tu restes pourtant un témoin vivant d'un peuple qui aspire à la dignité. "Min anpil, chay pa lou" disent les Haïtiens (Plus il y a de mains, moins la charge est lourde). Nous devons nous joindre à eux pour qu'il n'y ait plus jamais de massacres d'innocent avec autant de silences ou de complicités internationales. Et participer à la

«Ils l'ont ôté la vie pour que nous mourions tous, Mais nous avons choisi la vie, non pas la mort Puisque nous voulons voir l'Haïti de demain Comme tu la voulaiss, lavée de toute honte».

Reynald Clérismé
(Extrait d'un poème en hommage à Jean-Marie)

reconstruction de ce pays meurtri. Alors peut-être, pourra-t-on revenir à Jean-Rabel, enfin libéré, et ce jour-là seulement te rendre un véritable hommage, Père Jean-Marie. Ce jour-là, seulement, tu seras vengé, Janboul.

Michel Floquet.

Il était sur tous les fronts

Jean-Marie Vincent est né en 1945 aux Cayes, au Sud d'Haïti. Encadré par ses parents - tous deux instituteurs - dans sa formation, il termine déjà à 16 ans ses études secondaires au Petit Séminaire Saint-Martial, à Port-au-Prince. Après des études de philo au Canada, il finit sa formation religieuse et devient prêtre montfortain en 1971. Il exerce ensuite comme prêtre dans les campagnes et régions reculées d'Haïti. Très attentif à repérer les dynamiques venant de la base, il accompagne de nombreuses initiatives. Animé d'un esprit d'entrepreneur, il sait repérer les demandes, les lieux où une action est nécessaire. C'est ainsi qu'il sera actif dans des projets de promotion des paysans, d'éducation, de traitement des déchets dans les villes, de développement de réseaux pour un commerce plus juste, etc. Très proche des communautés ecclésiastiques de base il travaillera aussi beaucoup à l'organisation des réseaux populaires, tant au sein de l'Eglise que dans la société civile.

D.F.
Un numéro spécial de **Haïti-nouvelles** édité par le groupe "information" de la Plate-forme Haïti de Suisse a été rédigé en hommage à Jean-Marie. Commandes: tél. 022 757 10 13.

Intervention à la Commission des droits de l'homme

La session de février 1994

Lors de la 50ème session de la Commission des droits de l'homme tenue à Genève en février 1994, la Fédération Internationale Terre des Hommes (association membre de la campagne) a présenté une intervention orale* basée sur un document préparé par la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB). Les représentants du gouvernement brésilien présents au moment de l'intervention ont demandé communication de cet exposé. Voici un résumé des sujets traités.

Violences, invasions, assassinats et impunité.

Les conflits dus aux invasions des territoires indigènes par des chercheurs d'or, des compagnies minières, des bûcherons, pêcheurs et autres acteurs économiques font partie du quotidien des peuples indigènes. La violence se manifeste également dans les aires déjà démarquées. Quarante-deux Indiens ont été victimes

d'assassinats en 1993. Parmi eux se trouvent 16 Yanomami massacrés dans le village d'Haximu dans l'Etat de Roraima. Bon nombre d'assassins d'Indiens demeurent impunis. Le taux de suicide chez certains peuples est très élevé. Chez les Caiuas du Mato Grosso do Sul on a eu à déplorer de nombreux suicides entre 1986 et 1993. La démarcation des terres et leur protection contre les invasions est indispensable pour la survie des Indiens.

Situation des démarcations

Alors que tous les territoires indigènes auraient dû être protégés par la démarcation avant le mois d'octobre 1993, il reste beaucoup à faire. Depuis 1993 tous les processus ont été paralysés. Selon la COIAB, sur un total de 521 territoires répertoriés, pour 106 d'entre eux, le processus de démarcation n'a pas été entamé, 43 ont été identifiés et dépendent de la FUNAI, 18 ont été identifiés et dépendent du Ministère de la Justice, 68 ont été délimités, 33 ont été démarqués, 164 ont été homologués, et 89 ont été régularisés.

Revendications des Peuples Indigènes:

La COIAB invite instamment le gouvernement du Brésil à:

- accélérer les démarcations en respectant les normes constitutionnelles,
- garantir le bien-être des populations indigènes, comme prévu dans la constitution,
- punir les responsables des massacres et autres actes de violence envers les Indiens.

Le comité européen a envoyé une copie du texte de cette intervention au Président brésilien Itamar Franco, au Ministre de la Justice, au Gouverneur de l'Etat d'Amazonas, aux Présidents du Sénat, de la Chambre Députés et de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI).

Beto Duraes

* Le texte de l'intervention peut être demandé au secrétariat de la campagne "Démarcation"

Un faux pas révélateur

Le 28 février dernier, le Ministère des Relations extérieures brésilien a proposé au gouvernement allemand la modification de l'accord de coopération conclu entre les deux pays le 24 octobre 1991. Il s'agissait, entre autres, de supprimer la démarcation des terres indigènes des actions financées par cet accord entrant dans le cadre du Programme Pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil.

Les organisations indiennes et des ONGs brésiennes ont immédiatement réagi. Le gouvernement a fait marche arrière prétextant "un malentendu". En effet, à l'occasion d'une réunion tenue le 10 mars 1994 au ministère de l'Amazonie, le ministère des Affaires étrangères, celui de l'Amazonie et la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), se sont engagés, face aux organisations indiennes et aux ONGs présentes, d'appuyer et de donner la priorité au projet de démarcation des terres indiennes et de retirer leur proposition de changement du Programme

Pilote.

Le "manque de moyens financiers" est une des "raisons" souvent invoquées par les autorités brésiennes pour n'avoir pas encore démarqué toutes les terres indiennes. Il est surprenant de constater cette tentative d'utiliser à d'autres fins les ressources prévues initialement à cet effet. Cela confirme que, dans la pratique, le gouvernement est opposé à la démarcation et la protection des territoires indiens.

Cet incident illustre la nécessité de rester attentifs et d'exiger des autorités brésiennes qu'elles tiennent leurs engagements.

Le comité réagit

Le Comité européen a réagi en adressant, le 16 mars 94, une lettre aux trois ministres des affaires étrangères, de l'Amazonie, et de la justice. Il leur a demandé le maintien des engagements pris quelques jours auparavant. Une copie de ce courrier a été envoyée à M. Gilberto Sabóia ambassadeur du Brésil auprès du siège européen de l'ONU à Genève.

Epaminondas Rodrigues

1994, les Indiens ne baissent pas les bras

TERRE DÉMARQUÉE... VIE PRÉSERVÉE

**TERRA DEMARCADA
VIDA PRESERVADA**

CAMPANHA PELA DEMARCAÇÃO DAS TERRAS INDÍGENAS NA AMAZÔNIA

Ce troisième dossier d'information veut montrer comment la protection des territoires indigènes du Brésil reste d'actualité. La Constitution n'a toujours pas été appliquée pour une moitié d'entre eux. Plus, à l'occasion de la révision constitutionnelle, une partie des parlementaires a tenté de réduire les droits reconnus en 1988. Les Indiens ont alors "senti le souffle du boulet." Ce moment est choisi par le réseau de télévision "O Globo" pour mener une campagne contre les Indiens.

L'absence d'une volonté politique de terminer la protection des terres occupées par les Indiens est connue de tous les observateurs des questions indigènes. En est significative la maladresse du ministère des affaires étrangères qui demande au gouvernement allemand de soustraire la démarcation des terres du bénéfice de l'accord de coopération conclu entre les deux pays 1991. Le manque de ressources a toujours été invoqué par les autorités de Brasilia pour justifier le retard qu'a pris l'application de la Constitution.

Autre terrain d'intervention des intérêts anti-Indiens contre les démarcations: le recours en justice. C'est ce à quoi sont confrontés les peuples Tremembé et Tapeba dans l'Etat du Ceará dans le Nordeste.

Enfin, les violences physiques contre les Indiens sont, hélas, toujours de mise. A cet égard la situation dans l'Etat de Roraima est caractéristique.

Une fois de plus, ces manquements et actes contraires au droit ont été dénoncés au cours de la 50e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU qui s'est tenue à Genève en février 1994.

Le comité européen de la Campagne "Démarcation" s'est manifesté à diverses reprises au cours de ces derniers mois. Le lecteurs en trouvera les échos dans ce bulletin.

Au Brésil, les élections générales auront lieu cet automne. La minorité indigène n'est pas indifférente aux résultats de cette consultation. Les organisations indiennes auront à traiter de questions vitales avec les nouveaux élus - ou réélus - au niveau fédéral, mais aussi à l'échelon des Etats et des Municipalités. Ces élections sont importantes, non seulement pour les Indiens, mais aussi pour les trente-deux millions d'exclus qui ne mangent pas à leur faim dans ce pays.

Bernard Comoli

Mise en page du document: Dominique Froidevaux / Imprimerie: REPROFFSET / Genève

Dossier d'information N°2

Les Indiens ne baissent pas les bras	p. 1
La révision constitutionnelle	p. 2
Un faux pas révélateur	p. 3
Recours en justice	p. 3
Luttes dans le Roraima	p. 4
Intervention à la commission des droits de l'homme	p. 4

Les dossiers Nos 0 et 1 peuvent être obtenus au secrétariat de la campagne: **Campagne "Démarcation"**
Rue Richemont, 10
CH-1202 GENEVE
FAX (41 22) 738 59 59

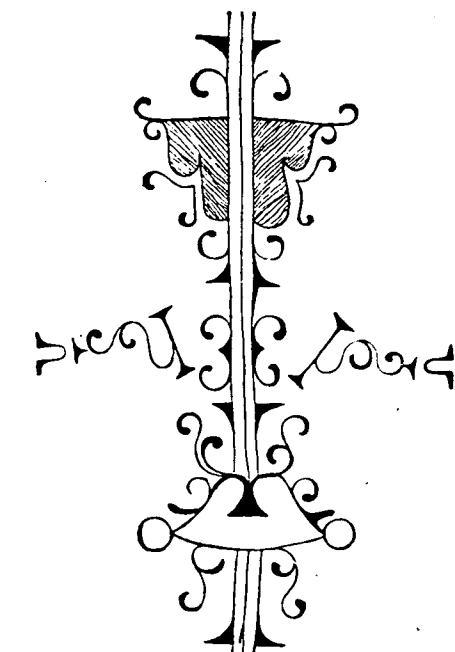


Organisations partenaires

Association Africaine d'Education pour le développement (18 pays) (Atrique), Alliance pour le Climat (D+Aut.), CCFD (F), Terre des Hommes (F), CIMADE (F), France-Libertés (F), Réseau Solidarité (F), Comité de Solidarité France-Brésil (F), Centre rennais d'information pour le Développement (F), Terre Humaine (F), Tribal Act (F), Commission Justice et Paix (NL), Pro Regenwald (D), Artist United for Nature (D), Vereinigung Pro Indios von Roraima (D), Serpaj Brasil (D), Kobra (D), AK Brasilien (D), Marabu (D), Verbo Filmes (D), Pfarrgemeinde rat St Christophorus (D), AK Internationaler Umweltschutz (D), Evangelische Landvolkshochschule (D), Working group for Indigenous People-WIP (B), KWIA (groupe d'appui aux Peuples Indigènes) (B), Anti-slavery (B), OXFAM (B + UK), Brasil Network (UK), Grupo do PT (UK), Earthaction (700 entités dans 101 pays), Greenpeace (Int) Pax Christi (Int), Société pour les peuples menacés (Int), Survival (Int), IWGIA (Int), LIDLIP (Int), Indigenous Commission for Aboriginal People (Int).

Caritas-Suisse (CH), Comité de solidarité avec le peuple brésilien (Ge), Conseil Exécutif de l'Eglise Catholique (Ge), DOCIP (Ge), Frères sans Frontières (CH), Greenpeace (Ge), Le Pavé (Ge), Nouvelle Planète (CH), HELVETAS (CH), Incomindios (CH), Femmes pour la Paix (Ge), Ligue Suisse des femmes Catholiques (CH), HEKS (CH), Brücke der Bruderhilfe (CH), Association Brésil. Amazonie-Genève (Ge), Action de Carême (CH).

Accueil Tiers-Monde (Ge), ASACH (Ge), Association Sol. Nica & El Salvador (Ge), Carabaya-Pérou (Ge), Caritas-Genève (Ge), CETIM, Cecotret (Ge), Commissions Tiers Monde des Eglises catholique et protestante COTMEC-COTMEP (Ge), Déclaration de Berne (Ge-CHR), Education et Libération (Ge), Enfants du Monde (Ge), FGC (Ge), Genève Tiers-Monde (Ge), Jardins de Cocagne (Ge), Magasins du Monde (Ge), Mouvement pour la Coopération Internationale MCI (Ge), Mouvement Populaire des Familles (Ge-CHR), Société pour la Protection de l'Environnement SPE (Ge), Syndicat interprofessionnel des Travailleurs (Ge), Terre des Hommes (Ge).



Motif de peinture faciale chez les Indiens Caduveo

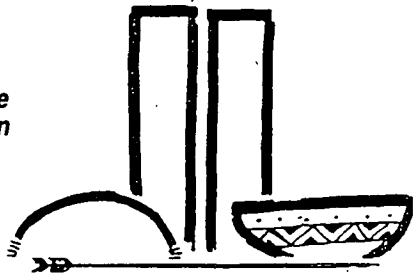
Sources utilisées pour la rédaction de ce dossier:

Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne - COIAB, Conseil d'Articulation des Peuples et Organisations Indigènes du Brésil - CAPOIB, Conseil Indigène de Roraima - CIR, Campagne de démarcation des terres indigènes du Ceará, Conseil Indigéniste Missionnaire - CIMI.

Le contenu des différents articles de ce dossier n'engage que leur signataire direct

La révision constitutionnelle

Pour le Brésil, l'adoption de la Constitution de 1988 a été une étape importante de la restauration de la démocratie après les années douloureuses de la dictature militaire. Les Constituants avaient souhaité qu'à l'occasion d'un référendum, le peuple se prononce sur la nature du régime politique de l'Etat : le rétablissement de la monarchie, l'instauration d'un régime parlementaire ou le présidentielisme en vigueur. La consultation a eu lieu le 21 avril 1993. Les brésiliens ont conservé leur système présidentiel. Ce choix devait être inscrit dans la Constitution à l'occasion d'une procédure de révision par le parlement.



Une révision controversée

Très vite, des parlementaires ont manifesté leur intention de profiter de cette occasion pour modifier d'autres passages de la Constitution, notamment dans le but de favoriser le libéralisme économique. Les très nombreux amendements déposés - on parle de vingt mille - représentent, de fait, une révision en profondeur de la Loi fondamentale brésilienne. Outre la gauche politique, plusieurs secteurs de la société civile brésilienne - l'importante Centrale Unique des Travailleurs, les paysans sans terre, les organisations indiennes - ont manifesté leur opposition à une telle modification de la Constitution.

Les droits des Indiens

Près de deux cents amendements ont été déposés concernant les articles traitant des droits des Indiens. Dans leur majorité, ils tendent à réduire sensiblement les droits reconnus en 1988. Par exemple : la démarcation des terres indigènes relèverait du Congrès national et non plus

du Gouvernement fédéral; un nouveau règlement organisant le processus de démarcation serait adopté, prévoyant notamment la consultation de ceux qui ont des intérêts dans les terres indiennes; la démarcation des aires indigènes serait impossible dans une zone frontalière large de 150 km; la propriété des richesses du sous-sol passerait de l'Union brésilienne aux Municipalités ou aux Etats.

L'opposition des Indiens

Conscientes de l'intérêt que représentent les dispositions de l'actuelle Constitution, même si leur application laisse à désirer, les organisations indiennes ont manifesté leur opposition à cette révision. Elles l'ont affirmé haut et clair en septembre 1993 à l'occasion d'une "mobilisation" nationale à Brasilia. Elles ont multiplié les démarches auprès des autorités judiciaires, législatives et exécutives nationales. Elles ont établi des contacts étroits avec les responsables des différents partis politiques dans le but d'augmenter le nombre des députés et sénateurs favorables à leur cause. Elles ont fait alliance avec les secteurs

de la société civile également opposés à la révision constitutionnelle.

Révision terminée ou suspendue?

Le 31 mai, le parlement a mis un terme à la révision constitutionnelle sans avoir modifié les droits sociaux ni les droits des Indiens. Ceux qui avaient choisi ce terrain pour porter atteinte aux Peuples indigènes ont perdu cette bataille. Les parlementaires sont maintenant préoccupés par les élections générales qui auront lieu l'automne prochain. Quelle sera alors l'attitude du parlement qui sortira des urnes ? En attendant, les organisations indiennes sont loin de crier victoire. Elles savent qu'il y a d'autres lieux et d'autres instances où les progrès réalisés peuvent être mis en cause.

Bernard Comoli

L'action du Comité européen

Compte tenu des enjeux de la révision constitutionnelle, au nom des organisations qui, en dehors du Brésil, ont appuyé la campagne de soutien à la démarcation des terres indigènes; au nom des trente six mille signataires de la pétition aux autorités brésiliennes, le Comité européen a jugé nécessaire d'intervenir pour que les droits des Indiens reconnus dans la Constitution de 1988 soient maintenus. En février, il s'est adressé dans ce sens à M. Nelson Jobim, le parlementaire rapporteur de la révision constitutionnelle. Au début du mois de mars, une lettre à peu près semblable a été expédiée à tous les députés et sénateurs brésiliens. Un dossier plus complet a été envoyé aux présidents du Sénat et de la Chambre des députés ainsi qu'à une quinzaine de parlementaires qui, par leurs fonctions sont liés aux questions indigènes. Une dizaine d'entre eux ont pris la peine de répondre. Une copie de cette correspondance a été remise à la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne - COIAB - à Manaus et au Conseil d'Articulation des Peuples et Organisations Indigènes du Brésil - CAPOIB - à Brasilia.



Etat de Roraima Une lutte pacifique efficace

Des Indiens organisés

Dans les années 70, les Indiens Makuxi, Wapixana, Taurepang et Ingarikó étaient exploités par les grands propriétaires terriens et les patrons de mines. Pour tout salaire, ils recevaient de l'alcool fort. En 1977, ils se regroupent et s'organisent au sein du Conseil Indigène de Roraima (CIR). Représentant vingt cinq mille Indiens, le CIR lutte pour la démarcation de son territoire "Raposa-Serra do Sol". En 1992, après quatre mois de lutte, cette organisation remporte une victoire en expulsant 400 chercheurs d'or travaillant illégalement sur leurs territoires.

Barrage routier

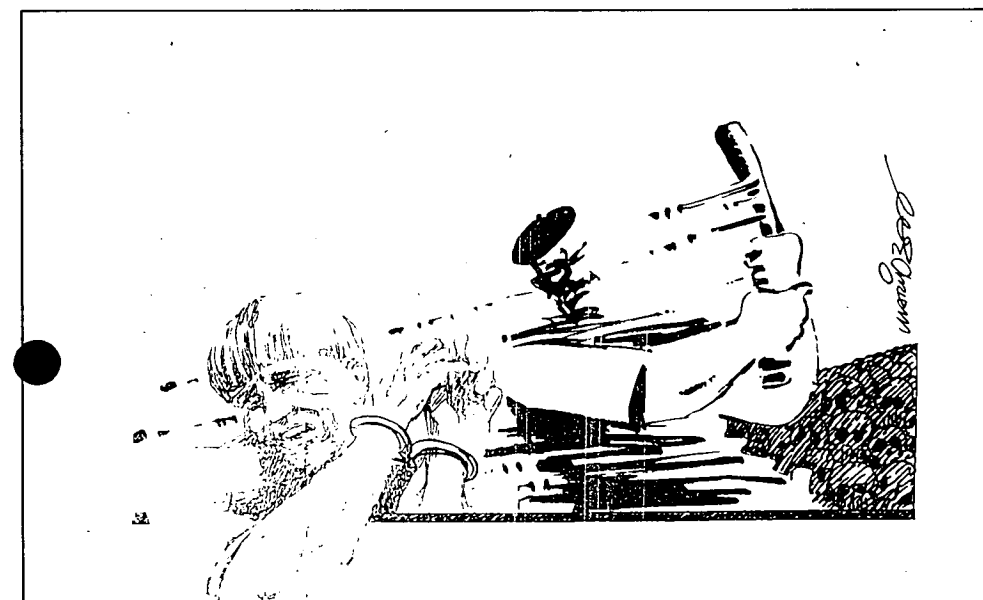
Mi-mars 94, quelques centaines d'Indiens dressent deux barrages routiers à proximité du village Machado. Ils empêchent pacifiquement le ravitaillement des chercheurs d'or. Leurs objectifs sont : obtenir du gouvernement le retrait de tous les chercheurs d'or ainsi que la démarcation (prévue par la Constitution de 1988) du territoire "Raposa-Serra do Sol".

Violences policières

Le 28 mars 94, deux douzaines de policiers militaires et une troupe d'élite masquée de cagoules noires (les "ninjas noires") détruisent le barrage à l'aide d'un bulldozer. Le 30 mars, sur l'ordre du gouverneur de Roraima (Souza Pinto), la Police Militaire attaque le campement indien d'un des barrages routiers. Les policiers détruisent les huttes, crèvent les pneus des vélos, remplissent de terre les puits et tirent des coups de feu en l'air pour intimider les Indiens. Malgré ces violences, le CIR décide de rester sur place et fait connaître son action au niveau na-

L'action du comité européen

Le comité est intervenu en envoyant une lettre au gouverneur de l'Etat de Roraima ainsi qu'aux ministres de l'Amazonie et de la Justice. Il demande la démarcation du territoire. Une copie de ces lettres a été remise au CIR.



Violences Un cas parmi d'autres

Le 17 mai, Bento Sampaio, Indien Makuxi de 69 ans, membre de la communauté "Napoleão" (Etat de Roraima) a été assassiné par Rudney Cesar Da Silva, un employé d'une fazenda (ferme). L'assassin a également violé la femme de la victime. Actuellement sous les verrous, il avoue que ce crime lui a été commandé par son patron (José Saraiva). Un conflit lié à la terre serait à l'origine de cet acte. Le comité a transmis ce dossier à l'organisation "SOS Torture".

tional et international. Le 14 avril puis le 7 mai, la Police attaque à nouveau les barrages.

Les pressions

Le procureur de la République Brésilienne et le Parlement Européen (le 17.3) prennent fait et cause pour l'expulsion des chercheurs d'or et la démarcation de "Raposa-Serra do Sol". Ils écrivent au ministre de la Justice afin qu'il mette tout en oeuvre pour résoudre ce conflit sans violence. Toutes ces pressions ont obligé ce dernier à recevoir d'urgence une délégation du CIR.

Denis Huc

Sources : CIR, Giorgio DAL BEN, Diário de Roraima, Folha de Boa Vista

Tremembé et Tapeba Recours en justice contre leurs droits territoriaux

Malgré une Constitution nationale favorable et les pressions internationales intenses, en 1992 la Commémoration des 500 ans de la Découverte de l'Amérique, l'Année Internationale des peuples autochtones en 1993, un grand nombre de peuples indigènes au Brésil peinent à obtenir la protection de leurs terres ancestrales. Le cas des Peuples Tremembé et Tapeba de l'Etat du Ceará dans le nordeste brésilien est caractéristique des multiples obstacles que les Indiens rencontrent pour la reconnaissance de leurs droits.

La procédure administrative de démarcation de leurs terres se trouvait l'an passé dans une étape déjà avancée : le dossier est sur la table du Ministre de la Justice. Mais depuis le deuxième semestre de 1993 elle est suspendue car une puissante entreprise agricole (Ducoco Agrícola SA) et un politicien (Esmerino Oliveira Arruda Coelho) ont saisi la Justice dans le but de retarder puis d'empêcher la démarcation.

Les répercussions sur les Tremembé et Tapeba sont frappantes: les communautés sont plus vulnérables aux menaces et aux persécutions des policiers, politiciens, entrepreneurs et grands propriétaires. La peur de perdre leurs terres et leur identité indigène est grande.

L'intervention du comité

A la fin du mois d'avril 1994, le comité européen s'est adressé au juge de Fortaleza chargé du dossier, au gouverneur de l'Etat de Ceará et au ministre de la Justice à Brasilia pour que les droits de ces deux peuples soient reconnus et respectés.

Beto Duraes

La dégradation de l'environnement en Haïti est le produit direct de la paralysie du système politique qui enferme les gens dans une logique de survie au jour le jour. Soucieux d'un développement durable, Mgr Romélus encourage des initiatives mettant en valeur la dignité humaine comme meilleure garantie du respect des ressources naturelles nécessaires à la préservation de la vie.
(Photo: J.-C. Gadmer / CIRIC)



Document diffusé par

COTMEC-INFO,
supplément au N° 166, juin 1994

Conception et réalisation:

Dominique Froidevaux
Commission Tiers-Monde de l'Eglise
catholique à Genève (COTMEC)
16, Pt-d'Arve, CH- 1205 Genève
Tél. et Fax: (41 22) 329 26 81

Tirage: Imprimerie Reproffset / Genève

La candidature de Mgr Romélus au Nobel de la Paix a été lancée par *Les Oeuvres de Mgr Romélus*, 7000 rue Marie-Victorin, Pavillon Triest, Local R015, MONTREAL, (Québec) H1G 2J6. / Tél.(514)494-0658.

Des actions à la portée de chacun

☐ Messages de soutien

à titre individuel, en groupe, au nom d'un mouvement, d'une association, d'une classe d'école, d'une paroisse ou communauté vous pouvez rédiger un bref message de soutien à Mgr Romélus en exprimant ce que représente pour vous sa candidature au Nobel de la paix. Tous les moyens d'expression sont bienvenus, y compris le dessin pour les plus petits.

Merci d'envoyer ces messages à

CHRD (Centre haïtien de recherche
et de documentation)
Case postale 125
1211 Genève 12

**Nous transmettrons au jury du
Prix Nobel de la Paix à OSLO.**

*Vous pouvez également demander des
informations complémentaires à cette même adresse*

☐ Faites passer l'info

Vous pouvez distribuer ce document (et d'autres sur Haïti); organiser de petites expos à partir des photos qu'il contient, sans grand frais, à l'aide d'une photocopieuse, en trouvant un lieu public où faire passer le message; encourager d'autres à agir, rester à l'écoute des événements, relayer les informations et d'éventuelles actions urgentes en lien avec Haïti, faire connaître les occasions de rencontre, etc.

☐ Prière et engagement

En respectant les sensibilités de chacun(e) il est aussi possible d'organiser des rencontres de prières en solidarité avec Haïti. Pour les chrétiens c'est une occasion de se laisser habiter par la justice et la paix de Dieu. C'est aussi une manière de répondre à l'appel des chrétiens d'Haïti face à la dictature: «*Notre baptême et notre vocation nous obligent à refuser de cautionner, ne serait-ce que par notre silence, un tel ensemble d'attitudes et de comportement marqués par le sceau de l'inhumanité, de la corruption, de l'hypocrisie, de l'immoralité et du reniement de l'Evangile*». (Conférence haïtienne des religieux, février '94. Source: DIAL)

☐ Appui financier

Chacun essaie d'y mettre du sien pour réduire les coûts d'une telle campagne. Il sera toutefois nécessaire, notamment, de financer des déplacements pour Mgr Romélus afin de favoriser des rencontres et faire entendre les aspirations du peuple haïtien qu'il s'est engagé à promouvoir en acceptant d'être candidat.

**Merci d'envoyer vos dons avec la mention
"Soutien à la candidature de Mgr Romélus au
Nobel de la Paix", au CCP suivant:**

12-23437-7
CHRD
Genève

**Nous nous engageons
à en faire bon usage**

**Monseigneur Romélus candidat au Nobel de la paix
«au nom du peuple haïtien».**

Un prix Nobel pour la libération des opprimés

Des actions à votre
portée pour soutenir
cette candidature et
les espoirs qu'elle
suscite (voir page 4)

La candidature de Mgr Willy Romélus au Prix Nobel de la Paix 1994 (ou 1995) a été annoncée officiellement à Montréal le 14 février par Roberto Miguelez, professeur de philosophie à l'université d'Ottawa.

Figure emblématique de la résistance contre la dictature en Haïti, Mgr Romélus est ainsi salué pour son courage, sa ténacité et son engagement indéfectible à la cause de la justice, en dépit des pressions, des menaces et des attentats dont il a été victime. La campagne pour l'obtention du prix Nobel vise essentiellement à renforcer la revendication prioritaire du peuple haïtien: le rétablissement de la démocratie que ce «prophète national» a toujours soutenu de toutes ses forces. Mgr Romélus ne l'entend pas autrement: «*Qu'on parle de moi, cela ne m'intéresse pas, mais si cela peut servir au pays, alors je suis tout à fait d'accord*» nous déclarait-il récemment.

Lancée par des réseaux de solidarité canadiens la candidature de Mgr Romélus au Nobel de la paix a rapidement obtenu l'appui de divers milieux: organisations de défense des droits de l'homme et d'entraide, communautés religieuses, députés québécois, artistes, anciens membres de la mission civile ONU-OEA en Haïti, etc. En Europe, des comités de soutien se mettent en place, principalement en France, en Autriche, en Allemagne, en Hollande, en Belgique et en Suisse.

Soutiens de la base

En Haïti, la Caritas de Jérémie, le diocèse de Mgr Romélus, est le relais officiel de la campagne, en lien avec ses partenaires québécois. Une pétition circule déjà dans tout le pays proclamant le ferme soutien du peu-



**Eveilleur des consciences,
Monseigneur Romélus est un
homme de la parole qui se bat
avec la seule force de ses
convictions.**

**Les militaires, à plusieurs
reprises, l'ont accusé de
cacher, de transporter ou de
distribuer des armes.**

Sa réponse:

**«Ma seule arme c'est
l'Evangile: une bonne nouvelle
pour les pauvres, une parole
de libération pour tous les
opprimés»**

Photo: J.-C. Gadmer / CIRIC
Graphisme: R. Pasquier



Haïti est né d'une révolte contre l'esclavage. Or celui-ci s'est réinstallé sur l'île sous de multiples formes: conditions de vies indignes des coupeurs de canne à sucre haïtiens en République dominicaine, enfermement dans la misère, répression contre toute forme d'organisation dénonçant l'exploitation économique.

Avec la Commission Justice et Paix, Mgr Romélus s'est engagé à lutter contre cette violence économique qui ne sert que l'enrichissement rapide d'un petit nombre.

(Photo: O. Pasquiers / CIRIC)



«Le phénomène des "boat-people" naît de l'extrême pauvreté, de la violence répressive, de la dégradation sociale et économique» dénonce Mgr Romélus. Et les boat-people ne sont que la face la plus visible d'une émigration forcée qui ruine Haïti et révèle le fossé grandissant entre Nord et Sud.

(Photo: «16 décembre magazine»)

ple haïtien à l'évêque qui s'est fait «la voix des sans-voix»: «*Un prix Nobel de la Paix prouverait que des hommes et des femmes du monde entier, par l'intermédiaire d'une grande instance internationale (...) veulent dire NON à la violence d'une minorité de mercenaires, NON à la perpétuation d'un système d'apartheid.*».

Symbole de l'humanité opprimée

Les enjeux de cette candidature au prix Nobel sont multiples. Elle peut représenter, tout d'abord, un soutien pour Mgr Romélus lui-même face aux menaces dont il est l'objet. C'est à ne pas négliger. Elle renforce par ailleurs les espoirs de la reconstruction d'un Etat de droit en Haïti qu'il incarne par ses multiples combats. Et ces espoirs revêtent aujourd'hui une portée universelle.

Haïti, fière de sa libération de l'esclavage il y a deux cents ans est redevenue synonyme d'asservissement: misère, paupérisation, dégradation des ressources vitales sont, de manière flagrante, les fruits de la répression armée, de la corruption, de l'exploitation à outrance au profit d'une minorité sans scrupules. Aux portes de la plus grande puissance de la planète, ce pays est maintenu dans la pauvreté la plus extrême. La résistance non-violente de la majorité des Haïtiens a été mise en échec par une communauté internationale peu claire dans ses options et incapable de faire respecter ses résolutions.

Haïti est devenu le symbole le plus criant de l'humanité opprimée. Il n'y a plus possible de parler de dignité humaine sans répondre à la revendication de justice qui n'a cessé de s'y faire entendre.

Mgr Romélus, homme d'Eglise, incarne une action dans laquelle peuvent se reconnaître toutes celles et ceux qui sont assoiffés de justice et de paix, par delà leurs croyances respectives. Un engagement déterminé, sans détours ni intérêts calculateurs ni manoeuvres de coulisses. Une parole au service des plus démunis, pour leur émancipation. Une volonté clairement affirmée d'agir par la non-violence. Le prix Nobel viendrait à point nommé pour encourager l'humble travail de ce prophète de notre temps. ■

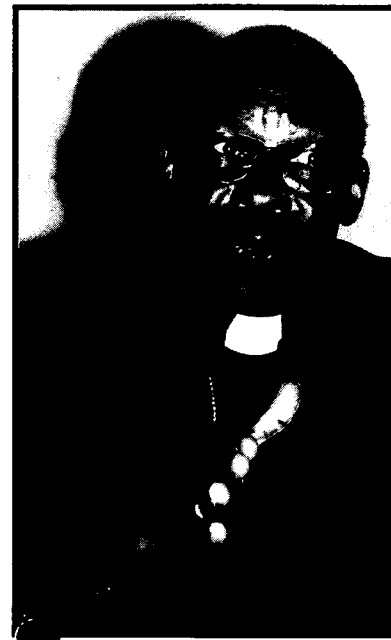


Photo: J.-C. Gadmer / CIRIC)

Biographie

Aux côtés des paysans et des jeunes

Né en 1931, ordonné prêtre en 1958, Mgr Willy Romélus commence sa vie de prêtre dans une paroisse rurale (l'Anse à Veau), puis devient directeur dans un lycée. Il connaît la prison dès 1962 pour avoir dénoncé des mesures arbitraires prises par le dictateur Duvalier. Dès 1965, il est envoyé dans une des paroisses les plus pauvres de la région de Jérémie. Encouragé par les résolutions du concile Vatican II il se met à l'écoute des paysans et accompagne de nombreuses initiatives de promotion humaine: écoles, dispensaires, centres d'art ménager, coopératives.

Nommé évêque de Jérémie en 1977, il poursuit dans le même esprit: lancement d'une radio orientée vers la conscientisation et la solidarité: "Radio Tet Ansanm". Cette station sera mitraillée par les militaires en 1991. création d'un Petit séminaire, de services en faveur des enfants pauvres et abandonnés, d'un lieu d'accueil pour personnes en fin de vie, d'un Foyer culturel pour les jeunes, à leur demande. Le projet Régional d'Education et de Développement (PRED) qu'il a mis en place est considéré comme un modèle pour le pays par de nombreuses organisations non-gouvernementales étrangères. Tout récemment encore il lançait un programme ve-

nant en aide à la région de la Grande Anse, gravement touchée par le naufrage du Neptune qui avait provoqué de nombreuses pertes en vies humaines et une destruction économique et sociale sans précédent.

En '83 déjà, à la veille de la visite du Pape Jean-Paul II en Haïti, il faisait un discours remarqué appelant au respect des droits humains et au partage des biens. Tracasseries et intimidations se succéderont dès lors à son rencontre. En '85, lors du concile des jeunes de Jérémie il les exhorte vivement à prendre leurs responsabilités à jouer leur partition dans le changement de la société haïtienne. Les menaces se feront plus précises avec plusieurs tentatives d'assassinats. Souvent protégé par la population il continuera son combat.

Président de la Commission nationale Justice et Paix de 1989 à 1993, Mgr Willy Romélus, seul parmi les évêques, dénoncera inlassablement, au risque de sa vie, les violations des droits de l'homme et le retour de l'arbitraire dès le renversement du Président Aristide. Déplacements de populations, émigrations forcées, nouvelles formes d'esclavage seront aussi au centre de ses préoccupations.

Mgr Romélus ne se contente pas de dénoncer l'arbitraire et les crimes de la dictature. En accompagnant le travail fait par les commissions Justice & Paix au niveau local et national c'est une véritable culture des droits de l'homme qu'il souhaitait promouvoir dans la société haïtienne. Que le respect de ces droits devienne la responsabilité de chacun, telle est la meilleure prévention contre toute forme de dérive dictatoriale.

C'est la même logique qui guide Mgr Romélus lorsqu'il accompagne les initiatives des paysans ou des jeunes: «Vous devez prendre vos responsabilités, leur dit-il souvent, jouer votre partition dans le concert du changement en Haïti pour une société de justice et de libertés». La reconstruction de la société haïtienne devra beaucoup à cet homme qui n'a cessé de se rebeller contre la perversion de l'idéal démocratique au profit d'une infime minorité. Ce combat est exemplaire pour l'espérance des pauvres dans le monde d'aujourd'hui.



Un combat pour la participation de tous contre la domination d'une minorité et l'arbitraire de la répression
(Photos: J.-C. Gadmer / CIRIC)



cipe ainsi, à titre militant, au Forum européen pour une solidarité Nord-Sud qui rassemble aussi bien des associations que des membres individuels ayant un savoir-faire dans différents domaines: expertise économique, expérience dans l'animation, le syndicalisme, l'action associative ou politique. En bref, un réseau de complicités pour un bon complot: le complot pour l'homme. C'est au sein de ce réseau que la notion de **Contrat de génération** a vu le jour. «C'est d'abord un contrat que l'on fait avec soi-même. Je peux changer des choses dans mon lieu de vie, de travail, m'assurer qu'un certain nombre de questions-clés sont prises en compte, ne plus donner une délégation aux élus simplement parce qu'on a le coeur qui va à gauche ou à droi-

te, au centre ou ailleurs. Ensuite il s'agit d'un contrat entre sociétés par lequel les pays du Nord et du Sud s'engagent sur un objectif commun qui s'inscrit dans la durée: au moins le temps d'une génération pour atteindre des objectifs d'intérêt commun. C'est un partenariat, on oublie la notion d'aide ou d'assistance: on fait chacun sa part de l'effort. Par ailleurs, on ne peut pas simplement prendre les décisions au niveau des capitales, il faut travailler au niveau du terroir, avoir une approche intégrée, multisectorielle dans chaque zone. Enfin il s'agit de mettre en correspondance les sociétés civiles entre elles pour de nouvelles solidarités».

Les différents aspects évoqués dans ce cadre nous sont, certes, familiers. Cependant, l'intérêt majeur des

«Contrats de génération Nord-Sud» est de les recentrer au sein d'un modèle de pensée et d'action cohérent, afin de renforcer le pouvoir des acteurs de la société civile face à l'inertie des Etats et des instances internationales. Ce concept qui a débouché sur de nombreuses initiatives originales en Europe mériterait d'être mieux connu en Suisse. Nous aurons l'occasion d'en reparler avec Jean Fabre, puisqu'il sera l'invité des oeuvres d'entraide pour la campagne de Carême 95. ■

Dominique Froidevaux

Une version intégrale de cette interview sera diffusée sur Radio-Cité / GE (91.8 FM), le mercredi 2 novembre à 8h30 avec reprise à 21h30. Cassettes disponibles au tél. (022) 342 37 00.

«Justice et Paix» en Suisse, le point après 25 ans de réflexion et d'action

Dans le quotidien de notre travail, le téléphone rouge fonctionne parfaitement avec Justice & Paix. Comme quoi les préoccupations d'une Commission locale née d'une dynamique de base peuvent rejoindre efficacement celles d'une Commission officielle des évêques. Bref regard sur cet organisme ami qui fête son quart de siècle tout juste une année après celui de la COTMEC.

Depuis sa création «Justice et Paix» a toujours cherché à faire réfléchir le public sur les problèmes d'injustice, souvent source de conflits. Dans ce but, elle publie régulièrement des études axées sur la politique sociale (chômage, conditions des étrangers, révision de l'AVS) ou sur des débats éthiques (Bioéthique, procréation artificielle)

Active au plan international cette commission consultative se préoccupe actuellement de la situation en Haïti, où elle espère pouvoir accélérer et assurer le rétablissement de la

démocratie. Revendiquant son autonomie par rapport au Vatican, Justice et Paix a surtout besoin pour l'avenir d'être suivi par les paroisses comme l'affirme Jean-Claude HUOT, secrétaire général. Le relais doit être assuré par de petits groupes oecuméniques locaux pour une meilleure collaboration entre les experts officiels et les groupes d'action, tant au niveau des orientations à prendre que de leur mise en oeuvre. C'est ainsi que la commission pourra prendre un nouvel élan et poursuivre le difficile combat qu'elle mène depuis 1/4 de siècle. ■

Marie Pasquier

Actions à suivre

□ **A propos de la votation du 4 décembre sur les mesures de contrainte dans le droit des étrangers,** nous vous recommandons:

- **RESTER FIDÈLES A L'ESPRIT DE LA CONSTITUTION,** Une prise de position élaborée par CARITAS-Suisse et soutenue par la COTMEC. (Version intégrale: 11 pages / ou résumé);
- et **L'ARGUMENTAIRE DU COMITE D'INITIATIVE GENEVOIS,** dont fait partie notre commission (2 p.).

□ **A propos des initiatives de paix,** concernant les exportations suisses de matériel de guerre et la promotion de la paix, nous vous recommandons la brochure, cosignée par la COTMEC et intitulée:

- **PROMOUVOIR LA PAIX DANS LE MONDE.**

Cette brochure de 16 pages est le fruit des réflexions de plus de quarante organisations suisses actives dans les questions Nord-Sud. Elle concerne des enjeux majeurs sur lequel le peuple suisse devrait se prononcer prochainement: la reconversion des budgets militaires et les exportations d'armes.

Tous ces documents sont disponibles à notre secrétariat (au prix des photocopies). Tél.: (022) 329 26 81.



JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve

- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21 551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 12.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Ont collaboré à ce numéro:

M.-T. Bouchardy, E. Reusse,

M. Pasquier, R. Pasquier,

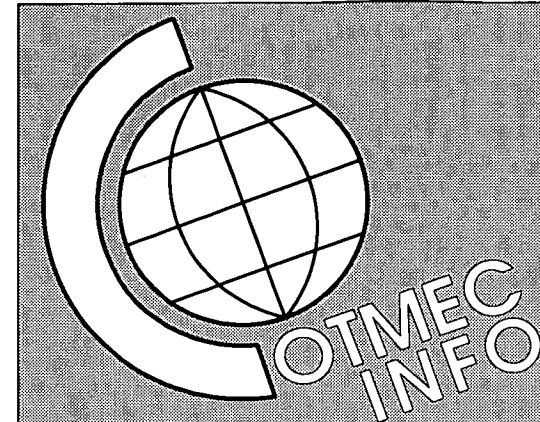
J. Kahamaila, J.-C. Roulin,

D. Froidevaux.

Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 168

- 1 Editio: mesures de contrainte et développement
- 1 Billet: Riches? Et alors!
- 2 Luites contre la ségrégation en Amérique latine
- 2 Théologie africaine
- 2 Ouaga: rencontre des ACAT
- 3 Mini-dossier: Plaidoyer pour un contrat de génération Nord-Sud
- 4 Divers



Mini-dossier, p. 3
Contrat pour les
générations à venir

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 168 / Mensuel / octobre 1994

Editorial

Le coucou helvétique a du plomb dans l'aile

Tout en proclamant son soutien à la loi contre les discriminations raciales, le Conseiller fédéral Arnold Koller a sans cesse rappelé la nécessité des mesures de contraintes - sur lesquelles nous serons appelés à voter le 4 décembre prochain -, comme pour la contre balancer. C'est une forme d'aveu: contrairement à ce qu'il affirmait au départ, la loi sur les mesures de contrainte n'est pas dirigée prioritairement contre les criminels de la drogue, c'est une loi anti-étrangers. Et sa politique s'avère fondée sur la recherche d'un équilibre hasardeux: un coup pour satisfaire les «humanistes» un autre pour calmer les ultra-nationalistes xénophobes. C'est de la démagogie et cela ne peut que brouiller le débat démocratique.

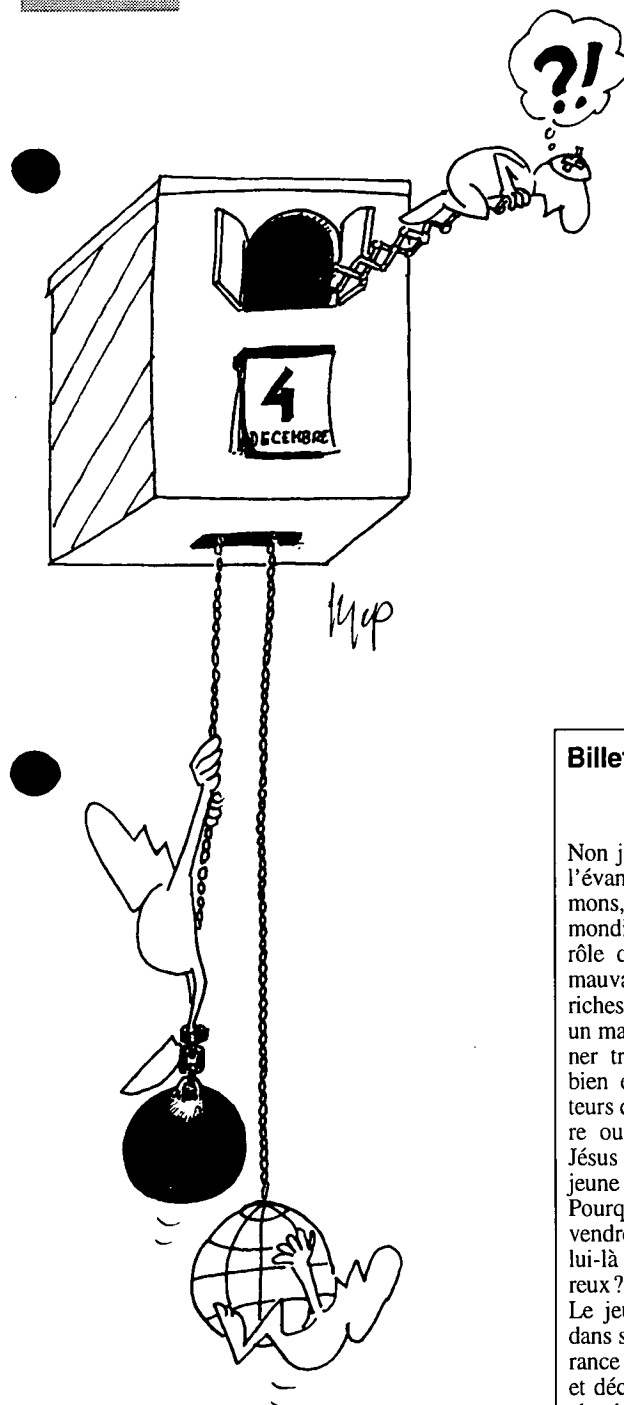
En ce début du mois d'octobre nous avons pu assister à une autre incohérence de notre gouvernement fédéral: après les belles paroles entendues à Rio (Sommet de la terre) et au Caire (Sommet sur la population) quant à la nécessité d'un effort supplémentaire de la Suisse pour réduire les écarts entre Nord et Sud, le Conseil fédéral a proposé un budget fort modeste pour la coopération au développement et l'aide humanitaire. Budget qui fut encore révisé à la baisse par les Chambres.

Dans ce cas, c'est le souci scrupuleux d'un équilibre comptable qui l'a emporté au détriment d'une vision cohérente de l'avenir du peuple suisse dans notre monde en mutation.

La mécanique helvétique est, comme à l'habitude, magnifiquement réglée. Mais à trop vouloir fonder son fonctionnement sur des équilibres bien ajustés, on risque paradoxalement de la gripper: il lui manque une dynamique porteuse. Il faut que, dans le terreau démocratique de ce pays, se renforce une vision cohérente, humaine, axée sur la justice et un avenir possible pour tous. Les occasions de combat ne manquent pas. Nous nous attacherons sans cesse à les mettre en évidence dans nos colonnes. ■

Dominique Froidevaux

Dans ce numéro: Jean Fabre nous aide à trouver une vision cohérente pour articuler initiatives de la base et enjeux internationaux (pages 3 et 4). Pistes d'action contre les mesures de contraintes et pour une politique de paix en page 4. Echos sur des réflexions et combats du Sud en page 2.



Billet évangélique

Riches? Et alors!

Non je ne suis pas le jeune homme riche de l'évangile! (Mc 10,17-30). Combien de sermons, de déclarations et de reportages tiers-mondistes n'ont-ils pas tenté de m'assigner ce rôle dans un monde déclaré définitivement mauvais, injuste et déséquilibré à cause de ma richesse? c'est à croire que certains prennent un malin plaisir à voir leurs frères s'en retourner tristes, accablés par cette culpabilité si bien entretenue car ces nouveaux moralisateurs que sont les intellectuels du documentaire ou les prédicateurs simplistes. Pourquoi Jésus ne s'est-il pas invité à manger chez ce jeune homme riche comme chez Zachée? Pourquoi n'a-t-il pas demandé à Zachée de vendre tout ce qu'il possédait, mais c'est celui-là même qui s'est soudain découvert généreux? (Lc 19,1-10)

Le jeune homme riche était si bien installé dans son confort moral si préoccupé par assurance tous risques que seuls le propos radical et décapant du christ pouvait ouvrir une brèche dans cet univers douillet et tranquille. Zachée, lui, dénigré, montré du doigt et

culpabilisé, avait simplement besoin d'une rencontre, d'une relation vraie. Dans ces deux récits d'évangile, ce n'est pas le fait de posséder de l'argent qui est dénoncé, ni non plus la complicité dans l'injuste répartition des richesses, mais la confiance en l'autre et la dignité de la personne.

Notre société, loin d'être douillette et tranquille, est peuplée des "Zachées" grimant dans les arbres d'un bonheur promis, s'accrochant aux branches des joies et des réponses illusoire que tendent les nouveaux marchands d'espérance comme les sectes ou les prophètes de tout poil. Quête éperdue d'une identité reconnue, d'un regard positif sur le monde! soif d'un "je t'aime tel que tu es" ou d'un "je viens manger chez toi aujourd'hui"! Et Jésus vient bouleverser la donne. Ne ratons pas son passage au milieu de ce monde qu'il aime et qu'il trouve beau puisqu'il lui a donné sa vie. N'ayons pas peur de descendre de nos arbres, il nous a déjà repérés. ■

Jean-Charles Roulin

OUAGA '94 Rencontre des ACAT africaines

«*L'Afrique est-elle condamnée à la violence ?*» tel était le thème de cette rencontre qui réunissait une centaine de membres de 8 ACAT* africaines, du 9 au 16 Août 1994. Marie-Thérèse Bouchardy (ACAT-Suisse) nous en donne un écho.

Si l'Afrique est un «immense brasier recouvert tout entier par une épaisse flamme rouge de sang et de la chaleur des larmes répandues par des manifestations de violence», il ne faut pas perdre espoir et trouver les anti-corps pour «réanimer les solidarités africaines», retrouver le sens des responsabilités.

Invitée à Ouagadougou par l'ACAT du Burkina, dans le cadre d'un jumelage entre nos deux ACAT, j'ai rencontré une équipe dynamique qui avait préparé cette rencontre avec efficacité. Tout de suite le contact s'est créé chaleureusement. j'ai beaucoup appris de l'Afrique pendant ces dix jours. L'amitié partagée est inestimable des deux côtés. L'Afrique va mal, les Africains rencontrés ont besoin de savoir que nous sommes solidaires les uns des autres, que nous pouvons partager nos «richesses» humaines et qu'en cas de coup dur, il y aura toujours quelqu'un pour remuer ciel et terre pour qu'ils ne tombent pas dans l'oubli.

Les cinq S

Guy AURENCHE, président de la Fédération internationale a invité les membres des ACAT à être des grains de sable qui enraient la machine de la violence et de l'injustice. Ces «bâtisseurs courageux» ont un programme en cinq S : être des Sources d'espérance, être au Service de tous, être des Sentinelles pour repérer les causes de violation des droits de l'homme, être Solidaires pour rompre la solitude qui tue et devenir des Spirituels actifs. ■

Marie-Thérèse Bouchardy
* ACAT: Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)

La théologie de la reconstruction en Afrique Une réponse à l'idéologie de la destruction de l'humain

L'Afrique agonise sans émoi, et l'afro-pessimisme gagne les esprits. le reste du monde fait semblant d'avancer mais n'évite pas de pa-ta-ger dans des contradictions qui imposent plus que jamais la redéfinition du religieux, du politique, de l'économique, du social... L'humanité est en panne. Moment privilégié pour le philosophe d'interroger son époque, le théologien de scruter l'âme de ses contemporains. Face à la crise, la théologie de la reconstruction propose une rupture avec les causes profondes d'une situation de destruction avant de rebâtir sur du nouveau (quête de l'identité, libération, reconstruction).

La réflexion se développe autour d'une analyse parcourant le temps (de l'Egypte ancienne au monde d'aujourd'hui) et démontre com-

ment le monde se construit par une alternance de construction-destruction. Il convient donc de déceler, à la lumière de l'histoire et de la pensée théologique «les dynamiques fondamentales de l'idéologie de l'inhumain», de les fustiger puis de proposer une perspective éthique replaçant l'humain au coeur. Pour sa démarche la théologie de la reconstruction donne en exemple quatre idéologies destructrices qui, comme des constantes, traversent les époques en s'adaptant: le pharaonisme, le baalisme, le complexe de Mamon, la pharisaïte.

Une pensée inculturée

Elaborée par des théologiens africains et développée à partir des réalités du continent noir, la théologie de la reconstruction n'a pas

moins l'ambition de s'adresser à l'humain d'aujourd'hui, quel qu'il soit et où qu'il soit. Elle se structure autour de trois axes: axe théorique (quels hommes, quels chrétiens sommes-nous ?), axe technique (qu'avons-nous à faire ?), axe utopique (quelle volonté d'espoir voulons-nous engager ?). ■

Justin Kahamaile

Pour en savoir plus :

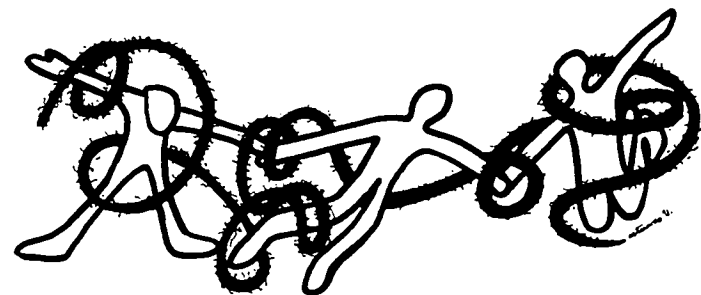
- «L'Eglise africaine et la théologie de la reconstruction, réflexions sur les nouveaux appels de la mission en Afrique», par KA MANA, in Bulletin du centre protestant d'études, Août, 1994.
- «Eglise d'Afrique, pour une théologie de la reconstruction», CETA, Nairobi, 1990.

En Amérique latine Luttes contre la ségrégation sociale

On peut l'observer aussi sous nos latitudes: la société à deux vitesses progresse, l'organisation politique, économique et sociale écarte comme inutiles et interdit comme dangereux des hommes et des femmes qui n'ont rien fait pour mériter un tel traitement.

En Amérique latine, et notamment au Brésil, c'est la majorité de la population qui est ainsi exclue, au bénéfice des privilèges accrus pour une minorité de plus en plus réduite. Contre la peur et le désespoir, des voix s'élèvent, dénonçant l'injustice de ces orientations et recherchant des alternatives.

Exemple: les propositions et revendications évoquées au sein des semaines sociales brésilienne, organisées pour la seconde fois cette année au mois d'octobre, en marge du débat politique des élections générales. Cette rencontre a mis en



Ensemble contre la ségrégation
(Dessin tiré de IGLESIA SOLIDARIA)

évidence le fait qu'un nombre grandissant d'acteurs sociaux naissent du milieu de l'exclusion et de la souffrance. Agissant au niveau local, certaines organisations de base modifient les relations entre les personnes dans le quotidien de leur existence en revendiquant un accès réel pour tous à la terre, à l'éducation, à la santé, au travail, au logement, à l'ensemble des droits élémentaires. On assiste ainsi à une démocratisation de la communication sociale qui inverse les priorités

néo-libérales et vise à mettre l'économie au service de la vie et l'au service du citoyen.

Peuples en lutte.

De telles initiatives populaires peuvent s'observer dans d'autres pays comme le Pérou et l'Uruguay. Ainsi à Lima, la huitième rencontre des prêtres, s'appuie-t-elle sur l'Evangile pour se situer aux côtés des pauvres et dénoncer l'ajustement structurel qui engendre chômage et misère.

Ainsi, à Montévideo, le service Paix et Justice veut-il que tous les droits de l'homme soient inscrits dans la Constitution. ce n'est qu'avec cette officialité que le gouvernement sera conduit à créer les mécanismes qui rendront ces droits effectifs. De telles actions prouvent que la démocratie au sens noble et premier, est l'affaire du peuple. Dont acte. ■

Roland Pasquier
Source, DIAL

■ Mini-dossier

Plaidoyer pour un Contrat de génération Nord-Sud

Entretien avec Jean Fabre

Au niveau mondial, les gouvernements se mettent d'accord sur de grands principes en matière d'environnement (Rio, 1992), de droits de l'homme (Vienne, 1993), de démographie (Le Caire, 1994). Or, ces magnifiques résolutions qui prèchent systématiquement l'urgence d'un changement de modèle se heurtent à l'inertie d'un système dominé par les grands de la finance et du commerce et dont le credo reste dominé par les lois de la concurrence et du profit. Est-il encore possible d'envisager une action cohérente, à notre portée et jusqu'au niveau international, pour remettre au coeur des préoccupations la question du bien-être pour tous ? Esquisse d'une réponse avec Jean Fabre, chargé d'information au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

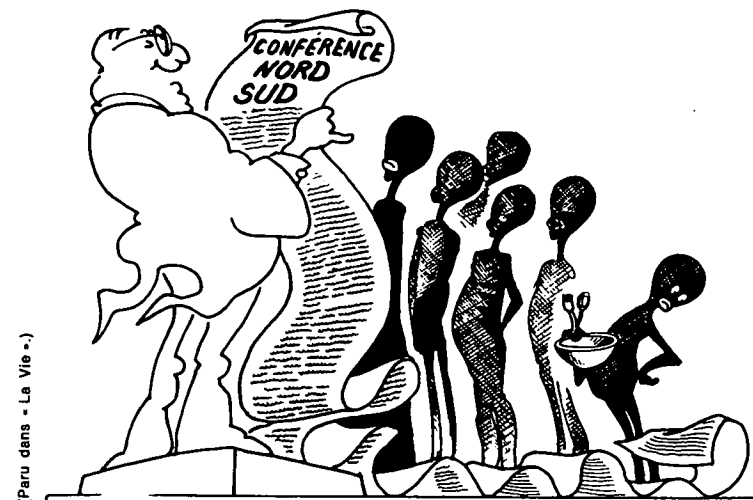
«La terre pourrait supporter le double de la population actuelle, mais certainement pas dans l'état actuel, avec les écarts actuels (entre Nord et Sud, entre riches et pauvres), avec les comportements actuels. Si tout le monde consommait comme les plus riches de la planète on consommerait à l'heure actuelle dix fois la quantité des ressources alimentaires et 200 fois la quantité de minerais et de minéraux. C'est intenable. Avant la fin d'une génération tout serait épuisé». Pour Jean Fabre, le constat est clair, largement partagé par les plus grands experts au niveau international et ressassé dans les grandes conférences mondiales. Les moyens existent aussi pour changer le cours des choses, ce qui manque c'est la volonté politique, principalement au niveau des Etats.

Une révolution éthique

Cette volonté de changement ne naîtra pas sans une révolution éthique soucieuse de promouvoir, à tous les niveaux, une nouvelle éthique centrée sur l'être humain. «Cette approche est encore embryonnaire aujourd'hui», souligne Jean Fabre, parce que l'être humain est considéré comme un moyen et non pas comme une fin. Que ce soit dans les sociétés capitalistes ou dans les expériences des pays de

l'Est, l'être humain était traité comme une simple ressource parmi d'autres. Comme si l'activité de la société répondait à une sorte d'exigence supérieure, transcendante: le marché, le profit, la croissance, bref, des choses abstraites. Il faut se mettre d'accord sur ce premier paramètre: l'être humain, c'est une finalité, donc on va tout faire pour subordonner toutes les activités à un meilleur être pour tous les humains».

Les actions à entreprendre? Le PNUD en propose toute une série, envisageables dès maintenant, même avec des budgets limités. Il s'agit avant tout de définir des priorités dans les efforts consentis. «Quand on regarde les pays les moins riches de la planète, il ne consacrent en moyenne que 13% de leurs ressources étatiques pour l'enseignement primaire, l'accès à l'eau potable et aux soins de santé primaires pour tous, les politiques d'assainissement. Il faudrait qu'ils en consacrent au moins 20%: on gagnerait à peu près 29 à 30 milliards de dollars par an de ressources qui sont aujourd'hui utilisées de façon non prioritaire (dans l'armement, par exemple) et qui seraient réinvesties dans ce que l'on appelle les nécessités de base du développement humain. Dans l'aide internationale, c'est pareil,



(Paru dans «La Vie».)

on ne consacre que 7% de l'aide, en moyenne, à ces mêmes priorités. En restructurant l'aide publique internationale, sans même dégager de ressources nouvelles, on pourrait réinvestir 8 à 9 milliards de dollars par an supplémentaires. En tout, on a une quarantaine de milliards de dollars chaque année qui seraient réinvestis sur ce qui crée du développement humain».

Pacte mondial

Sur le terrain, les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières et monétaires internationales (le FMI et la BM, voir encadré) n'ont pas suffisamment pris en compte ces éléments. L'assainissement de la situation économique des pays en développement a reposé principalement sur deux axes: réduction des déficits budgétaires des Etats et rééquilibrage de la balance commerciale. Selon Jean Fabre, il faudrait un nouveau pacte mondial centré sur les urgences premières en matière d'éducation, d'alimentation, de santé, de protection de l'environnement. Un pacte qui imposerait aussi des mesures d'ajustement aux pays du Nord et engagerait chacun à faire sa part de l'effort. «Il y a aujourd'hui cent millions de pauvres dans les pays riches de la planète, des gens en état de misère réelle, sans abris ou subissant des déficiences nutritionnelles graves. Il y a des mesures à prendre pour assurer le développement humain au Nord comme au Sud... De plus, il y a un moment à partir duquel l'accumulation des problèmes planétaires est excessive

et où même les tenants du pouvoir économique se rendent bien compte que personne n'a rien à gagner au maintien du système actuel».

Chacun a la capacité d'agir

La complexité des problèmes, surtout lorsqu'ils sont abordés à un niveau international, dissuade cependant les simples citoyens de s'y attaquer à bras le corps. On imagine que seuls les experts sont concernés. Pour Jean Fabre, personne ne doit rester sur la touche: «prenons les atteintes à l'environnement, certaines questions se résolvent à l'échelle individuelle, d'autres à l'échelle familiale, locale, nationale, régionale et d'autres uniquement à l'échelle mondiale. Les maladies qui voyagent, le SIDA, la drogue, le chômage, les migrations, pour tous les grands problèmes de l'époque on doit agir à plusieurs niveaux. On est obligé de réinventer notre société, de la repenser. La génération actuelle et celles qui vont venir ont devant elles un travail de pionnier, un terrain à défricher. Chaque personne doit prendre conscience de son pouvoir qui est fabuleux».

Nouveau contrat de génération

Ainsi, les réflexions et actions novatrices qui naissent à partir de différents secteurs des sociétés civiles sont-elles déterminantes pour l'avenir. Elles peuvent rejoindre l'approche défendue au sein de certaines instances internationales comme le PNUD. Jean Fabre parti-

»»»»» suite page 4

Commandez votre
agenda 1995
à la COTMEC
Tél. 022 329 26 81

L'agenda
Latino-américain

Édité par le Comité chrétien pour
les droits humains en Amérique latine

Frs. 15.-



A la fois agenda pratique, outil pédagogique et livre de bord, cet agenda offre de nombreux repères pour construire l'espérance aujourd'hui. Avec de nombreux textes de Pedro Casaldaliga, Jon Sobrino, José Maria Virgil et d'autres grandes figures de la théologie de la libération latino-américaine.

à vos agendas !

Haïti, Saint-Domingue, Cuba
Nouvelle donne dans les Caraïbes

Conférence-débat avec Max Michel (s.J.)
Jeudi 1er décembre '94 à 20h15,
A Saint-Boniface
14 Av. du Mail
(Face à la plaine de plainpalais)

Max Michel, prêtre et sociologue, travaille notamment avec les habitants des quartiers pauvres de Saint-Domingue qui tentent de reprendre leur destin en main.
Il nous donnera un écho des effets qu'ont eu les campagnes de solidarité avec les personnes déplacées au moment des festivités du "5e centenaire" de la Conquête.
Mais nous tenterons aussi d'analyser la nouvelle donne régionale avec les signes d'ouverture à Cuba et le rétablissement du processus démocratique en Haïti.

La santé a du prix... pour tous

A la veille de la votation sur l'avenir de l'assurance-maladie **JUSTICE ET PAIX** publie une brochure invitant à la solidarité dans ce domaine. Une réflexion qui va bien au-delà de la révision sur laquelle nous sommes appelés à nous prononcer.

En bref, J&P soutient la révision proposée par les Chambres fédérales en raison de l'urgence d'une réforme. La Commission évalue aussi de manière favorable l'initiative "pour une saine assurance maladie" car elle propose un système de santé plus solidaire. Les enjeux d'avenir avec les exigences éthiques qui leur sont associées, sont au centre de ses réflexions: alléger les charges des populations les plus touchées par les hausses des primes d'assurance; instaurer une solidarité entre jeunes et vieux, hommes et femmes, malades et bien-portants; promouvoir et développer la prévention.
Au-delà des solutions techniques, J&P évalue notre rapport à la santé en le mettant en perspective à partir d'une approche biblique et de la comparaison avec les valeurs de la santé communautaire en Afrique.

■ Dominique Froidevaux
"Le prix de la santé", J&P, 1994, est disponible à notre secrétariat au prix de Frs 22.-

Cuba au Cinéma

«Fraise et chocolat»: une leçon de tolérance

Dans l'ondée médiatique qui nous apporte quotidiennement de mauvaises nouvelles de Cuba, naissent encore quelques lueurs d'espoir: c'est le cas du film "Fraise et chocolat", témoignage fort et sensible du réalisateur cubain Tomas Gutierrez Alea.

A travers la rencontre et les discussions d'un jeune militant communiste et d'un intellectuel homosexuel, le film fait le point sur les bienfaits et les limites du régime de Castro, en montrant la voie de la tolérance et du respect de l'autre.

Fervent disciple du régime communiste, David n'a jamais eu de doutes quant à ses idées politiques. La douleur d'une trahison amoureuse provoque la fissure des valeurs morales jusque là indestructibles et signe le début d'un lent processus de remise en question. C'est alors qu'il se fait aborder par Diego, un homosexuel qui l'attire chez lui sous prétexte de lui montrer des ouvrages interdits à Cuba. David découvre ainsi la "caverne" de Diego: livres à l'index, sculptures interdites, revues américaines. Mais il va surtout découvrir, au fil de longues discussions et d'une lente ouverture d'esprit, que des

poètes et des musiciens qui aimaient Cuba autant que lui ont dû fuir leur pays, qu'il est interdit d'exposer des oeuvres d'art sans le consentement du gouvernement, qu'un homosexuel n'est pas une erreur de la nature qu'il faut bannir de la société, mais un être humain normal, et surtout qu'il est possible de critiquer le régime sans pour cela renier la révolution.

A travers les paroles de Diego et des images très fortes, Tomas Gutierrez Alea soulève des problèmes fondamentaux sans condamner personne. Il brosse en quelques touches le constat objectif d'un pays au pouvoir sclérosé qui ne peut plus abreuer de rêves de révolution un peuple désabusé: affiches propagandistes déchirées, traces de discours de Castro sur les murs, palais en ruine de La Havane. En parallèle, le film suggère aussi la structure hospitalière de pointe et le taux élevé de scolarisation des enfants, deux éléments positifs que l'on est souvent tenté d'oublier devant la situation économique actuelle. Le film a été de plus coproduit par Cuba et a reçu, mis à part le prix oecuménique du dernier festival de Berlin, le prix de la ville de La Havane, signe qu'il ne faut jamais perdre espoir. ■

Nicole Kunz

Impact pour un pacte

Le mouvement oecuménique Justice, Paix, Sauvegarde de la Création (JPSC) propose cinq slogans, sous forme de cartes postales et d'affichettes. Ils commencent par les cinq lettres du mot **VIVRE** et sont autant de thèses nous invitant à un nouveau style de vie.

Un seul exemple:

Inventer de nouvelles énergies pour en économiser d'autres.

L'Homme qui se sert de la nature comme d'un garde-manger inépuisable viole la création et détruit les ressources vitales. Alors que l'homme qui reconnaît dans la création une communauté de destin contribuera à sauvegarder la terre et ouvrira des espaces de vie encore cachés.

Dieu, source de toute vie, nous confie sa création.

... De l'impact et quel pacte pour chacun d'entre nous, ici, aujourd'hui!

Le groupe JPSC prépare ainsi activement le deuxième Rassemblement oecuménique européen, convoqué pour mai 1997 autour du thème "La Réconciliation" don de Dieu et source de vie nouvelle!" ■

Roland Pasquier

Commandes:
JPSC, case postale 7442,
3001 Berne
Les 5 cartes 5.-, l'affiche 5.-



JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

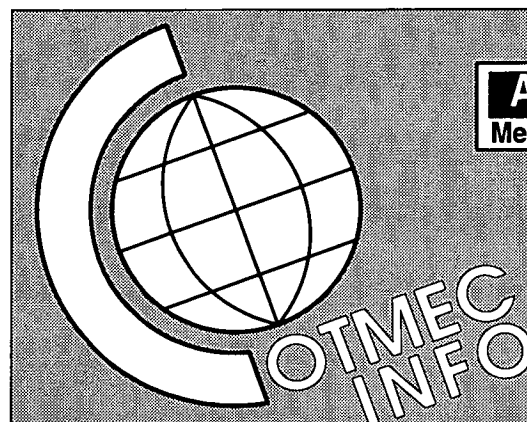
Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.
Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par le bulletin vert agrafé à ce numéro.



Abonnement: Fr 12.-
Merci d'utiliser votre bulletin vert

Mini-dossier, p. 3
Réseau de solidarité
aux Etats-Unis

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 169 / Mensuel / novembre 1994

Billet évangélique

Une longue suite de témoins

Nous attendions le P. Yvon Joseph, messager Haïti, venu rencontrer un groupe d'amis genevois acquis à la lutte du peuple haïtien. Une cassette vidéo nous renvoyait les images des obsèques du P. Vincent, assassiné au soir du 28 août dernier. Face au cercueil, un prêtre faisait la lecture de l'évangile prévu pour le jour de Noël. Au premier abord, je m'étonnai. Mais bien vite, je trouvai ce choix pertinent et bienvenu. Toute mort est une nouvelle naissance et la Vie a raison de toutes les violences. Et puis, les paroles du Prologue de l'évangile de Jean s'appliquaient si bien au P. Vincent que l'on pouvait croire qu'elles avaient été rédigées pour lui. "La lumière a brillé dans les ténèbres et les ténèbres n'ont pu l'étouffer... Il n'était pas la lumière, mais le témoin de la vraie lumière, le Verbe... Il est venu chez les siens, mais les siens ne l'ont pas accueilli".

Ecrits pour introduire à l'oeuvre de Jésus, ces paroles illustrent encore celles du disciple. On ne sépare pas en christianisme le disciple de son maître. Et c'est ainsi qu'on écrit de nos jours les actes de nouveaux apôtres qui valent bien ceux de Pierre et Paul, Jacques ou Barthélémy. La continuité de l'Eglise n'est pas seulement fournie par la liste d'une chaîne d'évêques qui se succèdent à travers le temps, mais par le flot continu du sang des martyrs qui, depuis Jésus, fécondent notre terre et font jaillir la vie.

Vincent était prêtre haïtien. A des milliers de kilomètres de son pays, presque à la même date, Cyprien, Daphrose, sa femme et leurs six enfants, étaient massacrés au Rwanda. Fait divers, dirait-on. Moins qu'on ne le pense. Cyprien, qui fut responsable de l'Institut National de Recherche scientifique, poète, musicien et chorégraphe était encore le fondateur de la communauté Emmanuel, ne cessait de visiter les malades, s'occupait d'orphelins et pratiquait l'évangélisation dans la rue, à proximité des marchés. Il semble que la mort frappa cette famille, chez elle, dans la chapelle domestique où l'on conservait l'eucharistie. Cyprien, sa femme et ses enfants s'inscrivent, comme Vincent, en droite ligne à la suite des martyrs des premiers siècles qui figurent aujourd'hui encore dans le calendrier des saints.

Et nous qui restons, nous avons de qui tenir... Le sang des martyrs est une semence. ■

Guy Musy

Votation !

Mesures de Contrainte N'oubliez pas d'aller voter le 4 décembre



Position des Eglises à Genève

Le 4 décembre, les citoyennes et les citoyens de notre pays devront approuver ou rejeter les "mesures de contrainte" introduites dans le droit des étrangers par les Chambres fédérales.

Les Eglises nationale protestante, catholique romaine et catholique chrétienne du canton de Genève rappellent aux chrétiens que cette loi est contestable parce qu'elle contient des dispositions qui vont à l'encontre des principes prônés par l'Evangile: le respect et la dignité de l'être humain, l'accueil des étrangers et la présomption d'innocence.

En outre, cette loi fait l'amalgame entre demande d'asile et délinquance, ce qui est inacceptable même si notre pays connaît des problèmes liés au trafic de drogue. C'est le devoir de tout Etat de droit d'appliquer à chacun, étrangers ou non, les mêmes règles juridiques.

La Suisse, jusqu'à présent, s'est tenue à ce principe et cette attitude a contribué à l'estime dont elle jouit. Genève, par le rôle international qu'elle joue, doit lui rappeler sa vocation.

Enfin, les Eglises ont affirmé à plusieurs reprises que le problème des migrations ne sera pas réglé par la multiplication des lois sur le séjour des étrangers, mais par une nouvelle conception des rapports économiques entre les différentes parties du monde.

C'est pourquoi, nos trois Eglises invitent leurs membres à aller voter en tenant compte de ce message.

Conseil de l'Eglise Nationale Protestante de Genève
Conseil Exécutif de l'Eglise Catholique Romaine à Genève
Synode de l'Eglise Catholique-Chrétienne de Genève

Le 9 novembre 1994

Du matériel d'information sur les mesures de contrainte peut être obtenu à notre secrétariat

La Banque Mondiale et le FMI ont 50 ans «Quid» du développement promis?

Madrid, début octobre, le Fonds Monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) tiennent leurs assemblées générales, ils commémorent également leur cinquantième anniversaire. L'atmosphère est à la fête, l'ambiance est marquée par la reprise affichée par les économies des pays riches. Puis le couac, en deux actes.

Acte 1. Les pays riches, menés par les USA, la Grande-Bretagne et l'Allemagne rejettent le projet visant la création d'une enveloppe de 36 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS), soit environ 50 milliards de dollars, à mettre à la disposition des pays en développement ou en transition (Russie, Europe centrale...) afin de leur permettre de répondre à leurs besoins en capitaux pour cinq ans. La somme devant être ainsi répartie: 20 milliards d'allocation générale disponibles pour l'ensemble des pays membres étant dans le besoin et 16 milliards d'allocation spéciale pour les pays de l'Est. Après discussion, les pays du G7 acceptent la création d'une allocation spéciale pour les pays de l'Europe centrale.

Acte 2. Réaction: les pays en développement - entraînés par l'Inde, l'Arabie saoudite et le Brésil - bloquent le projet car ils le trouvent insuffisant et partial. Début des négociations, longues et labo-

rieuses, les pays pauvres ne cèdent pas. La fête de clôture est morose. L'assurance de l'harmonie des décisions a disparu. Le rendez-vous est pris pour avril 1995, à la prochaine assemblée générale, une solution plus acceptable est envisagée.

Modèle suicidaire

Ce fait a été largement relaté par les médias mais il nous semble qu'il n'a pas été apprécié à sa juste valeur. Au delà d'une simple résistance opposée aux pays riches c'est le rejet d'un modèle de fonctionnement que les pays du Sud ont voulu manifester, relayés dans leur action par nombre d'ONG qui ne désespèrent pas de changer les institutions de Bretton Woods. Le modèle de développement tel que préconisé et soutenu par la BM et le FMI n'est pas viable, il est suicidaire. Il génère la pauvreté alors qu'il est censé lutter contre. Il participe à la destruction de la nature, maintient 80% de la population de

la planète dans la dépendance économique et politique, décourage l'acquisition du savoir, déstructure les systèmes de santé, fragilise les Etats, garants de la sécurité et de la cohésion sociale. Il crée au sein même des pays riches des poches de pauvreté sans cesse grandissantes. Bref il crée l'anti-développement ou tout au moins le mal-développement. Le FMI et la BM s'en défendent en rejetant la responsabilité sur les Etats, maîtres en dernier ressort des choix à faire (mais quels choix avec quelle marge de manoeuvre?). Ils renvoient ensuite les ONG à leurs responsabilités (mais quelles ONG?) car elles participent à la conception et à la réalisation de 50% des projets financés par le FMI et la Banque Mondiale.

L'embarras est ressenti jusqu'au plus haut niveau. Et l'on ne parle désormais plus que "d'ajustement structurel à visage humain", de "développement durable" ou encore "développement socialement durable". Des termes destinés à rassurer l'opinion. L'économie de marché affiche son triomphe. Le GATT, transformé en organisation mondiale, est un verrou de plus. At-on assez réfléchi à la mission de la nouvelle institution? Elle aura, entre autres mandats, celui de sanctionner (qui? pourquoi? avec quels moyens?) Quel développement pour le monde aujourd'hui et demain? Telle est la réflexion à faire. Fustiger toute forme d'aliénation et de destruction de l'humanité tel est le combat à mener. ■

Sri Lanka Un barrage efficace à la violence: le mouvement «Amitié»

Une explosion de violence était redoutée au Sri Lanka après les élections législatives d'août 1994. Le Parti national uni, au pouvoir depuis 17 ans, avait perdu les élections au profit de l'Alliance du peuple. Ce revers ajouté à la violence endémique causée par le conflit ethnique (est-il vraiment ethnique?) entre Tamouls et Cinghalais laissait présager le pire. Mais le pire n'est pas arrivé, grâce à une campagne "Amitié" menée par un groupe inter-religieux sous la houlette de l'épiscopat catholique. L'image d'un enfant et son cri «*Quand vous vous battez, nous sommes tristes*» ont été diffusés auprès des communautés hindoues, musulmanes, catholiques et bouddhistes à travers tout le pays.

Fernando a rappelé aux 150000 personnes rassemblées qu'«il faut laisser au passé les conflits et les différences d'avant les élections. Tous doivent travailler à l'unisson pour le plus grand bien du pays».

La violence n'a pas disparu, preuve en est l'assassinat d'un des candidats à la présidence, mais elle ne s'est pas généralisée et un grand espoir s'est levé dans l'île. L'union insolite d'une Présidente, des enfants et des communautés religieuses peut certainement faire des miracles... La paix a enfin une chance. ■

Maryse Durrer

(Source Eglises d'Asie no 184)

Pour ceux et celles qui désirent en savoir plus: le numéro de novembre de la revue *Bethléem* est entièrement consacré au Sri Lanka. Une lecture passionnante et instructive.

Lors de la bénédiction annuelle des malades, l'archevêque de Colombo, Mgr Nicolas Marcus

CONTE

Par Leticia Cordoba. Argentine

C'est un vieux conte à quatre personnages: tous, n'importe qui, quelqu'un et personne.

Un jour, il y avait un travail important à faire et tous savaient que quelqu'un le ferait. N'importe qui pouvait le faire, mais personne ne l'a fait. Quelqu'un se fâcha quand il s'en rendit compte, car ça revenait à tous de le faire. Le résultat? Tous croyaient que n'importe qui le ferait et personne ne s'est rendu compte que personne ne le faisait.

Comment s'est terminée l'histoire?

Quelqu'un a reproché à tous de ne pas avoir fait le travail, parce qu'en réalité personne n'avait fait ce que n'importe qui aurait pu faire!

Texte tiré de l'Agenda latino-américain 1995: vous pouvez commander cet agenda enrichi de réflexions et de prières à notre secrétariat: (4122) 329 26 81. Prix 15.- francs.

Mini-dossier



La «responsabilité partagée» est-elle une valeur en voie de disparition aux Etats-Unis? Le coup porté à la réforme du système de santé semble le faire croire. Et les résultats des récentes élections au Sénat laissent craindre le pire. S'il est un groupe pourtant qui ne baisse pas les bras, c'est bien celui qui s'est constitué sous le nom de «Network»: réseau. Vingt-trois ans après sa création, ce «groupe de pression catholique national en faveur de la justice sociale» apparaît plus que jamais nécessaire.

Créé en 1971 par une quarantaine de religieuses qui pensaient qu'il ne suffisait pas d'aider les pauvres, mais qu'il fallait agir directement pour un changement social, *Network* est très vite devenu un lobby officiel. Ce statut - unique en son genre pour une organisation catholique - permet à ses membres d'"influencer" directement les députés au Congrès et au Sénat dans le sens de ses objectifs. «*Une de nos priorités est de donner du pouvoir aux plus démunis*», souligne soeur Richelle Friedman, une des deux lobbyistes à plein temps de l'association. «*Nous analysons comment les propositions de loi affectent les pauvres, ce que les différentes politiques leur apportent et surtout ce qu'elles leur permettent de faire pour améliorer leur propre condition*». Plus largement, *Network* se bat pour une transformation du système économique, pour un système de taxes plus équitables, pour une diminution des budgets militaires et une augmentation de l'aide au Tiers-Monde.

Actions ciblées

«*L'expérience nous a enseigné à ne pas être sur tous les fronts*», ajoute soeur Amata Miller, membre jusqu'à récemment du comité directeur. Ce sont les membres, aujourd'hui au nombre de dix mille - et parmi lesquels on compte de nombreux laïcs - qui définissent les principales lignes

d'action après chaque élection présidentielle. Une fois les stratégies mises au point, tout le réseau est mobilisé: lettres aux «Congressmen», marches nationales, mises en contact des députés avec des représentants des couches les plus défavorisées de la société... Pour augmenter son efficacité, *Network* crée également des «alliances tactiques» avec d'autres coalitions sur des sujets bien définis. En 1989, il a contribué à créer par exemple le «Citizen's Budget Campaign», un groupe chargé d'influencer les priorités du Budget fédéral. Et son effort d'éducation reste constant: depuis le début le «Sister's lobby», comme on le désignait à l'origine, organise des séminaires de formation politique et d'éducation à l'action ouverts à tous.

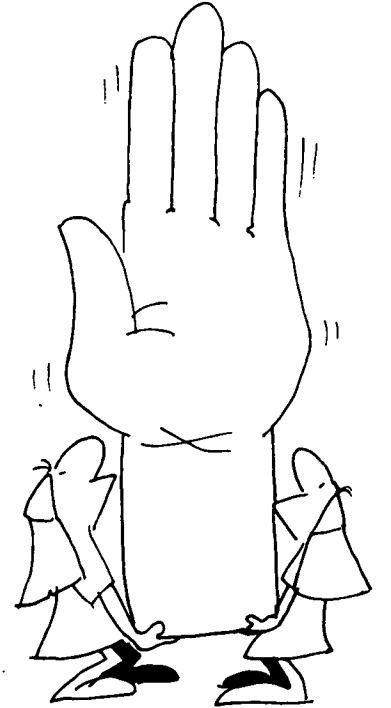
Fondements éthiques

Tout le travail de *Network* se fonde sur les enseignements de la doctrine sociale de l'Eglise. «*La justification de l'existence des autorités publiques est la réalisation du bien commun*», écrivait Jean XXIII dans l'encyclique «*Pacem in terris*», un credo que l'organisation a fait sien dans une récente campagne. L'originalité de *Network*, écrit Amata Miller, «*réside dans la tension constante qui existe entre la tradition prophétique et son engagement dans le processus politique*». Une ligne qui a toujours été diligemment suivie, même avec

Le poids des mots

Network ne s'intéresse pas seulement aux problèmes de la société américaine mais tente de forger une plus grande justice internationale à travers son travail aux Philippines, en Amérique centrale et en Afrique du Sud. Elle tente aussi d'infléchir la politique étrangère américaine sur des sujets sensibles. Catherine Pinkerton, une des lobbyistes de l'association, raconte un vote critique à la Chambre des Représentants, sur l'aide aux Contras du Nicaragua, en 1985. «*Nous savions que nos chances de succès diminuaient à vue d'oeil. Un législateur sortit de la Chambre en disant: 'Nous allons probablement perdre ce vote, mais il y a deux membres du Congrès qui ne sont pas sûrs de leur position. Essayez de les convaincre'. Nous avons approché le premier. Le président Reagan l'avait averti qu'un vote contre l'aide aux Contras avait bien des chances de lui coûter sa réélection. L'autre député était une femme. Nous les avons pressés de voter selon leur conscience et non selon des calculs politiques. Ayant fait de notre mieux, nous avons rejoint les autres lobbyistes, attendant les résultats. Le Congrès vota son opposition à l'aide aux Contras à deux votes près, NOS deux votes!*».

Réseau de solidarité aux Etats-Unis La voix des sans-voix au Congrès



Network: les bases de l'action

- Travailler pour les pauvres, ceux qui sont économiquement exploités et politiquement marginalisés, les faire participer aux décisions qui affectent leurs vies.

- Agir en faveur d'une transformation de l'ordre économique et social, promouvoir la vision d'un monde plus juste et équitable.

- Créer des connections, des coalitions, construire la communauté, travailler à l'intégration de la foi et de la politique en se basant sur la doctrine sociale de l'Eglise.

- Créer des alternatives, un nouveau débat politique, un style d'action participatif.

Network publie un bulletin «Connection» tous les deux mois.

Adresse: Network / 801 Pennsylvania Ave SE, suite 460 / Washington D.C. 20003, USA
Tél. 001 202 547 55 56 / Fax 001 202 547 55 10

l'émergence, dans les années '80, de forces conservatrices au sein de l'Eglise. «*Bien que certains religieux aient été sommés par Jean-Paul II de choisir entre leur ministère et leur fonction publique, nous avons toujours continué notre action*», souligne Richelle Friedman. «*Nous n'avons jamais pris position sur l'avortement, par exemple, un sujet qui préoccupe beaucoup l'Eglise américaine. Notre priorité est de changer les rapports économiques*». Mais les membres de *Network* reconnaissent volontiers que les temps sont devenus plus durs. Les années Reagan, le retour d'une droite très conservatrice, puis la crise économique ont réduit la marge d'action de l'association, forcée de jouer les tampons. «*Le climat politique s'est considérablement dégradé*», relève Amata Miller. «*Ces dernières années tous nos efforts se sont*

concentrés sur la manière d'éviter de nouvelles coupes dans les subsides destinés aux plus défavorisés». Depuis deux ans, quelques bonnes nouvelles, fragiles, redonnent l'espoir. Des nouvelles que le travail de *Network* n'a pas peu contribué à faire éclore. Après huit ans d'efforts, l'association a vu enfin adopter une législation qui permet aux travailleurs de prendre congé pour raisons médicales... sans craindre de se faire licencier! Les subsides au logement pour les plus petits revenus ont été augmentés et les impôts sont devenus légèrement plus progressifs. Autant de petites victoires, réconfortantes, sur le cynisme qui mine les Etats-Unis. Autant de petites victoires pour un lobby qui n'a cessé de croire à un partage des ressources plus équitable. ■

Francesca Argiroffo

Quel développement?



Documents à commander à notre secrétariat:

- Parmi 186 organisations de 25 pays, la COTMEC a signé un «**APPEL POUR UNE SOLUTION JUSTE DU PROBLEME DE LA DETTE MULTILATERALE**» promu en Suisse par la Déclaration de Berne et adressé au Conseil fédéral en septembre de cette année. Cet appel demande notamment la réduction de moitié de certaines dettes des pays pauvres fortement endettés envers le FMI et la BM et même l'annulation de ces dettes pour les pays qui ont un PNB par habitant inférieur à 675 dollars. Les remises de dettes devraient être converties en fonds de contrepartie pour financer des programmes de développement ou d'environnement.

- A l'instigation notamment du Forum européen pour une solidarité Nord-Sud, un forum alternatif donnant la voix aux dominés du système actuel s'est tenu à Madrid, à l'occasion du cinquantenaire des institutions de Bretton Woods (FMI et BM). Le document de travail de ce forum peut être commandé à notre secrétariat. Titre: «**POUR UNE CONVIVIALITE EQUITABLE ET AUTONOME EN PAIX AVEC LA PLANETE**».

à vos agendas

Mardi 31 janvier 1995,
à 20h00,
sur inscription au tél.:
022 329 26 81-COTMEC

La Théologie de la Reconstruction à notre portée

Atelier de théologie avec Kā Mana, philosophe et théologien zairois, auteur de plusieurs ouvrages («Christ d'Afrique, Enjeux éthiques de la foi africaine en Jésus-Christ», Karthala, 1994).

La théologie de la reconstruction s'est développée à partir des dynamiques de la base, dans les Eglises africaines. Nous tenterons d'en dégager avec Kā Mana des outils qui peuvent nous aider dans nos propres engagements.

Pour préparer cette rencontre nous vous recommandons vivement la lecture du Bulletin du CPE (N°4/5, août 1994) que vous pouvez obtenir à la COTMEC, tél. (022 329 26 81)

Nouveau cap pour la Mission

Les 11, 12 et 13 novembre, Planète Mission rassemblait près de 6000 personnes (dont environ 2000 jeunes) actives dans les différentes Eglises de France, avec une importante délégation suisse. Objectif: faire le point sur la nouvelle donne de l'activité missionnaire dans le monde moderne. Parmi les temps forts de cette rencontre, nous relevons ici, deux interventions proposant une réflexion sur les fondements et le sens de la mission aujourd'hui. Ce furent les conférences en plénum de Mgr Cisse, évêque au Mali, et du Père Amaladoss, jésuite indien.

Dans un propos assez traditionnel, Mgr Cisse a parlé de l'Evangile comme d'une irremplaçable "force de transformation planétaire" dont les chrétiens sont dépositaires. Plus pertinent fut son appel à considérer comme une exigence de la mission la qualité des liens entre les différentes Eglises. Il a beaucoup insisté en ce sens sur la solidarité matérielle que les Eglises occidentales doivent manifester aux jeunes Eglises, solidarité qui doit également permettre à chacune de fortifier son identité propre.

On pouvait relever dans la conférence du Père Amaladoss les mêmes accents mis sur le rôle prophétique que sont appelées à jouer les communautés chrétiennes en cette fin de siècle. Cependant, sa réflexion s'est démarquée d'un discours classique lorsqu'il a fait

place à une dimension essentielle de la mission: "savoir contempler". Amaladoss entendait par là savoir "reconnaître la présence agissante du Christ partout... La mission n'est pas notre projet, mais d'abord le projet de Dieu!" Il a ainsi mis en exergue l'importance capitale d'un vrai dialogue avec les autres religions, d'une collaboration pour s'attaquer ensemble aux structures d'oppression que secrètent nos sociétés. Il invitait ainsi à comprendre que la libération apportée par le Christ ne se manifeste pas seulement dans nos Eglises. Cette reconnaissance d'un Dieu agissant dans le cœur de tout homme est certainement la condition sine qua non de tout agir missionnaire.

J'en déduis que, si l'Eglise veut retrouver toute sa force missionnaire, elle doit se mettre à l'écoute du monde plutôt que de le juger. Elle est en effet porteuse d'un message libérateur unique, mais elle s'est figée dans sa manière de le communiquer. Attentive aux différentes cultures, aux langages de notre temps, elle pourra alors entrer dans un vrai dialogue avec tous les hommes qu'il faut cesser une fois pour toutes de considérer comme des païens privés de salut! La mission a encore de beaux jours devant elle si les chrétiens n'oublient pas de contempler les merveilles que Dieu fait "hors de l'Eglise"! ■

Jean-Charles Roulin

Cambodge: la paix s'éloigne

L'ONU, en mettant en place l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge) visait la remise en état de ce pays abîmé par plusieurs années de guerre. L'opération était ambitieuse, une référence pour les autres pays nécessitant le même traitement au lendemain de la guerre froide. Deux ans après le lancement de l'opération, l'échec est manifeste. Point sur la situation d'un pays qui repart à la dérive.

Les élections organisées au printemps 1993 ont porté au pouvoir un parlement de consensus et un gouvernement provisoire de coalition. Le prince Norodom Sihanouk, devenu roi, a regagné le pays. Les institutions réhabilitées, le travail de reconstruction du pays pouvait commencer. Mais voilà, les plaies du Cambodge sont profondes et la volonté de certains dirigeants, douteuse. A cela s'ajoute l'opportunisme et le

mercantilisme néfaste des voisins immédiats du pays. Le pouvoir retrouvé a ainsi réveillé les vieux démons plus qu'il n'a favorisé la mise en place d'un Etat fonctionnel. L'ancien Parti Communiste qui s'est mué en Parti du Peuple Cambodgien a fini de tisser sa toile autour de l'appareil politique, d'aucuns parlent même de coup d'Etat. Les Khmers rouges sont pourchassés, toute négociation avec eux suspendue. Ils n'en attendaient pas plus pour renouer avec la violence. La paix fragile instaurée avec la collaboration de l'ONU et des pays parrains (EU, France, Australie) est en train de s'évaporer.

Le réarmement du pays repart de plus belle. Une mine déterrée est presque aussitôt remplacée par une autre. Le pays évolue vers une impasse. Les dirigeants modérés sont inquiets, les investisseurs étrangers ne se bousculent pas aux portes de Phnom Penh et l'aide économique promise par nombre de pays se fait attendre. L'opération de l'ONU est arrivée à son terme, en novembre, en princi-

pe, car ses forces ne se sont pas encore retirées. Les affrontements qui opposent les forces gouvernementales aux Khmers rouges, les règlements de compte, les exécutions sommaires se multiplient, on peut craindre le pire. L'ONU va-t-elle se dérober, faillira-t-elle là aussi à ses responsabilités? Et les pays qui ont les moyens de faire pression sur les différents acteurs vont-ils abandonner ce peuple martyr dans une nouvelle tragédie? L'Eglise locale, décapitée par les Khmers rouges il y a près de vingt ans, tente, non sans peine, de rebâtir à sa façon l'espoir. Les personnes, les institutions oeuvrant pour la justice et la paix au Cambodge lui emboîteront-elles le pas? ■

Justin Kahamaile

Pour en savoir plus:
- **Double échec au Cambodge**, in Croissance, N° 377, déc. 1994.
- **Cambodge: la crise ou la paix? L'heure du choix**, in Eglises d'Asie (EdA), N° 181, juillet 1994.
- **Cambodge: L'Eglise à l'aube de la résurrection**, in EdA N°187, novembre 1994, + document EdA N°9, novembre 1994.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

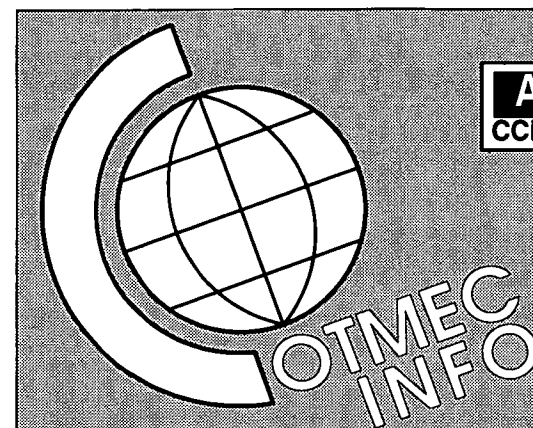
Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. MERCI DONC DE FAIRE CONNAÎTRE "COTMEC-INFO" AUTOUR DE VOUS. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. GRAND MERCI A CEUX QUI SOUTIENNENT AINSI CES ECHANGES. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par le bulletin vert agrafé au numéro de novembre.



Abonnement: Fr 12.-
CCP 12-21551-1, + MERCI (cf.p.4)

Mini-dossier, p. 3
Dans les favelas de
Santo-Domingo

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 170 / Mensuel / Décembre 1994

Billet évangélique

«Ils n'abandonnent pas les enfants»

Les dés sont jetés. Seule une minorité de citoyennes et de citoyens de ce pays a rejeté la loi imposant aux étrangers des mesures de contraintes. Nous osons croire que, parmi eux, se trouvaient des chrétiens et chrétiennes convaincus.

Perdus dans la masse de leurs concitoyens, on voudrait les voir désormais résolus à enfreindre les articles d'une loi dont ils ont justement dénoncé l'iniquité. Ils ne feraient que renouer avec une tradition multiséculaire. En effet, à la fin du deuxième siècle, une apologie anonyme de la foi chrétienne - «la Lettre à Diogète» - présentait les chrétiens comme des femmes et des hommes ordinaires qui ne se distinguaient pas de leurs compatriotes par le langage, le pays ou le vêtement. Ils s'acquittaient de tous leurs devoirs de citoyens, mais en refusant toutefois des comportements contraires à leurs convictions. Notre texte précise qu'ils «se marient comme tout le monde, ils ont des enfants comme tout le monde, mais ils n'abandonnent pas leurs nouveaux-nés».

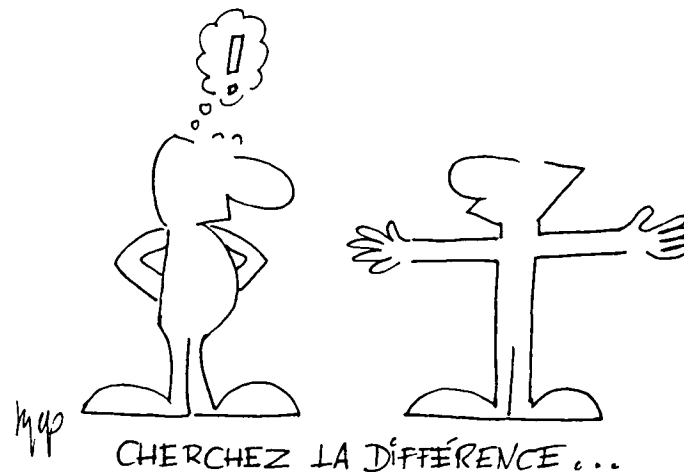
Le «mais» vaut son pesant d'or. Les chrétiens refusent de sacrifier les nouveaux-nés. Le «pater familias» avait en effet le droit de vie et de mort sur sa progéniture et même le devoir de supprimer ceux qui, à cause d'un handicap, semblaient, pour l'époque, porteurs d'un mauvais présage.

La législation approuvée le 4 décembre permet d'incarcérer des enfants dès l'âge de quinze ans. Rien de commun avec la pratique barbare des Romains d'autrefois, mais elle se situe dans la même ligne. J'ai sous les yeux la lettre indignée d'un pédiatre genevois qui dit sa honte et son amertume de voir ainsi bafouée une passion professionnelle mise au service des enfants tout au long de sa vie. Il faut aussi avoir été le témoin de l'internement d'enfants dans les prisons de certains pays du Tiers-Monde pour éprouver un dégoût définitif face à de telles pratiques, contraires, faut-il le rappeler, à la Convention des Droits de l'Enfant.

Mais à quoi bon invoquer le droit? L'Evangile suffit pour rappeler notre devoir et nous conduit à la désobéissance civile. La fidélité à Jésus qui a accueilli les enfants, écartés par les adultes, nous impose des choix. Faut-il le redire à la veille de Noël où Dieu nous apparaît sous le signe d'un nouveau-né?

Notre texte ajoute: «Les chrétiens obéissent aux lois établies, mais leur manière de vivre l'emporte en perfection sur les lois». Vienne le jour où notre comportement prendra le dessus sur la législation. L'exemple vient de haut: Mgr Vogel, évêque de Bâle, nous a déjà ouvert le chemin. ■

Guy Musy



Lorsque les abus ne sont plus hors-la-loi...

Nous avons déjà souligné dans nos précédents numéros le caractère inique, discriminatoire, arbitraire et liberticide de la loi sur les mesures de contrainte qui vient d'être acceptée en votation populaire. Nous maintenons cette analyse après le verdict des urnes.

En promettant une application restrictive de la loi pour faire passer la pilule, nos autorités n'ont pas pour autant retiré ce qui, dans cette loi, permet des abus. Nous nous retrouvons maintenant dans une situation embrouillée où ceux - forces de l'ordre ou magistrats - qui commettront des abus ne seront pas hors-la-loi, même s'ils rendront notre pays coupable de violations des droits de l'homme. Il faut à tout prix que cette situation ne perdure pas. Dans l'immédiat, une action est déjà engagée à plusieurs niveaux:

- Il s'agit tout d'abord de renvoyer les autorités à leurs responsabilités en prenant à la lettre les propos modérés qu'elles ont émis, jusque dans le message accompagnant le texte de loi soumis au vote: les autorités cantonales et fédérales se sont engagées à ne pas commettre d'abus et nous devons veiller à ce qu'elles respectent leur parole.
- Dans le même sens, il faut veiller à ce que les lois cantonales, qui seront élaborées à la suite de la loi fédérale sur les mesures de contrainte, respectent la Constitution ainsi que les conventions internationales en matière de droits de l'homme.
- Une présence accrue auprès des requérants d'asile doit pouvoir être assurée pour les soutenir dans leurs démarches et défendre leurs droits. Les Eglises auront là une responsabilité accrue à travers leurs aumôneries. Il faudra certainement plus de moyens et de forces pour ce travail.
- Une surveillance s'organise aussi à travers diverses organisations afin de pouvoir dénoncer rapidement toute mesure arbitraire et tout abus. La mise en place de refuges ou de protections particulières pour les personnes menacées doit exister comme recours contre les abus. C'est une forme de désobéissance civile qu'il faut pratiquer avec discernement, mais avec une ferme conviction lorsque la dignité et les droits d'êtres humains sont en jeu. Quant à nous, nous l'avons déjà encouragée et pratiquée par le passé et nous réitérons notre engagement.

Lorsque les abus ne sont plus hors-la-loi et portent atteinte aux droits fondamentaux des personnes, nous sommes en devoir de défier cette loi (voir le billet évangélique ci-contre). ■

Dominique Froidevaux,
au nom de la COTMEC

Ajoutons un grand coup de chapeau au journal Le COURRIER pour son information et son engagement dans ce même combat!

Campagne "Made in Dignity"

Ce n'est certes pas une nouveauté, le chômage est l'un des problèmes majeurs de notre société. Toute solution ne peut s'envisager qu'à une échelle mondiale, car il s'agit là d'un problème étroitement lié aux échanges nord-sud. C'est dans ce but que la Déclaration de Berne (DB) a lancé en octobre dernier une campagne soutenue au niveau européen, "Made in Dignity", qui tient compte des paramètres de la mondialisation de l'économie et de la délocalisation des industries. Cette réflexion fait l'objet d'une brochure éditée par la DB en collaboration avec ORCADES (France), les Magasins du Monde - Oxfam (Belgique) et l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière.



Dessin : Kroll

Le chômage et le sous-emploi touche actuellement le 30% de la population active mondiale. Si les causes de la crise de l'emploi sont issues, au nord, de l'automatisation, de la robotisation et de la nouvelle organisation du travail, elles dérivent également de la globalisation de l'économie qui pousse les industries à chercher au Sud des moyens plus rapides de s'enrichir. Ainsi de nombreuses firmes ont joué la carte de la délocalisation, c'est-à-dire l'implantation dans un pays en voie de développement qui fournit une main-d'œuvre bon marché ainsi que des avantages du point de vue financier (zones sans frais de douane ni impôts), social (pas de possibilité de syndicats) et écologique (aucun contrôle pour l'évacuation de déchets toxiques). Sans compter l'exportation du Sud vers les pays occidentaux des "meilleurs cerveaux" du Tiers-Monde, ne laissant ainsi aucune chance à ces régions de se développer.

Mais le phénomène de délocalisation est trop souvent mis en

avant pour masquer l'incapacité des pays riches à s'adapter aux changements et à "prendre en compte les problèmes d'emploi qui se posent dans les pays en développement (où parfois 50% de la population active est au chômage ou sous-employée), au lieu d'accroître sans cesse la productivité et la compétitivité entre les pays, ce qui ne peut qu'aggraver la situation de l'emploi au niveau mondial".

Dans ce contexte, les efforts des dirigeants politiques et syndicaux et des chefs d'entreprise à faire adopter des codes de conduite et des clauses sociales, dans les pays du Sud, sont soupçonnés de répondre à une attitude de protectionnisme des emplois au Nord. ■

Nicole Kunz

Ces différents points sont expliqués en détail dans la brochure "Made in Dignity" disponible à la COTMEC pour consultation ou peut être commandée auprès de la Déclaration de Berne, C.P., ch. de Boston 11, 1000 Lausanne 9. Tel.021/624.54.17, fax.021/624.54.19.

Monseigneur Romélus

a reçu le Prix Européen des Droits de l'Homme

Un formidable encouragement pour cet homme de justice qui inspire un profond respect pour son engagement en faveur de la dignité humaine en Haïti. Un dossier complet peut être obtenu à la COTMEC sur ce prix. Mgr Romélus est toujours candidat au prix Nobel de la Paix pour 1995, chacun peut envoyer un message de soutien. Renseignements. tél ou fax (4122) 329 26 81.

Le Soudan oublié

"Il importe de ne pas laisser dans l'oubli le drame soudanais dont les atrocités de la guerre ne finissent pas". C'est ainsi que s'exprimait Mgr Macram Max Gassis, évêque du diocèse d'El Obeid, de passage à Genève au printemps passé. Au Soudan, ajoutait-il, "il n'y a pas la guerre entre musulmans et chrétiens, mais une guerre entre le 5% de musulmans liés au pouvoir et tout le peuple soudanais". Aujourd'hui cette minorité a encore renforcé son pouvoir, depuis qu'elle s'est attirée les bonnes grâces de la France en lui livrant le terroriste Carlos.

Ce pays est le plus grand d'Afrique: 5 fois la France, 25 millions d'habitants. Une guerre civile oubliée y fait rage depuis 10 ans (1'300'000 Soudanais y ont perdu la vie), les droits de l'homme y sont continuellement violés (massacres, arrestations,

persécutions, viols, rapt d'enfants, esclavage) et même la famine y est artificiellement provoquée. Les Eglises soudanaises font d'incroyables efforts pour entamer un dialogue entre factions rivales et gouvernement en faveur d'une véritable réconciliation. A travers les appels réitérés de Mgr Gassis, elles nous invitent à aider ce pays à sortir de l'indifférence générale. ■

L.A.

Pour en savoir plus, à notre documentation:
- Soudan, bâtir l'espoir, mai 1989
- Soudan, N° spécial (409) de *Vivant univers*, janv.-févr. 1994.
- Dans *Chrysalide* (nov.-déc. 1994), des jeunes témoignent d'un voyage culturel et éducatif au Soudan (été 1994) et sont prêts à venir présenter films ou diaporama.
Adresse: Chrysalide, 14 quai des forces motrices 1204 Genève.

«Petits, nous sommes forts si nous sommes unis»

C'est ce que nous disent les délégués de la FIMARC (Fédération internationale de mouvements d'adultes ruraux catholiques). Leurs préoccupations rejoignent celles exprimées dans une publication du CETIM "La nature sous licence ou le processus d'un pillage".

En chœur ils dénoncent "l'emprise impitoyable d'un système s'arrogeant le droit de violer tous les droits essentiels des populations rurales" et, dans la foulée, mettant en danger l'équilibre et la diversité de la nature. La FIMARC parle même d'un système "fondamentalement injuste et de plus en plus porteur de mort, basé sur le seul profit accaparé par une minorité."

Dans de nombreux pays du Sud le droit à la terre est toujours remis en question. Or que devient un paysan sans terre ? Il va grossir le flot des habitants des bidonvilles. Mais ils ont compris que s'ils s'unissent, ils seront forts. La brochure du CETIM fait mention d'une charte des droits paysans adoptée à New Delhi en mars 1993. Le droit à la terre, le droit de conserver, reproduire et modifier des semences et des matériaux végétaux, le droit de nourrir et de préserver le pays, le droit aux ressources naturelles sont

mentionnés dans cette charte. Les paysans ne refusent pas le progrès, mais ils veulent conserver la richesse de la nature, ils refusent l'uniformisation des cultures; "ils sont les premiers inventeurs agricoles et estiment avoir le droit de continuer cette tradition qui se perd dans la nuit des temps."

Ceci n'est qu'un des aspects traités dans la brochure du CETIM.

Vous y trouverez aussi une analyse critique des conventions en cours de signature et de leur impact probable sur les pays du Sud; les enjeux économiques et sociaux du maintien de la biodiversité; en bref la critique d'un débat où "tout a été ramené au règne de l'économie, où la vie elle-même devient marchandise."

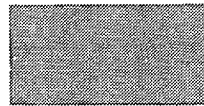
Nous ne sommes pas paysans, pour la majorité d'entre nous, mais nous sommes consommateurs et terriens, donc nous avons aussi notre mot à dire. N'hésitons pas à le faire savoir haut et fort. ■

Maryse Durrer

N.B. La prochaine CAMPAGNE OECUMÉNIQUE DE CARÊME (95) se fera sur le thème du Développement durable et de la biodiversité. Ce livre peut constituer un bon outil parmi d'autres dont nous reparlerons.

Commandez votre agenda 95 à la COTMEC, L'Agenda Latino-Américain en français. Prix 15 frs. Tél. ou Fax (022) 329 26 81.

Témoignage



Rencontre avec Max Michel. Jésuite d'origine belge, il travaille au sein des Communautés ecclésiales de base (CEB) d'un bidonville de Santo-Domingo. Son témoignage, empreint de son expérience d'homme de foi, nous invite à découvrir la face cachée de la démocratie: celle qui se construit à partir du bas.

Mai 1994. Le vieux président Joaquim Balaguer se proclamait lui-même vainqueur des élections présidentielles. La manipulation manifeste des listes électorales était confirmée par des observateurs des Etats-Unis et de l'Organisation des Etats américains. C'est donc une nouvelle fois avec le soutien de l'armée - et même de la hiérarchie catholique - que s'est perpétuée une vieille tradition latino-américaine à Saint-Domingue: celle du Caudillo, de l'homme "providentiel" imposant son éternel retour pour "le bien de la nation".

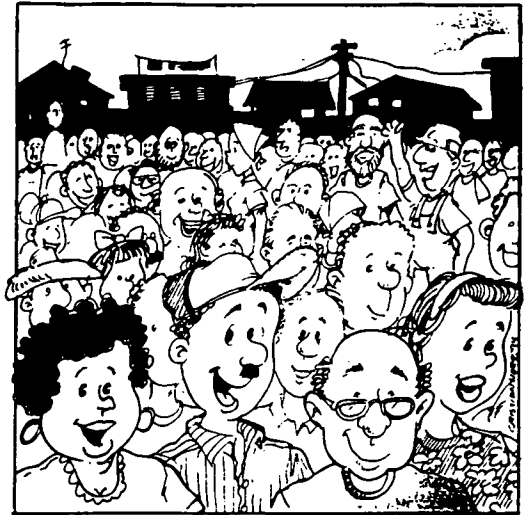
38 ans, Balaguer entamait ainsi son 7e mandat.

C'est dans ce contexte socio-politique bloqué que naviguent les CEB et les organisations populaires avec lesquelles travaille Max Michel. "Si l'on veut que la réalité du pays change, affirme-t-il, il ne faut pas simplement rêver que l'homme providentiel s'inclinera un jour devant le choix du peuple, il faut surtout que chacun se sente sujet et responsable, qu'une écoute mutuelle s'installe pour que les gens puissent ensemble prendre en charge leur existence au quotidien, lutter pour leurs droits".

Dans le quartier où travaille Max - Guachupita, qui compte 50'000 habitants - ce lien s'est fait tout naturellement, dès la création d'une communauté paroissiale, il y a 22

ans. Les premiers participants de cette expérience se souviennent encore de la révolution qu'a représenté, pour eux, l'arrivée d'une nouvelle équipe de religieuses et religieux qui leur avait été envoyée. Jusque-là, ils avaient été habitués à aller à la messe comme consommateurs et à recevoir quelques rudiments de catéchisme administrés par des religieux qui ne vivaient pas dans le quartier. La nouvelle équipe avait, au contraire, choisi de vivre parmi eux et de se mettre à l'écoute de ce qu'ils vivaient au jour le jour. "Petit à petit, explique Max Michel, les gens ont appris à prendre la parole: ils ont découvert qu'ils étaient avant tout filles et fils de Dieu et que, par là-même, ils avaient une force, une vitalité nouvelle. Ils nous disent aujourd'hui: 'moi j'ai jeté la honte, j'ai plus peur de parler devant les autres, j'ai appris à parler'. C'est une dynamique transformatrice, parce

Dans les Favelas de Santo Domingo La démocratie par le bas



«Le peuple est souverain». Dessin tiré d'une publication du Centre d'études sociales de Sto-Domingo.

Un dynamisme créatif

Aujourd'hui la paroisse de Guachupita compte un millier de personnes réparties en petites CEB de 8 à 12 personnes. Les CEB sont organisées à partir d'une feuille de route qui définit le thème porteur, celui que les membres des communautés souhaitent travailler ensemble pendant quelques semaines ou plusieurs mois, selon les nécessités et l'importance du sujet. "On utilise toujours la même méthode, précise Max: partir d'un fait de notre réalité qui nous interpelle, où on est impliqué. Un problème du barrio (quartier populaire), une dispute, un problème de spoliation des droits et on l'éclaire à partir de la lecture de la Bible. L'Evangile ou l'Ancien Testament nous permettent de prendre de la distance, d'éclairer, de questionner de critiquer et d'illuminer cette réalité pour finalement déboucher sur un engagement qu'on veut transformer dans la ligne d'une plus grande humanisation de nos conditions de vie".

L'eucharistie du dimanche devient ainsi le lieu privilégié pour mettre tout en commun, approfondir ce qui a été préparé durant la semaine et relire cela à la lumière de l'Evangile. Le quartier de Guachupita a été profondément transformé par cette dynamique. Les habitants se sont mis en route, croyants et non-croyants ensemble. Alors que le gouvernement délaisse totalement ces quartiers considérés comme insalubres et souhaiterait les voir disparaître du centre de la ville, les collectifs d'habitants ont fait à eux seuls toutes les améliorations qui ont rendu Guachupita vivable: le système d'eau, le système électrique, des terrains de sport, les ruelles et escaliers du barrio et même l'école.

Les gens ont appris à faire cause commune pour défendre leurs intérêts. Ils ont accru leur capacité à faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne leurs demandes en compte. Pour les épauler, les organisations de base ont constitué des équipes techniques avec des professionnels de la construction et des sciences socia-

les. Ainsi lorsqu'ils définissent un projet de drainage de terrain, de scolarisation de leurs enfants, c'est avec toutes les compétences requises et ils ont davantage de poids.

La Parole et la Vie

N'y a-t-il pas risque de conflit entre le rôle spirituel et l'engagement social des communautés chrétiennes? "Non, répond Max Michel, l'Evangile a quelque chose à voir avec la vie, avec l'autre. C'était bien ça le projet de Jésus: mettre ensemble les gens, les aider à expérimenter cette Bonne Nouvelle qu'ils étaient fils de Dieu et qu'ils devaient vivre en frères. En lisant l'Evangile ensemble nous découvrons que tout homme, toute femme, du fait d'être fils ou fille de Dieu, a une dignité inaliénable. Et cette expérience fondatrice devient un critère de jugement éthique au quotidien: chacun est en charge d'humaniser les conditions d'existence, de faire que

ce projet de Dieu devienne réel dans sa vie. Ce dynamisme là, ce n'est pas le prêtre ou la religieuse qui l'impulse. C'est le dynamisme même de la Bonne Nouvelle de Jésus qui remet les gens debout, les intègre à des communautés. Notre travail, c'est de permettre aux gens d'être remis en condition d'écouter le message de Jésus et de se rendre compte que ça les concerne. Mais cette mise en route se veut respectueuse des choix des gens, les comités de quartier travaillent dans un cadre pluraliste, avec des non-croyants. Tous ensemble nous luttons pour le bien commun du quartier. Les gens ne souhaiteraient être accaparés ni par l'Eglise ni par un parti. Ils acquièrent ainsi une distance critique, même par rapport aux autorités de leur Eglise par trop compromises avec le pouvoir en place". ■

Dominique Froidevaux

Les déplacés de Santo-Domingo après le scandale du cinquième Centenaire

1992, cinquième anniversaire de la "découverte et de l'évangélisation des Amériques". Les lecteurs de Cotmec-info se souviennent du scandale des déplacements forcés de populations des quartiers pauvres (celui de Guachupita était concerné) afin de faire place nette pour les festivités et accueillir la rencontre des évêques latino-américains qui allaient rediscuter du "choix des pauvres". Une trahison de l'Evangile, disions-nous. D'autant plus que toutes les opérations étaient effectuées avec la bénédiction du cardinal-archevêque de Santo-Domingo (C-info N°148, 149-150). Parmi d'autres, nous avions plaidé en faveur des droits des populations déplacées. Deux ans plus tard, tout n'est pas gagné, mais on peut compter de petites victoires: le gouvernement dominicain a été condamné pour ces déplacements de population à la Commission des droits de l'homme. Sur le terrain, certaines revendications des habitants ont eu davantage de poids: ils ont pu ainsi exiger que chaque famille dont la maison était déclarée insalubre ait droit immédiatement à un nouveau logement, et non pas simplement à une vague promesse de logement. Et le gouvernement sait dorénavant que ses exactions ne passeront plus inaperçues. Une opération immobilière qui visait à transformer Guachupita en port pour yachts de luxe est mise en veilleuse. Mais le quartier est toujours sous surveillance militaire rapprochée...■

D.F.

attentes et les peurs d'une fraction du peuple sud-africain ce printemps, cette rencontre a été une fête plutôt qu'une série de débats sur les réalisations du programme. L'approche des Sud-Africains était d'ailleurs très différente des Européens ou même des Africains d'autres pays. Ils étaient venus célébrer un engagement qui, malgré ses faiblesses, avait permis au mouvement oecuménique international de témoigner concrètement et avec succès de son engagement pour la justice et la paix dans leur pays. Nous, les Occidentaux, étions davantage portés vers la critique des défauts du programme; en vue, bien sûr, de les éviter à l'avenir.

Car c'est l'avenir de ce nouveau programme oecuménique de «monitoring» qui était au centre des préoccupations. Le concept lui-même, son élargissement vers des applications non plus seulement de maintien de la paix, mais aussi d'éducation pour une vraie démocratie, et même sa possible mise en pratique dans les pays du Nord, où des dérapages dans le respect des Droits de l'Homme pourraient se produire de plus en plus fréquemment, ont été l'objet de débats animés. La votation en Suisse sur les mesures de contrainte a été citée en exemple... Hélas!

Pistes d'action pour aller plus loin

Le rapport de cette réunion sera disponible prochainement aux adresses citées en fin de ce bulletin d'information. Je ne citerai donc que les grandes lignes des résolutions adoptées: la motivation profonde d'un programme oecuménique d'observation réside dans le fait que tout pouvoir est justiciable devant Dieu. Si donc EMPISA a été un événement unique, le mouvement oecuménique devrait construire du neuf à partir de ces expériences et en faire une partie intégrante de ses activités courantes.

Le concept devrait être élargi à de nouvelles interventions et comprendre un aspect de réciprocité, les pays du Sud étant invités à venir accompagner des engagements dans le Nord. Il devrait être plus pro-actif que réactif, c'est à dire ne pas seulement réagir face à des urgences, mais se fonder sur une stratégie à long terme. Un système d'alerte permettant de se mettre en action le plus tôt possible pourrait aussi être mis sur pied. Enfin, un programme de cette nature devrait toujours être accompagné d'un message d'espoir pour toutes les parties, y compris les perdants.

Un appel a donc été adressé au Conseil oecuménique des Eglises et à l'Eglise catholique, pour leur demander de faciliter le développement de programmes oecuméniques d'observation et de témoignage dans toutes les parties du monde qui font appel au mouvement oecuménique. ■

Evelyn Schaad

Nouvelles

d'Afrique du Sud en bref

Avril 1994 Réconciliation dans les Eglises

Après des années de négociations délicates, deux Eglises réformées sud-africaines se sont unies: l'Eglise métis et l'Eglise noire, toutes deux «filles» de l'Eglise réformée blanche (boer). La nouvelle Eglise a pris le nom de «Uniting Reformed Church» pour bien marquer son vœu de ne pas en rester là, mais de poursuivre des pourparlers d'unité avec l'Eglise réformée indienne et les Eglises réformées du Zimbabwe, de Zambie, du Malawi, du Botswana. Le Président Mandela s'est joint aux délégués pour leur service de Cène fêtant la création de la «Uniting Church» nouvelle-née. L'Eglise réformée blanche sud-africaine s'apprête à faire le pas. ■

25 juillet 1994 Les Eglises contre la production d'armes

Le Conseil sud-africain des Eglises (SACC) a écrit au ministre de la Défense au sujet de la politique gouvernementale de production et de vente des armes à l'étranger, en particulier à des pays instables (Rwanda, Soudan, Proche-Orient...). Le nouveau gouvernement, démocratique et non-racial, justifie cette politique par la croissance économique, la créa-

tion d'emplois, la défense du pays et le développement technologique. Le SACC a insisté auprès du gouvernement pour qu'il reconsidère son attitude dans ce domaine. ■

10 octobre 1994 Une femme pour diriger le Conseil sud-africain des Eglises

Brigalia Bam a été nommée secrétaire générale du Conseil sud-africain des Eglises par le Comité général de ce Conseil, et a pris ainsi la succession du pasteur Frank Chikane, démissionnaire. Nous nous réjouissons beaucoup de cette nomination. Brigalia Bam est connue et appréciée de plusieurs d'entre nous puisqu'elle a vécu à Genève et travaillé au Conseil oecuménique des Eglises. ■



NOUVELLES D'AFRIQUE DU SUD, DÉCEMBRE 1994
Reproduction autorisée
sous réserve de citation de la source

Rédacteurs responsables:
M. Laufer, J.-P. Zurn, D. Froidevaux
Maquette: D. Froidevaux
Imprimerie: Reproffset, Genève

Diffusion:

- Groupe «Eglises- Nouvelle Afrique du Sud», c/o J.-P. Zurn
Av. Ste-Cécile 41, 1217 Meyrin. (41 22) 783 05 39.
- COTMEP / Commission Tiers-Monde de l'Eglise protestante
Case Postale 230, CH 1211 Genève 8. Tél. (41 22) 329 47 64.
- COTMEC / Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique
16 Pt d'Arve, CH 1205 Genève. Tél. (41 22) 329 26 81.

Nouvelles

d'Afrique du Sud



L'an 1 de la démocratie

«Ensemble nous pouvons construire un nouveau futur pour l'Afrique du Sud et un nouveau monde dans lequel le racisme et l'injustice seront bannis pour toujours».

Nelson Mandela, appuyant la décision du mouvement anti-apartheid de Grande-Bretagne de continuer son action de solidarité.

Inventer de nouvelles solidarités

Avril 1994. L'événement restera à jamais gravé dans les mémoires: un peuple sans droits a retrouvé sa dignité en choisissant pour la première fois ses autorités. Quels que soient les heurs et malheurs de la transition actuelle vers la démocratie, l'abolition formelle d'un système fondé sur le mépris de l'homme représente une révolution historique. Et aujourd'hui, dans la précarité, un chemin se trace qui pourrait être repris par d'autres pays du continent africain. On ne peut que le souhaiter.

Mais tout n'est pas encore joué en Afrique du Sud. Loin de là. Les nouveaux investissements peinent à venir, alors que les structures économiques héritées du régime de l'apartheid se portent bien: on y profite toujours des ségrégations sociales institutionnées naguère. Le lobby militaro-industriel vient aussi de faire la preuve de son pouvoir conquis au mépris de toute éthique: ce secteur de pointe rassemble aujourd'hui les professionnels les plus qualifiés du pays et fournit à l'Afrique du Sud une partie non négligeable de ses devises. Malgré les protestations des Eglises et de certains syndicats, l'Afrique du Sud continuera ses exportations d'armes et investira encore dans ce secteur d'activité qui n'est pas centré sur les besoins prioritaires de sa population. Logique économique oblige...

Pourtant, c'est dans cette même Afrique du Sud que des femmes et des hommes se mobilisent pour consolider les acquis démocratiques, améliorer la qualité de vie dans les quartiers pauvres, entreprendre de nouvelles activités à leur portée pour générer des emplois et un mieux-être. A la base comme dans les services gouvernementaux, les énergies libérées par l'affranchissement de l'ancien système politique sont

nombreuses. Il y a tant à faire. Deux chiffres laissent, à eux seuls, entrevoir l'ampleur des défis à relever: aujourd'hui encore, l'espérance de vie moyenne de la population blanche est de 73 ans, alors que celle de la population noire n'est que de 57 ans. Et dans l'éducation que le gouvernement tente de restructurer petit à petit, on continue à dépenser quatre fois plus pour l'instruction d'un enfant blanc que pour celle d'un enfant noir.

Beaucoup de ceux qui se sont montrés actifs dans la lutte anti-apartheid ne souhaitent pas baisser les bras maintenant. En Suisse c'est le cas du groupe "Eglise" du Mouvement anti-apartheid. Loin des structures lourdes et des officialités, avec des moyens dérisoires, ce petit groupe a réussi à se mettre à l'écoute des cris prophétiques de représentants des Eglises sud-africaines et à les retransmettre chez nous; à nouer avec ces Eglises une complicité fraternelle pour engager des gens d'ici sur le chemin de la solidarité. Aujourd'hui encore, nous sommes concernés par les appels que nous lançent nos partenaires sud-africains: lorsqu'ils étudient comment reconverter les savoirs-faire industriels de l'armement vers des activités civiles porteuses d'avenir, lorsqu'ils réfléchissent à un code éthique des investissements favorisant la justice pour tous dans l'économie, lorsqu'ils proposent des repères pour rendre réparation aux victimes de l'apartheid et faire la vérité sur ce passé tragique. Sur tous ces chantiers nous avons encore beaucoup à apprendre, et beaucoup à faire, dans notre propre pays, pour changer nos rapports avec le Sud. ■

Dominique Froidevaux

Bulletin d'information
préparé par
le Groupe
«Eglise-
Nouvelle
Afrique du Sud»
et les Commissions
Tiers-Monde
des Eglises
Protestante et
Catholique
(COTMEP-COTMEC).
Il est distribué en
supplément à
Tam-Tam et
Cotmec-info.

Comment assumer le passé ?

L'amnistie pour les crimes commis sous le régime de l'apartheid est devenu l'objet d'un large débat en Afrique du Sud.

Regard sur la question à partir du point de vue d'un théologien sud-africain: Wolfram Kistner.

L'Afrique du Sud est un pays nouveau. Il subit pourtant encore le poids de son passé. L'apartheid fut considéré par le droit international comme un crime contre l'humanité. Et ceux qui ont promu et soutenu la politique d'apartheid sont encore actifs partout sans même avoir renié leurs anciennes convictions. Certains occupent même des postes à responsabilité. Le parti qui a défendu et pratiqué l'apartheid est le second en importance. Il a fini par se rendre à la résistance du peuple et aux pressions internationales après s'être rendu compte que même une répression massive et sanglante ne permettrait pas à la minorité blanche de se maintenir au pouvoir.

Rendre justice aux victimes

La majorité des victimes du système d'apartheid continuent à vivre dans la pauvreté. Les blessures de milliers de torturés ne sont pas encore guéries. Le deuil de milliers de familles n'est pas encore achevé.

Comment l'Afrique du Sud assumera-t-elle l'héritage d'un tel passé ? Une amnistie est-elle possible ?

En 1992, le *Further Indemnity Act* donnait au Président le pouvoir d'accorder l'impunité à ceux qui avaient commis des crimes politiques avant le 8 octobre 1990. Mais cet *Act* n'était pas le résultat d'un accord entre Parti National et ANC, ni d'une majorité des trois Chambres.

Pour l'introduire, de Klerk avait dû, exceptionnellement, faire usage de son droit de consulter seulement le Conseil du Président. Ce fut le seul cas ; cela montre avec quelle énergie il désirait introduire cette loi ! Bel exemple de la facilité avec laquelle on peut détourner le droit, la loi fut introduite au moment-même où des informations de plus en plus nombreuses et précises sur les crimes commis ou tolérés par des hauts officiers de la police ou de l'armée étaient rendues publiques.

Quelle amnistie ?

Ceux qui ont élaboré la nouvelle Constitution intérimaire étaient pleinement conscients du problème crucial de l'amnistie. Ils ont lié le nouveau gouvernement à la promulgation d'une loi d'amnistie à l'égard des personnes coupables d'actes délictueux pendant la période de l'apartheid. Mais ce projet de loi a été ajouté comme un post-scriptum à la Constitution. Il ne donne aucun détail sur le type d'amnistie envisagé. Selon le juriste de l'ANC Kader Asmal, ce post-scriptum est le résultat de négociations très difficiles entre l'ANC et le Parti National. Ce dernier avait soumis une proposition d'amnistie générale avec renonciation à toute procédure et à toute enquête sur le passé. L'ANC a dû se rendre à l'évidence : si l'on refusait l'amnistie, on retardait l'adoption de la Constitution. L'ANC ne voulait pas d'une amnistie générale ; il admit néan-

moins le post-scriptum à la Constitution qui laissait ouverts les détails de la loi.

Après l'adoption de la Constitution intérimaire, l'insistance de Mandela et de son gouvernement à parler de réconciliation a relancé le débat. N'allait-on pas vers une amnistie inconditionnelle ? Des juristes, des théologiens, des responsables d'Eglises mirent en garde le gouvernement sur le fait qu'une telle amnistie empêcherait toute véritable réconciliation. Ils insistèrent sur l'indispensable recherche de la vérité, condition de toute amnistie. On ne peut accorder une amnistie à des personnes dont on ne sait même pas précisément ce qu'elles ont fait ! Une amnistie doit être accompagnée de l'identification des crimes commis : « Si nous pouvons pardonner les crimes passés, nous ne pouvons pas les ignorer », dit M. Kader Asmal.

Garder le sens de la justice

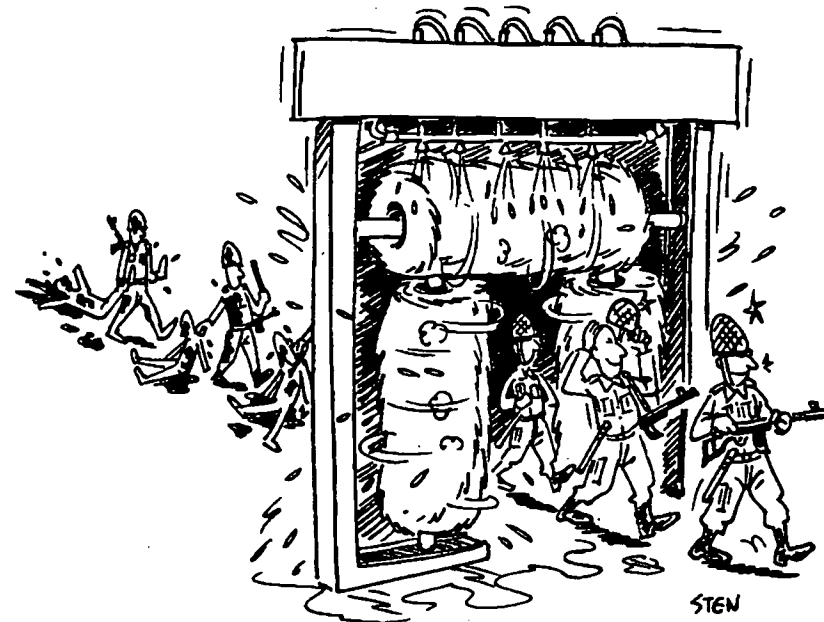
Le problème était donc de savoir quel genre d'amnistie servirait le mieux la cause de la réconciliation, sans que soit bafoué le sens de la justice. Autant marcher dans un champ de mines ! Si l'apartheid est un crime contre l'humanité, tous ceux l'ont soutenu ou toléré, voire défendu politiquement, devraient être considérés et traités comme des criminels. Et les actes délictueux commis au cours de la lutte contre l'apartheid ne peuvent pas être jugés de la même manière que ceux commis par des gens qui contrôlaient une formidable force armée pour défendre ce système. Une amnistie globale, au lieu de favoriser la guérison des blessures, n'infligera-t-elle pas de nouvelles blessures à des victimes qui pourraient considérer que leurs souffrances et la dignité humaine de ceux qui ont été assassinés sont objet de mépris ? Ne minerait-elle pas tout sens de la justice, indispensable si l'on veut parvenir à la réconciliation et à la paix ? Faudrait-il soumettre l'amnistie à certaines conditions ? L'appel de certains à « laisser le passé devenir le passé » est-il porteur d'avenir ?

Des questions au coeur de la foi

Ce sont des questions bien connues des chrétiens et des Eglises. Elles sont au centre de leurs célébrations et de leurs prières. Au culte, les chrétiens se voient rappeler leur péché ; ils confessent le mal qu'ils ont commis ou pensé ; et le pardon de Dieu, possibilité d'un nouveau commencement, leur est offert. Le problème crucial que rencontre l'Afrique du Sud d'aujourd'hui touche ainsi au coeur de la vie des Eglises, qui ont leur mot à dire sur les questions qui se posent à la société sud-africaine.

Ces quelques réflexions constituent une introduction à une problématique que nous développerons dans une prochaine publication. Elles s'inspirent d'un texte de Wolfram Kistner, théologien sud-africain qui collabore avec l'Institut de Théologie Contextuelle de Johannesburg. ■

Jean-Pierre Zurn



STEN

Chapeau pour les moniteurs de la paix !

Le programme oecuménique d'accompagnement du processus électoral (EMPSA) fut une occasion sans pareille de solidarité entre les Eglises. Esquisse d'un bilan et regards sur l'avenir.

Un programme lancé par les Eglises sud-africaines

En mars dernier, à la veille des élections sud-africaines, nous vous informions brièvement sur la situation dans le pays et sur le rôle des Eglises dans la préparation de ce processus démocratique. Depuis lors, nous avons assisté, grâce aux médias, et avec émerveillement, à la fin de l'apartheid et à l'instauration d'un gouvernement sud-africain multicolore emmené par Nelson Mandela. Ces événements ont suscité dans le monde entier émotion et admiration. Après tant d'années, nos espoirs passaient du rêve à la réalité.

Aujourd'hui, nous revenons à un aspect des élections sud-africaines qui nous a touché de plus près : la participation de 30 Suisses (16 hommes et 14 femmes) au Programme oecuménique d'observation de paix (EMPSA).

Décidé par le Conseil sud-africain des Eglises et par la Conférence des évêques catholiques, le programme EMPSA a eu le grand mérite de commencer son service d'observation plusieurs mois avant les élections et de collaborer étroitement avec des paroisses et des communautés de base.

Cette proximité du peuple a permis aux observateurs EMPSA d'être accueillis, respectés, écoutés, bien davantage que la majorité des observateurs internationaux parachutés sur place pour la période électorale.

Si les délégués des Eglises ont été nommés « moniteurs » et non « observateurs », ce n'est pas par hasard. En effet, leur mandat ne consistait pas seulement à être présents

et à observer. Leur mandat leur permettait, selon les circonstances, de veiller à calmer la violence, de rappeler les services de sécurité à leurs obligations, de s'interposer dans les conflits. Le terme anglais de « monitoring » exprime bien ce rôle actif et impartial des délégués des Eglises, rôle qui demandait pas mal de courage.

EMPSA-Suisse

Sur les moniteurs EMPSA, certains étaient sud-africains, beaucoup étrangers (allemands, anglais, américains, canadiens...). En Suisse, notre appel a rencontré un écho remarquable. Après examen des dossiers et formation des candidats, ce sont 21 Suisses-alémaniques et 9 romands qui ont participé au programme EMPSA en Afrique du Sud, dont 6 catholiques et 24 protestants. Leur tâche n'a pas toujours été facile, mais très enrichissante. Lors d'un week-end final d'évaluation, les moniteurs EMPSA-Suisse ont déclaré :

- le sens de cette expérience a dépassé ce que nous en attendions,
 - le fait que nous étions des volontaires (bénévoles) a donné à notre groupe une motivation particulière,
 - EMPSA a été une source unique d'expérience et un engagement chrétien réel.
- Du côté sud-africain arrivent aussi des témoignages. Les moniteurs EMPSA ont été appréciés ; ils ont rendu de grands services avant et pendant les élections.

Enfin, en Suisse, de nombreuses paroisses ont soutenu le programme de moniteurs de paix, par l'intercession et par leur appui financier. ■

Marianne Laufer



Un exemple parmi d'autres

A Genève, le secteur de la Servette, Charmille/St-Jean et Montbrillant avait la chance d'envoyer 4 observateurs de paix. Les liturgies oecuméniques d'envoi ont permis aux observateurs et observatrices de se sentir accompagnés par leurs communautés. A leur retour, ils ont pu donner un écho de leurs expériences à plusieurs occasions. Une des paroisses (St-Nicolas) a même donné une part des recettes de sa kermesse pour EMPSA, tout en proposant une information à ce sujet. Commentaire d'une animatrice pastorale : « ce n'était pas évident d'inviter nos communautés à cette nouvelle forme de solidarité, mais c'était une chance unique pour partager une espérance commune avec nos frères et soeurs du Sud ». ■ D.F.



Un pas décisif vers l'avenir

Evelyn Schaad, monitrice en Afrique du Sud avant les élections, nous rend compte de l'évaluation finale du programme EMPSA qui a eu lieu au Conseil oecuménique des Eglises, du 2 au 4 décembre 1994. Une invitation à inventer du neuf à partir de cette première expérience.

« On a dit que les récents développements en Afrique du Sud étaient un miracle ». C'est en ces termes que Beyers Naudé a introduit, en compagnie de Konrad Raiser, Secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises, les débats sur le rôle d'EMPSA, avant et pendant les élections, les erreurs commises et les leçons qu'on peut en tirer pour l'avenir. Une cinquantaine de participants étaient présents, de 16 pays, et comme il se doit, la délégation sud-africaine était la plus nombreuse, comprenant entre autre Mme Brigalia Bam, Secrétaire générale du Conseil Sud-africain des Eglises, et le frère Emile Blaser, représentant la Conférence des Evêques catholiques d'Afrique australe. Cette réunion sera suivie prochainement d'une grande conférence sur l'Afrique du Sud, organisée sous l'égide du COE.

Pour moi, qui avais eu l'immense privilège de partager les joies et les souffrances, les

►►►►► Suite page 4